

TROIS HOMMES D'AFFAIRES ET UN MAFIEUX

UN DOSSIER EXCLUSIF D'ANDRÉ CÉDILOT ET ANDRÉ NOËL
PAGES A2 ET A3

LA PRESSE AU PROCÈS DE CONRAD BLACK LA CONFESSION D'UN EX-BRAS DROIT

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 5

cyberpresse.ca

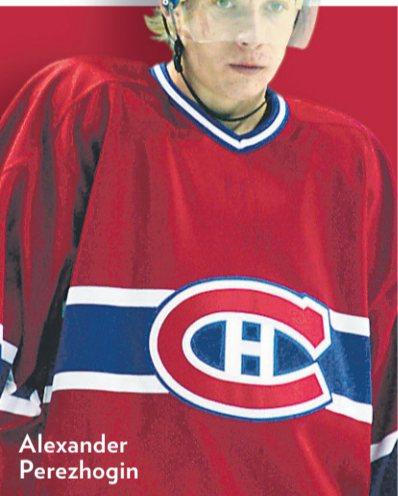
LA PRESSE

Un employé d'Alcoa inspecte un rouleau d'aluminium à Boonville, en Indiana.
PHOTO TOM STRICKLAND, BLOOMBERG NEWS

VERS UN ALLIAGE ALCOA-ALCAN

LE GÉANT AMÉRICAIN DÉPOSE UNE OFFRE D'ACHAT DE 33 MILLIARDS US

› LE SAGUENAY S'INQUIÈTE
› LA CHRONIQUE DE SOPHIE COUSINEAU
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 ET 6



HOCKEY
PEREZHOGIN
JOUERA
EN RUSSIE
SPORTS PAGE 1

CELLULAIRE
OÙ EST LA
TOUCHE
DE LA
SIMPLICITÉ ?
ACTUEL PAGE 1



Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Est-ce que ça veut dire que je suis rendu avec le NPDP pour rien ?
- Thomas Mulcair
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



André Boisclair Des députés exigeront un vote de confiance dès l'automne L'ÉTAU SE RESSERRE

DENIS LESSARD,
TOMMY CHOUINARD
ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

La pression sur André Boisclair augmentera de façon spectaculaire dans les prochaines heures. Le chef péquiste, qui voulait repousser à septembre 2008 le

test sur son leadership, sera forcé d'accepter une échéance beaucoup plus rapprochée.

Quelques députés péquistes comptent revenir à la charge, dès aujourd'hui, avec leur exigence d'un vote de confiance qui se tiendrait au début de l'automne prochain, a appris *La Presse*.

L'un d'eux, François Legault, envisageait même hier de formuler publiquement cet ultimatum si le chef péquiste continuait, comme à la dernière réunion du caucus, de faire la sourde oreille. Pour des proches du député de Rousseau, ce dernier compte aller de l'avant pour « proposer une

voie afin de sortir de la tempête ». Il pourrait bien ne pas être seul aujourd'hui. Jusqu'ici, la direction du PQ avait proposé que le congrès permettant ce vote se tienne en septembre 2008 seulement.

› Voir **TOURMENTE** en page A9

Mont-Orford Toute une montagne pour ça...



PHOTO RÉMI LEMÉE LA PRESSE

Le projet de privatisation de terrains du parc du Mont-Orford a fait couler beaucoup d'encre. Québec a mis fin au débat hier. Ou presque. Le gouvernement Charest renonce à vendre une partie du territoire et donne à la MRC de Memphrémagog deux ans pour proposer un projet récréotouristique. D'ici là, la Société des établissements de plein air du Québec administrera, sans les développer, le domaine skiable et le golf, où Éric Racicot, Lucien Malo et Patrick Bailli profitaient d'une journée ensoleillée. Compte rendu d'une volte-face, à lire en page A8.

Dion rappelle Trudeau à l'ordre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le chef du Parti libéral a désavoué hier Justin Trudeau, une semaine après que ce dernier eut été élu candidat libéral dans la

circonscription de Papineau.

Selon Stéphane Dion, Justin Trudeau erre lorsqu'il prône l'abolition des systèmes d'éducation distincts francophones et anglophones, comme il l'a fait la

semaine dernière dans un discours devant quelque 2000 enseignants du primaire à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

› Voir **TRUDEAU** en page A17

CSDM Pas de notes chiffrées dans les nouveaux bulletins

MARIE ALLARD

Il n'y a toujours pas de notes en pourcentages, ni de moyennes de groupe dans les nouveaux bulletins proposés par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) pour la rentrée. On y évalue les compétences avec des cotes allant de A à E. Seule nouveauté : on peut nuancer ces lettres avec des « + » mais pas de « - », selon ce qu'a appris *La Presse*.

C'est pourtant après avoir avoué son penchant pour les bulletins « chiffrés » que l'ex-ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a demandé aux commissions scolaires de refaire leurs devoirs. Tel que prévu par la loi 32, les parents donnent actuellement leur avis sur les bulletins dans toutes les commissions scolaires du Québec.

À la CSDM, plutôt que de décrire le bulletin de leurs rêves, ils ont dû choisir entre quatre modèles préétablis lors d'une consultation qui a pris fin vendredi.

› Voir **CSDM** en page A12



**Le meilleur sushi en ville
pour la meilleur maman au monde !**
La journée de la fête des mères,
toutes les mères recevront une magnifique chandelle !



le seul et unique

*Week-end
le brunch*
samedi et dimanche



4075 St-Catherine O. | (514) 70-SUSHI | www.70sushi.com

Réservations toujours recommandées.
Réservez en ligne. Commander en ligne.

OPÉRATIONS DOUTEUSES AU CASINO

TROIS HOMMES D'AFFAIRES

Trois hommes d'affaires connus des milieux de la mode et de l'immobilier, Georges Dayan, David Bitton et Ariel Hassan, ont participé aux « opérations douteuses » du caïd Francesco Del Balso en décembre 2005 au Casino de Montréal, révèle un document judiciaire rédigé par la GRC dans le cadre de l'enquête antimafia Colisée.

ANDRÉ CÉDILOT
ET ANDRÉ NOËL

Selon la police, Francesco Del Balso avait un problème : le trafic de drogue et ses maisons de pari illégal lui rapportaient des milliers de billets de 20 \$ et de 100 \$. Il tentait de leur donner une existence légale en les dépensant au Casino et ailleurs. Mais même au Casino, il ne pouvait pas dépenser plus de 10 000 \$ en liquide sans que son nom soit envoyé au CANAFE, un organisme fédéral chargé de détecter le blanchiment d'argent.

Une nuit de décembre 2005, il avait atteint cette limite. Les caméras du Casino ont filmé les trois hommes d'affaires avec lui : ils prenaient des liasses de billets de banque de ses mains, achetaient des jetons pour lui ou jouaient à sa place. L'échange de bons procédés s'est répété une autre nuit, avec un des trois hommes.

Georges Dayan, qui est âgé de 53 ans, est le principal artisan de la revitalisation de la rue Chaba-

nel, dans le nord de Montréal, pour en faire un « quartier international de la mode ». Il s'agit d'un projet de 60 millions de dollars qui a déjà le soutien de la Ville de Montréal.

La société d'État fédérale Investissements PSP s'est associée au Groupe Dayan, dont Georges Dayan est le président, pour acheter et rénover les grands immeubles de cette rue. PSP gère les caisses de retraite des fonctionnaires du gouvernement canadien.

Le designer David Bitton est le président de la compagnie Buffalo International, qui vend des vêtements sous la marque Buffalo Jeans. L'entreprise, dont le siège social est situé rue Sauvé, au nord de la rue Chabanel, a été vendue l'automne dernier à une firme de Los Angeles à un prix estimé à 120 millions de dollars américains.

Ariel Hassan est administrateur et actionnaire de la société Importations Rallye, située dans l'édifice du Groupe Dayan, rue Chabanel. Cette société importe et vend des articles divers – lunet-

tes de soleil, chaussettes, sacs à main – sous la marque Private Member. MM. Dayan, Bitton et Hassan sont des amis de longue date.

Leurs noms apparaissent dans le chapitre d'un document de la GRC, consacré aux opérations douteuses au Casino. Ce document d'une centaine de pages a été déposé au palais de justice de Montréal et rendu public l'hiver dernier en Cour du Québec. Il appuie la demande de blocage des biens de Del Balso, âgé de 36 ans et membre important de la mafia sicilienne de Montréal, plus précisément du clan Rizzuto.

Des millions au Casino

En moins d'un an, les salons de paris en ligne dirigés par Del Balso ont rapporté 391 millions, pour un profit brut de 17,6 millions. Cela sans parler des profits de la drogue. De 1996 à avril 2004, Del Balso a dépensé 8,6 millions au casino de l'île Notre-Dame. La GRC essaie de savoir combien il a gagné au jeu. Le Casino lui a remis une cinquantaine de chèques, dont

les montants variaient de 7000 à 200 000 \$. Il pouvait déposer ces chèques à la banque, sans attirer les soupçons.

Comme la plupart des casinos le font avec les gros joueurs, Loto-Québec le chouchoutait, lui octroyant le statut de « joueur à vie ». Jusqu'à son arrestation le 22 novembre dernier, il fréquentait les salons VIP, avec tout ce que cela comporte d'avantages et de prestige (voyages, repas, billets de spectacle, cadeaux, etc.). En 2003, l'entrée en vigueur de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité a obligé les institutions financières, les agences immobilières, les casinos, notamment, à déclarer les transactions en liquide de 10 000 \$ et plus.

Voulant éviter que son nom soit envoyé au CANAFE (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada), Del Balso achetait des jetons à coups de 9900 \$ et moins. Souvent, il demandait à des intermédiaires de changer ses liasses de billets de banque en jetons, qu'il pouvait ensuite utiliser aux tables de jeu. Parfois,



L'homme d'affaires Georges Dayan affirme avoir connu Francesco Del Balso au Casino de Montréal.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

SONATA CATHEDRAL DEUX FUSEAUX HORAIRES - 670-88/213

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

Une nuit de décembre au Casino de Montréal

Voici, minute par minute, ce qui s'est passé au Casino de Montréal pendant deux heures durant la nuit du 4 décembre 2005, selon un rapport du service des enquêtes du Casino reproduit dans le document que la GRC a déposé à la Cour du Québec :

0 h 25 : Francesco Del Balso avait déjà acheté des jetons pour 9900 \$ et ne pouvait plus en acheter sans dépasser la limite légale des 10 000 \$.

0 h 53 : Del Balso remet une liasse de 50 billets de 100 \$ à Ariel Hassan. Ce dernier utilise cette somme pour acheter cinq jetons de 1000 \$ et les remet à Del Balso, qui les joue ensuite à une table de roulette.

1 h 14 : MM. Del Balso et Hassan marchent vers le stationnement et reviennent au Casino quelques minutes plus tard.

1 h 21 : M. Hassan se rend au comptoir et change des billets de 20 \$. Del Balso dépose une liasse de billets de 20 \$ sur une chaise. David Bitton prend cette liasse, la sépare en deux et en remet la moitié à Del Balso. Avec sa propre moitié, M. Bitton achète 30 jetons de 100 \$ et les remet à Del Balso.

1 h 24 : M. Hassan remet « quelque chose » dans la main de Del Balso. Dans la minute qui suit, Del Balso lance un jeton de 5000 \$, qui sera changé en jetons de 100 \$.

1 h 26 : Le service des enquêtes du Casino intervient auprès de Del Balso. Ce dernier dit aux enquêteurs qu'on l'a informé à plus d'une reprise des contraintes imposées par la loi (sur le recyclage des produits de la criminalité). Mais, invoquant des raisons personnelles, il refuse de s'identifier. Les enquêteurs l'avisent qu'il ne peut plus effec-

tuer de mises aux tables pour le restant de la nuit.

1 h 35 : Del Balso remet les jetons à deux hommes non identifiés. Il remet aussi une liasse de billets de 20 \$, soit environ 1500 \$, à Georges Dayan. M. Dayan les échange contre des jetons, et les remet à MM. Hassan et Bitton. Ces derniers les misent aux tables de jeu. Del Balso leur dit quelles mises faire.

1 h 54 : Del Balso prend des jetons de 25 \$ des mains de M. Hassan et les place lui-même sur la table de jeu.

2 h 04 : Del Balso prend « une palette de billets de son pantalon et la remet à Dayan. M. Dayan remet tous ces billets à M. Hassan, qui en met la plupart dans son manteau et qui, ensuite, change 1000 \$ en jetons.

2 h 07 : Del Balso remet un jeton de 5000 \$ à M. Bitton, qui le mise.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8	Décès	ACTUEL 7 ET 8
Astrologie du jour	ACTUEL 6	Forum	A 22 ET 23
Bourses	AFFAIRES 9 ET 10	Horaire télévision	ARTS 4

Météo

Généralement ensoleillé, ciel dégagé en soirée, maximum 23, minimum 14. SPORTS 7

OPÉRATIONS DOUTEUSES AU CASINO

ET UN MAFIEUX

d'autres personnes jouaient à sa place.

Dans la nuit du 4 décembre 2005, Del Balso a ainsi remis plusieurs fois des billets de banque à Ariel Hassan, David Bitton et Georges Dayan. Ces derniers les échangeaient contre des jetons, qu'ils lui remettaient ensuite (voir notre encadré ci-contre). Del Balso a continué son petit manège même après avoir reçu un avertissement des enquêteurs du Casino. Ceux-ci ont fini par lui interdire de continuer à jouer pour le reste de la nuit.

Dans les minutes suivantes, Del Balso a remis 1500 \$ en coupures de 20 \$ à M. Dayan. Celui-ci a acheté des jetons, qu'il a remis à MM. Hassan et Bitton. Ces derniers les ont ensuite utilisés aux tables de jeu : M. Del Balso leur disait quelles mises faire. Plus tard, Del Balso a refilé à M. Dayan une « palette de billets », que celui-ci a encore remise à M. Hassan. Ce dernier a mis l'argent dans son manteau, puis a acheté des jetons pour 1000 \$. Del Balso a aussi remis discrètement un jeton de 5000 \$ à

M. Bitton, que celui-ci a ensuite lancé sur la table.

Omniprésentes dans l'édifice, les puissantes caméras du Casino ont capté ces échanges de bons procédés. Les enquêteurs du Casino ont alors rédigé des rapports intitulés « Déclarations

« Ce sont des amis avec qui j'ai pu aller au Casino, absolument, c'est clair, j'ai rien à cacher par rapport à ça, dit l'homme d'affaires Georges Dayan. M. Del Balso, je connais pas. Qu'il se soit trouvé au Casino, effectivement, c'est clair également. Comme une connaissance, bonjour, bonjour... »

d'opérations douteuses ». La GRC a obtenu des mandats de perquisition pour obtenir ces rapports de Loto-Québec au cours de son enquête sur Del Balso et ses acolytes du clan Rizzuto, à Montréal et ailleurs dans le monde.

Une transaction de 88 000 \$

Une autre déclaration d'opéra-

tions douteuses concerne des transactions effectuées 10 jours plus tard, le 14 décembre 2005. Voici ce que les autorités du Casino ont rapporté à la GRC : « Entre 22h07 et 3h07, Ariel Hassan a remis 88 000 \$ à Del Balso lors de 14 échanges entre eux. Del Balso a été

observé remettant des jetons à 10 reprises à une femme asiatique qui a misé sur les tables de jeu. »

Malgré des demandes répétées, *La Presse* a été incapable d'interviewer Ariel Hassan et David Bitton. De son côté, Georges Dayan a confirmé qu'ils avaient joué tous les trois avec Francesco Del Balso au Casino.

« Ce sont des amis avec qui j'ai pu aller au Casino, absolument, c'est clair, j'ai rien à cacher par rapport à ça, a-t-il dit. M. Del Balso, je connais pas. Qu'il se soit trouvé au Casino, effectivement, c'est clair également. Comme une connaissance, bonjour, bonjour... »

Il a ajouté qu'il savait que M. Del Balso était un « gros joueur ».

Nous avons remis à M. Dayan une photocopie de la page du document assermenté de la GRC où il est question de lui et lui avons demandé d'expliquer ce qui s'était passé. Après bien des hésitations, M. Dayan a déclaré ceci :

« Il n'y a aucune logique autre que des gens qui sont autour d'une table et si l'argent, je l'ai pris d'une main pour le donner à l'autre main... c'est clair qu'il (Del Balso) voulait peut-être le donner à M. Hassan, et je l'ai pris et je l'ai donné à M. Hassan. C'est exactement ça. Si dans le cours de cette séance, ils ont joué, et un a prêté de l'argent à l'autre en disant : "Écoute", et puis le

coup a été joué, puis ensuite il prend l'argent, c'est possible. Il ne faut pas voir ça autrement que sur une table de jeu, des gens autour d'une table de jeu discutent et/ou l'un a pris et donné, a remis des jetons... »

ORDONNANCE DE BLOCAGE

Le document de la GRC, dans lequel sont nommés les hommes d'affaires Georges Dayan, David Bitton et Ariel Hassan, est une déclaration sous serment accompagnant une demande d'ordonnance de blocage. Celle-ci est une mesure provisoire émise par un juge en vue de « geler » les biens provenant d'une activité criminelle qui, dans ce cas, appartiennent au caïd Francesco Del Balso. Une fois la preuve établie devant le tribunal, le juge décidera s'il ordonne la saisie des biens mal acquis. Le cas échéant, il reviendra au gouvernement d'en disposer.



Le 22 novembre dernier, Francesco Del Balso est arrêté, escorté par deux policiers, à l'issue de l'opération antimafia Colisée.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Georges Dayan veut revitaliser le quartier Chabanel avec la caisse de retraite des fonctionnaires fédéraux

ANDRÉ CÉDILOT ET ANDRÉ NOËL

Georges Dayan a déjà fait de bonnes affaires avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. C'est lui qui a transformé le vieil édifice de la Banque du Canada en hôtel de luxe dans le centre-ville, une aventure qui a fait perdre des millions à la Caisse. Cette fois, il s'associe avec une société d'État fédérale, qui gère elle aussi des fonds de retraite, pour rénover les grands immeubles de la rue Chabanel, dans le nord de Montréal.

Depuis 2000, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, ou Investissements PSP (pour Public Sector Pension Investment Board), gère les contributions des fonctionnaires fédéraux, des membres de la Défense nationale et des membres de la GRC. Il compte un actif d'environ 30 milliards et son siège social est situé à Ottawa, mais son principal bureau d'affaires est à Montréal.

À la fin de 2005, des compagnies à numéros appartenant à

Investissements PSP ont acheté sept vastes immeubles du quartier Chabanel pour 120,8 millions. Ensemble, ils ont une superficie de plus de 4 millions de pieds carrés, soit l'équivalent de deux fois la Place Ville-Marie.

Pour les rénover, Investissements PSP s'est associé au Groupe Dayan. Les sociétés à numéros ont dans leur conseil d'administration des représentants du Groupe Dayan et de la caisse de retraite fédérale, comme André Collin, premier vice-président d'Investissements PSP.

Au cours d'un entretien, M. Dayan a reconnu qu'il avait une bonne relation avec André Collin, bien avant les achats des immeubles de la rue Chabanel (et du boulevard Saint-Laurent). Ils ont travaillé ensemble autour de la transformation de l'édifice de la Banque du Canada en hôtel de luxe, alors que M. Collin était président et chef de l'exploitation de Cadim, société membre de CDP Capital-Groupe immobilier (une filiale de la Caisse de dépôt et placement).

En 1998, le Groupe Dayan avait acheté le vieil immeuble de la Banque du Canada pour la somme de 2,1 millions, puis l'avait revendu à la Caisse deux ans plus tard pour la somme de 7 millions. Cet immeuble était bourré d'amiante et exigeait des rénovations très coûteuses. C'est la Caisse de dépôt qui a assumé presque tous les coûts.

En 2002, *La Presse* avait publié un

Pourquoi M. André Collin, premier vice-président d'Investissements PSP, a-t-il de nouveau choisi Georges Dayan pour promouvoir un projet financé par des fonds publics? Impossible de le savoir.

article montrant que le projet d'hôtel de luxe était très risqué pour la Caisse de dépôt. Le Vérificateur général du Québec avait alors fait une enquête approfondie, et conclu que la Caisse allait en effet perdre des millions de dollars. Selon les plus récentes évaluations, la Caisse a perdu entre 15 et 20 millions dans cette aventure, et le Groupe

Dayan a fait un gain pouvant varier entre 5 et 10 millions.

Pourquoi M. Collin a-t-il de nouveau choisi Georges Dayan pour promouvoir un projet financé par des fonds publics? Impossible de le savoir. La directrice des communications d'Investissements PSP, Anne-Marie Laurendeau, a dit qu'elle ne commentait jamais les placements. De son côté, M. Dayan

affirme qu'il est copropriétaire des immeubles du quartier Chabanel, mais il refuse d'en donner la preuve. Pour l'instant, les documents officiels et publics indiquent que le seul propriétaire est Investissements PSP.

Au cours d'un entretien, M. Dayan s'est félicité du soutien de la Ville de Montréal et du gouverne-

ment provincial pour revitaliser ce quartier, qui a perdu de sa vigueur avec les années. La Ville prévoit investir 20 millions dans les infrastructures et l'embellissement du quartier : égouts, réseau d'eau, accès autoroutier, élargissement des trottoirs, nouveau mobilier urbain, etc.

Le 8 janvier, la nouvelle gare Chabanel a accueilli son premier train de banlieue, financé par l'Agence métropolitaine de transport (qui relève du ministère des Transports du Québec). L'AMT prévoit aussi l'ouverture d'une autre gare dans le secteur, sur une ligne qui viendrait de Mascouche.

Le taux d'occupation dans certains immeubles, qui ont déjà abrité des manufactures de vêtements, atteint 18 %. Leur achat constitue un pari risqué auquel se livrent rarement des caisses de retraite. Mais M. Dayan se dit confiant de pouvoir leur donner une nouvelle vie en les transformant en centres commerciaux, en immeubles résidentiels et en tours de bureaux.

POUR GARDER LA FORME,
JE FAIS CE QU'IL FAUT.
MAIS ASSURER MA SÉCURITÉ
FINANCIÈRE EN CAS DE MALADIE GRAVE,
JE NE FERAI PAS ÇA TOUTE SEULE.



Lemay



Jean-Marie Ouellet
Planificateur financier*

Avant notre rencontre, madame Lemay était passablement inquiète... Elle se demandait comment elle pourrait maintenir le niveau de vie de sa famille si elle était atteinte d'un cancer, par exemple.

On en a parlé et je l'ai mise en contact avec notre conseiller en sécurité financière**.

Aujourd'hui, madame Lemay se sent rassurée. Elle sait que, si elle tombe malade, l'assurance en cas de maladie grave de Desjardins*** lui procurera la marge de manœuvre pour faire face à une perte de revenu et à des dépenses additionnelles. Ne plus avoir de soucis financiers lui permettra de se concentrer sur sa guérison.

Et vous, l'impact d'une maladie grave sur votre santé financière, vous y avez pensé ?

RENCONTREZ VOTRE PLANIFICATEUR FINANCIER.

Pour la protection de vos avoirs, c'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

GESTION DES AVOIRS

□ ASSURANCE VIE ET SANTÉ

desjardins.com



Desjardins
Sécurité financière^{MD}

Conjuguer avoirs et êtres

*Le planificateur financier agit pour le compte de Desjardins Cabinet de services financiers inc. **Le conseiller en sécurité financière est un employé de Desjardins Sécurité financière, cabinet de services financiers. ***L'assurance en cas de maladie grave est un produit de Desjardins Sécurité financière.

MD Marque de commerce propriété de Desjardins Sécurité financière.

LE GROUPE CHAOULLI

Création d'une agence privée de soins de santé

ÉMILIE CÔTÉ

Le Groupe Chaoulli (GC) promet à ses futurs membres d'obtenir des soins de santé plus rapidement, qu'ils soient privés ou publics. Son fondateur, le D^r Jacques Chaoulli, est connu pour avoir obtenu de la Cour suprême une ouverture aux assurances privées en santé.

Il existe déjà une sorte de maison de courtage, Medecina, qui offre une consultation avec un médecin spécialiste dans un délai de 72 heures en échange de 300 \$. Mais la RAMQ et le Collège des médecins ont ouvert une enquête. Le mandat du GC est plus large. Et légal, assure le D^r Chaoulli. « Le Groupe Chaoulli va aider ses membres à utiliser les différentes options qui existent en conformité avec la loi », explique-t-il. Les membres seront dirigés afin d'avoir rapidement des services de consultation, des tests diagnostiques et des chirurgies, financés dans le système public ou payés dans une clinique privée, selon leur choix.

Le www.chaoulli.com accepte déjà les inscriptions, mais le service ne débutera qu'au cours de l'été. Pour être membre, il faudra payer un tarif annuel de 40 \$. Les clients qui choisiront la voie du privé rencontreront des médecins qui s'engagent « à ne pas diminuer leurs volumes d'activités à financement public », assure le D^r Chaoulli. La consultation se fera en temps supplémentaire, « de manière à ne pas allonger les délais d'attente pour les autres Québécois qui sont dans le système public ».

Or, la Loi sur l'assurance maladie interdit à un médecin d'exiger des frais à ses patients s'il est affilié à la RAMQ. Mais le D^r Chaoulli évoque un article « dormant » qui exclut de la loi un service médical rendu aux membres ou aux employés d'une association ou d'un organisme.

Les clients du GC pourront également consulter la centaine de médecins (sur 15 000) qui sont désaffiliés de la RAMQ.

Même dans les établissements publics, le GC promet de meilleurs délais. Le D^r Chaoulli compte sur la collaboration des médecins, des hôpitaux et des cliniques pour avoir accès aux listes d'attente. Au



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Les membres du Groupe Chaoulli seront dirigés afin d'avoir rapidement des services de consultation, des tests diagnostiques et des chirurgies, financés dans le système public ou payés dans une clinique privée, selon leur choix.

cours des prochaines semaines, il établira des « réseaux » avec des établissements qui font preuve de « transparence ».

Selon lui, cela s'inscrit dans la logique de la loi 33, qui prévoit des garanties d'accès pour certaines chirurgies.

Une proposition « confuse »

La directrice générale de l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESSS) qualifie de « confuse » la « proposition d'affaires » de M. Chaoulli. « Il n'est pas clair qu'il s'agisse d'un groupe de pression, d'un courtier

en services non assurés, d'une clinique médicale ou encore d'un éventuel assureur, a déclaré Lise Denis par voie de communiqué. Il ne saurait être question, comme l'affirme M. Chaoulli, que les adhérents à un groupe privé aient un accès privilégié aux services de santé publics. »

Le mandat du GC va plus loin que de dépister des soins rapides. Le groupe conduira des projets de recherche. Le D^r Chaoulli compte aussi faire pression sur les compagnies d'assurances afin qu'elle se répartissent « les personnes refusées en raison de leur âge ou de leur état de santé ». Sinon, le

médecin demandera à des avocats si cette « pratique discriminatoire » contrevient à la Charte canadienne des droits et libertés. Éventuellement, il songe aussi à créer des assurances santé.

Le D^r Chaoulli souhaite la collaboration du gouvernement. Hier, Québec a préféré ne pas commenter son projet. « Il s'agit d'un plan d'affaires d'une compagnie privée. On agit avec prudence. Des experts du Ministère vont l'analyser », a indiqué Isabelle Merizzi, porte-parole du ministre de la Santé, Philippe Couillard. Mais si ça respecte la loi, ça peut se faire. » Hier, le père de l'assurance mala-

die, Claude Castonguay, l'a assisté à la conférence de presse. Il était là comme « observateur », mais il a vanté la crédibilité de M. Chaoulli. « Il est clair que la complexité de ce qu'il a présenté signifie que la législation n'est pas adaptée », a commenté l'ex-ministre.

À l'heure actuelle, certains délais sont « inacceptables », a-t-il souligné.

La Coalition Solidarité Santé est totalement en désaccord avec l'arrivée du GC, « C'est une dérive inacceptable », indique sa porte-parole, Gabrielle Pelletier.

Le Collège des médecins n'a pas voulu commenter.

Consommer moins de sel réduit l'hypertension

PRESSE CANADIENNE

Réduire de moitié la consommation moyenne de sel des Canadiens diminuerait grandement le coût – en vies humaines et en argent – de l'hypertension ou de la haute pression sanguine au pays, révèle une nouvelle étude.

Un tel changement dans les habitudes alimentaires préviendrait un million de cas d'hypertension et permettrait à beaucoup de plus de personnes souffrant d'hypertension de contrôler leur pression sanguine adéquatement, d'après l'étude publiée aujourd'hui dans le *Journal canadien de cardiologie*.

La réduction des cas d'hypertension permettrait au système de soins de santé canadien de faire des économies de 430 millions par année en coûts directs, estiment les auteurs de l'étude. Cette estimation est conservatrice, puisqu'elle n'inclut pas les économies découlant de la réduction du nombre d'accidents vasculaires cérébraux et de crises cardiaques qui devrait s'ensuivre. La haute pression sanguine est un facteur de risque pour les accidents vasculaires cérébraux et les crises cardiaques. On estime qu'un adulte sur quatre souffre de haute pression sanguine et que neuf Canadiens sur 10 qui atteindront l'âge de 80 ans développeront ce problème.

Fête des Mères
13 Mai
CONTEMPORAINE
PETITE



39⁹⁵
La blouse broderie filigrane

Pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins, une blouse en coton léger, avec manches cape, jolies découpes ruban au crochet et insertions de broderie ton sur ton. Blanc pur. P.m.g.tg. Notre exclusivité. Aussi en coupe régulière.



129⁹⁵
Le veston 4 poches moderne

Coupé spécialement pour la femme de 5 pieds 4 pouce et moins, un veston épuré à col mao, attaches agrafes, 4 poches discrètes. Mélange lin et coton texture chambray. Couleur de sable. 4 à 16. Jupe coordonnée 59.95



29⁹⁵
Le pull maille ruban

Un pull aux proportions parfaites pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins. Un style encolure V djellaba. Une exclusivité de notre collection en maille texturée. Sable, marron, bleu, magenta, rouge. T.p.p.m.g.tg.



39⁹⁵
Le pull filet fantaisie 2/1

Matières naturelles, tricot confort pour la saison chaude, le mélange ramie et coton donne un pull en maille ajourée qui se superpose à sa cami. Ivoire, moka, bleu, rouge. T.p.p.m.g.tg.

Destination Îles de la Madeleine
Croisière au départ de Montréal et traversier au départ de l'Île-du-Prince-Édouard
Quelques thèmes 2007
Croisière gourmande avec Soeur Angèle et Ginette Reno
Croisière histoire et patrimoine maritime avec Jacques Lacourtière et Maxime Arseneau
Croisière ornithologie et photographie
Croisière bridge et Scrabble
Croisière vélo

Information et réservation :
1 888 986 3278
www.ctma.ca

C.T.M.A.
Depuis 1944

simons
www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

RIMA ELKOURI

Le dossier progresse

Vingt-sept piétons ont perdu la vie en 2006 à Montréal. C'est 16 % de plus que l'année précédente, nous rappelle le triste bilan routier rendu public la semaine dernière.

Vingt-sept personnes ont donc perdu la vie de la façon la plus bête qui soit, c'est-à-dire en marchant dans la rue.

La faute à qui? D'abord aux piétons eux-mêmes, nous disent les statistiques, puisque dans 59 % des cas, les piétons tués contrevenaient au Code de la sécurité routière.

Mais les statistiques ne disent pas tout. Elles ne disent pas le piètre aménagement de certaines rues. Elles ne disent pas le manque de civisme. Elles ne disent pas la lenteur bureaucratique ni l'incompétence. Elles ne disent pas les efforts de prévention qui, parfois, tournent à vide.

Je vous donne un exemple. Ça se passe avenue Bernard Est, devant une école primaire. On ne peut pas dire qu'il s'agit exactement d'un cas de piètre aménagement, puisque la rue vient d'être refaite au complet, en tenant compte de certains principes d'apaisement de la circulation. On y trouve des îlots avancés pour les piétons de part et d'autre, ce qui permet de réduire la distance à franchir lorsqu'on traverse la rue. On trouve aussi des dos d'âne allongés aux intersections qui incitent les automobilistes à ralentir.

Mais voilà, réfection ou pas, cela fait maintenant huit ans que des citoyens réclament un aménagement permettant aux enfants de l'école de traverser la

rue en toute sécurité. Parce que l'avenue Bernard, près de la rue Saint-Urbain, est très fréquentée, parce que la brigadière se fait presque rouler sur les pieds, parce que les enfants qui traversent la rue ont du mal à se frayer un chemin entre les automobilistes pressés. Même si, heureusement, aucun accident devant l'école n'est venu s'ajouter aux statistiques funestes de la Ville, les parents signalent régulièrement des accrochages évités de justesse.

Dès 1999, le comité de citoyens du quartier a donc fait des démarches pour alerter les autorités municipales et réclamer un

Réfection ou pas, cela fait maintenant huit ans que des citoyens réclament un aménagement permettant aux enfants de l'école de traverser la rue en toute sécurité.

stop. Des parents se sont plaints. La direction de l'école s'est plainte. Des pétitions ont été signées. Des lettres ont été envoyées à la Ville. Des articles ont été publiés dans les journaux. Des avis d'experts ont été commandés. Des rencontres avec la Ville ont été organisées.

Et puis, et puis, que se passe-t-il, huit ans plus tard? Rien. Ou presque rien. Enfin, le dossier « progresse », paraît-il. Il progresse si bien qu'il régresse, en fait. Car depuis que la Ville a réaménagé à coups de millions l'avenue, il n'y a même plus de traverses piétonnes sur la chaussée. Et

comme à l'école, des affiches avertissent les élèves de faire bien attention pour ne traverser qu'aux endroits où il y a des bandes jaunes ou blanches au sol, disons que le message est finalement un peu confus. Ne traversez pas tout de suite, les enfants. Attendez un peu sur le trottoir, le dossier progresse.

Excédés, des parents ont décidé de peindre eux-mêmes les bandes sur la chaussée, l'automne dernier. Ils sont descendus dans la rue en pleine heure de pointe, armés de pinceaux, en scandant: « Nous voulons des bandes jaunes! Nous voulons un stop! »

Deux jours plus tard, la petite manif semblait avoir porté ses fruits. Des cols bleus débarquaient pour peindre les fameuses bandes jaunes. Le hic, c'est que les intersections nouvellement aménagées sont en béton. Or, la technique de marquage utilisée par la Ville n'est pas adaptée au béton. Génial, non? On a beau peindre de belles bandes, un mois plus tard, elles auront disparu. Mais ne vous inquiétez pas, le dossier progresse.

Quant au stop, ce fameux stop dont on parle depuis huit ans et qui n'existe toujours pas, l'arrondissement s'y oppose.

Parce qu'il est contre-indiqué de mettre un panneau d'arrêt trop près d'un feu rouge, explique-t-on. C'est lié à la psychologie du conducteur, dont l'attention est naturellement attirée vers le feu, plutôt que vers le stop. On invoque en ce sens la possibilité que le panneau d'arrêt crée un faux sentiment de sécurité.

Si tout cela est vrai, pourquoi, un peu plus à l'ouest, sur la même avenue Bernard, un stop succède à un feu sans problème? ont demandé les citoyens. Pourquoi ce qui est possible à l'ouest ne l'est pas à l'est? Sans doute parce que des citoyens de l'Ouest ont réclamé ce stop pendant 10 ans. Mais chose certaine, c'est contraire aux normes, dit l'ingénieur chargé du projet à l'est.

Normes ou pas, les citoyens exigent une solution, au nom de la sécurité de leurs enfants. Le conseiller de ville du secteur, Michel Labrecque, se dit d'accord avec eux. Est-ce que ce sera un stop? Une lumière? D'autres mesures d'apaisement? Il ne sait trop. Il va relancer ses services, dit-il, et remettre ça sur la table à dessin. Une fois de plus.

Cela fait huit ans que ça dure. Si bien qu'on ne sait plus qui rit de qui dans cette histoire. Mais ne vous inquiétez pas, chers piétons, le dossier progresse.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : rima.elkouri@lapresse.ca

EN BREF

Alain St-Pierre élu à Longueuil

Alain St-Pierre a remporté l'élection partielle qui s'est déroulée dans l'arrondissement du Vieux-Longueuil, dimanche. Le représentant du Parti municipal Rive-Sud/Équipe Gladu devient ainsi conseiller municipal du district 6 à Longueuil. Alain St-Pierre a recueilli 994 voix alors que son

opposante, Fabiola Dasque du Ralliement Longueuil, en a reçu 224. Le taux de participation du scrutin a été de 17,8 %. Le poste de conseiller municipal du district no 6 était vacant depuis le décès de Bertrand Girard survenu en janvier dernier. Ariane Lacoursière

L'ONU CONDAMNE LE GOUVERNEMENT CHAREST

ET DONNE RAISON AUX EMPLOYÉS DE L'ÉTAT

Le Bureau international du travail (BIT), une organisation relevant des Nations Unies, condamne sévèrement le gouvernement Charest pour avoir porté atteinte à la liberté d'association syndicale des employés de l'État, et ce, en mettant fin de façon abrupte et sans raison valable à la négociation collective du secteur public par l'adoption du projet de loi 142.

À l'occasion de la rentrée parlementaire, les 325 000 travailleuses et travailleurs membres du Secrétariat intersyndical des services publics demandent au gouvernement de respecter le jugement du BIT.

Centrale des syndicats du Québec



FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC



Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux



Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

www.sisp.qc.net



PHOTO PAUL CHIASSON, PRESSE CANADIENNE

Le ministre de la Sécurité publique Stockwell Day et le ministre des Travaux publics Michael Fortier étaient à Montréal hier pour annoncer l'achat d'équipement de détection de matériel radioactif. Sur notre photo, un système de surveillance sous-marine.

« Menace potentielle » dans les ports 8 millions pour détecter du matériel radioactif dangereux

CAROLINE TOUZIN

Aucun matériel radioactif dangereux de contrebande n'a jamais été saisi dans les ports du Canada, selon le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day. Pour protéger les Canadiens de cette « menace potentielle », le gouvernement conservateur a annoncé, hier, l'achat d'équipement de détection des radiations d'une valeur de 8 millions de dollars.

« C'est cher, mais c'est nécessaire », a dit Stockwell Day, en conférence de presse au port de Montréal. Trente-six portiques de détection, qui valent quelque 200 000 \$ chacun, seront installés graduellement dans les principaux ports du pays. Il y en aura huit à Montréal. De l'équipement portatif, nommé « unité

« Depuis les attentats de septembre 2001, tous les ports du monde doivent avoir ce genre de technologies », a dit le PDG du Port de Montréal.

autoportée », sera aussi installé sur le toit de véhicules de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Chaque « unité » vaut 100 000 \$.

« Depuis les attentats de septembre 2001, tous les ports du monde doivent avoir ce genre de technologies », a affirmé le président et directeur général du Port de Montréal, Dominic Taddeo. Le ministre des Travaux publics, aussi responsable de la région de Montréal, Michael Fortier a qualifié cet équipement d'« essentiel ».

Les 650 000 conteneurs qui entrent au port de Montréal chaque année passeront dans un portique formé de deux panneaux de quatre mètres fixés au sol. Environ 1 %

des conteneurs, soit 650, émettront des radiations, selon les estimations de l'ASFC qui a testé cette technologie l'an passé au port de Saint-Jean.

Radiations ne signifient pas danger, avertit toutefois Denis Vinette, directeur de l'exécution de la loi à l'Agence des services frontaliers du Canada. Un conteneur rempli de bananes, de sable de litrière pour chats ou de tuiles de céramique déclencherà le signal d'alarme du portique, explique M. Vinette. Ces produits de consommation émettent assez de radiations naturelles pour être détectés par ce nouvel équipement.

Le signal d'alarme sera transmis au Centre d'évaluation du risque de l'ASFC à Ottawa. Si le centre découvre que la source du signal est... des bananes, il ne déploiera pas « l'unité autoportée ». Quelque 20 % des conteneurs qui font sonner l'alarme feront l'objet d'un second examen plus approfondi, estime M. Vinette. Cela représente environ 130 conteneurs par an au port de Montréal.

Au port de Saint-Jean, l'an dernier, « l'unité autoportée » est intervenue moins de 10 fois, affirme M. Vinette, de l'ASFC. Aucun matériel radioactif dangereux n'a été détecté. Le gouvernement conservateur espère ainsi empêcher l'entrée de bombes sales qui pourraient servir à faire des attentats terroristes. Ces bombes à explosif conventionnel contiennent du matériel radioactif.

Le deux tiers des Canadiens estiment que la présence des troupes canadiennes en Afghanistan augmente les risques d'attaques terroristes contre le Canada, selon un récent sondage SES-Research réalisé pour le compte de Sun Media. « Le Canada n'est pas à l'abri de menaces terroristes. C'est vrai pour nous, comme c'est vrai pour toutes les démocraties du monde », a lancé Stockwell Day, hier, à propos des résultats du sondage.

Opposition au projet d'hippodrome

Le maire de Laval se fait rassurant

ARIANE LACOURSIÈRE

« Arrêtez de vous inquiéter. » Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, a profité du conseil municipal d'hier soir pour rassurer ses citoyens qui craignent de voir un hippodrome s'installer à Sainte-Dorothée, dans l'ouest de la ville. Selon le maire, les chances qu'un tel projet arrive à Laval sont « très minces ». « Je ne crois pas du tout que le promoteur vise Sainte-Dorothée. Il avait pris des options sur un certain nombre de terrains, mais il les a

laissé tomber », a déclaré Gilles Vaillancourt.

Au cours des dernières semaines, plusieurs Lavallois ont manifesté leur mécontentement devant la rumeur voulant que le promoteur privé Attractions hippiques construise un hippodrome et un salon de jeu de 1300 appareils sur des terres agricoles de Sainte-Dorothée. Le terrain en question est situé à la jonction des autoroutes 440 et 13.

Plus de 9500 noms de citoyens s'opposant au projet ont été amassés. La pétition a été déposée,

hier, au bureau de la ministre responsable de la région de Laval, Michelle Courchesne.

En plus du terrain lavallois, Attractions hippiques avait identifié trois autres emplacements, l'automne dernier, qui auraient pu accueillir son projet. Les terrains étaient situés dans les municipalités de Boisbriand et de Blainville ainsi que dans un autre secteur de Laval. En janvier, Boisbriand et Blainville ont adopté une résolution s'opposant à l'arrivée d'un hippodrome sur leur territoire.

Hier soir, Charles Roy, l'un des instigateurs de la pétition, a demandé au maire de Laval d'adopter une résolution semblable. Mais Gilles Vaillancourt a refusé catégoriquement de le faire. « Ce serait une mesure populaire, mais qui ne voudrait rien dire », a dit le maire. Selon lui, la résolution « n'aurait aucune valeur juridique ». M. Vaillancourt a expliqué que si un promoteur voulait vraiment construire un hippodrome à Laval, une résolution de la Ville ne pourrait pas l'en empêcher. « Adopter une telle résolu-

tion serait une perte de temps », a déclaré M. Vaillancourt.

Trop d'obstacles

Le maire a ensuite répété qu'il y a de toute façon « trop d'obstacles dans le contrat » pour qu'Attractions hippiques soit intéressé à installer son projet à Laval. « Notamment, les délais de dézouage seraient trop longs. Arrêtez de vous inquiéter. Les chevaux courent à Blue Bonnets et je suis persuadé qu'ils le feront encore dans cinq ans », a conclu Gilles Vaillancourt.

RECEL À LAVAL

Un réseau d'autos de luxe volées sur commande

TRISTAN PÉLOQUIN

Audi, Porsche, BMW, Mercedes, Saab. Les quelque 800 véhicules saisis la semaine dernière par les policiers de Laval chez Recyclage d'autos Yasmine étaient tous des voitures de luxe, présumément volées sur commande par un réseau de receleurs.

« Je n'ai jamais vu ça de ma vie. Il n'y avait pas la moindre voiture économique dans la cour de l'entreprise », affirme André Beauchamp, directeur du département des vols d'automobiles au Bureau d'assurance du Canada (BAC).

« On a retrouvé des châssis de véhicules de luxe qui valaient encore très cher empilés les uns sur les autres. Le réseau volait sur commande, en fonction des besoins de leurs clients. S'ils voulaient un devant de BMW X5, ils volaient la voiture, cannibalisaient les pièces, et le reste de l'auto, ils s'en foutaient. Il n'y avait apparemment aucun système de classement », a ajouté M. Beauchamp, qui a collaboré à l'enquête policière.

Selon le BAC, il ne fait aucun doute que l'opération policière, qui s'est déroulée mardi dernier, est la plus importante du genre de l'histoire canadienne. Le propriétaire de l'entreprise, Nasser Aoud, a comparu hier au palais de justice de Laval pour 64 chefs d'accusation de recel. « D'autres chefs d'accusation vont sûrement s'ajouter », croit le responsable des communications du service de police, Pierre Desautels. Les policiers ont saisi 258 moteurs et composantes reliés à des dossiers de vol d'autos survenus à Laval et dans la région montréalaise. Plus de 800 coussins gonflables, valant entre 1000 \$ et 2000 \$ ont aussi été saisis.

EN BREF

Les Québécois pour l'étiquetage des OGM

Quelque 86 % des Québécois appuient l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM), a révélé hier un sondage Léger Marketing réalisé pour Greenpeace. L'appui à l'étiquetage obligatoire des OGM a grimpé de 10 % en moins de trois ans. Désormais, 97 % des Québécois « pensent que les deux partis de l'opposition – l'ADQ et le PQ – devraient appuyer l'étiquetage obligatoire des OGM si le gouvernement libéral le proposait.

Presse Canadienne

CHAMBLY Honda

ON Y VIENT DE PARTOUT



HAMEL Honda

OUVERT 5 JOURS, 5 SOIRS

VENEZ VOIR POURQUOI ON Y VIENT DE PARTOUT

PLUS DE 10000 VÉHICULES DISPONIBLES

0\$ COMPTANT DISPONIBLE

SUR TOUS LES MODÈLES 2007

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

ACCORD BERLINE 2007

À partir de **298\$ PAR MOIS**

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

MENSUALITÉ	COMPTANT
298\$ PAR MOIS	2478\$
328\$ PAR MOIS	1138\$
348\$ PAR MOIS	0\$ comptant

✓ Groupe électrique
✓ Lecteur CD
✓ Air climatisé
✓ Et bien plus

HAMEL ET CHAMBLY HONDA VOUS OFFRENT UNE CARTE-CADEAU DE 1500\$⁽¹⁾ À UTILISER À VOTRE GUISE

FINANCEMENT 1,9% WOW⁽²⁾

CIVIC 2007

À partir de **198\$ PAR MOIS**

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

✓ Moteur i-VTEC^{MD} de 140 ch.
✓ Freins ABS
✓ Groupe électrique
✓ Lecteur CD
✓ Et bien plus

FINANCEMENT 1,9% WOW⁽²⁾

SAVIEZ-VOUS QUE LA CIVIC EST L'UN DES VÉHICULES LES PLUS ÉCONOMIQUES DE SA CATÉGORIE.

FIT DX 2007

✓ Moteur VTEC^{MD} de 1,5 litres ✓ Siège Magic Seat^{MD}
✓ Chaîne stéréo Hi-Fi de 160 W ✓ Lecteur CD
✓ Freins ABS ✓ Vitres électriques ✓ Et bien plus

À partir de **14980\$** À L'ACHAT

LIVRAISON IMMÉDIATE



HAMEL Honda

Sortie 25^e ave. de la 640, 5 min. de Laval, 15 min. de Montréal

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS

www.hamelhonda.com
514.856.3030 450.491.8444
332, rue Dubois, St-Eustache

NOUVEAU

PEU IMPORTE OÙ VOUS AVEZ LOUÉ OU ACHETÉ VOTRE VÉHICULE NOUS POUVONS RACHETER VOTRE

BAIL

AVANT LA FIN DU TERME
TOUTES MARQUES ACCEPTÉES

CHAMBLY Honda

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS

www.chamblyhonda.com
514.990.6699 450.658.6699
850, boul. Périgny, Chambly, Route 112

★ VISITEZ NOS SITES INTERNET QUI SONT OUVERTS 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7 ★



Une économie de près de 40% sur le prix en magasin

Les mères méritent plus qu'une seule journée!

PROFITEZ DE CETTE OFFRE DÈS MAINTENANT
cyberpresse.ca/abonnement/meres

Offrez un abonnement week-end à **La Presse** de 13 semaines

+
2 numéros du magazine Ricardo ou le livre Dre Nadia

POUR SEULEMENT **28,99 \$** + taxes



Valeur de : 6.95 \$ l'unité



Valeur de : 14.95 \$

LA PRESSE



PHOTO RÉMI LEMÉE. LA PRESSE ©

Les activités de ski et de golf seront dorénavant gérées par la SEPAQ. La Société ne pourra pas développer les installations en place, mais devra se contenter de les entretenir.

Une « bonne nouvelle »

CLAUDE PLANTE
LA TRIBUNE

ORFORD — « C'est une bonne nouvelle pour nous. Le gouvernement reconnaît que son appel d'offres pour le mont Orford n'avait pas de bon sens. »

André Martin, vice-président de la Coopérative de solidarité du Mont-Orford, s'était déplacé hier pour entendre lui-même la ministre Line Beauchamp expliquer comment le gouvernement libéral avait décidé de revenir en arrière dans la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford.

La nouvelle façon de chercher une solution amènera de l'eau au moulin de l'organisme qui cherche à se porter acquéreur de la montagne, croit-il. « Nous voulons que le parc demeure national et nous voulons gérer les actifs de la montagne en les laissant dans ce parc. C'est ce que nous demandons depuis le début, dit-il. Depuis la sortie du maire (Marc) Poulin la semaine dernière, on voit qu'il est possible de gérer autrement. Ce qui reste ambigu, c'est le rôle de la MRC dans le processus. »

« Le gouvernement donne deux ans à la région pour trouver une solution. Ça nous permettra d'aller chercher d'autres membres. D'intéresser des gens d'affaires. Nous allons continuer notre travail. »

Le maire Poulin était tout sourire après l'annonce de la ministre. « Je ne sais pas si c'est mon intervention qui a fait bouger le dossier, mais j'ai assuré la ministre de mon entière collaboration pour trouver une solution. » « La région va arrêter de se diviser et nous allons nous asseoir à la même table, pas chacun de notre côté comme avant. »

Pierre Rodier, maire du Canton d'Orford, parlait d'une « belle journée », autant au figuré qu'au sens propre. Lui qui a toujours été opposé à la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford se disait « libéré du joug de l'appel d'offres ». Toutefois, il s'inquiétait du fait que la loi 23 n'ait pas été abandonnée : « Pour moi, c'est un irritant. »

Selon Suzanne Comtois, de l'organisme SOS Parc Orford, un doute subsiste même si on croit à la bonne foi des intervenants dans le dossier. Il se pourrait que le projet qui émergera de la région comprenne des condos au pied des pentes, craint-elle. Posant des questions en marge de la conférence de presse d'hier, elle s'est fait répondre par le préfet de la MRC Memphrémagog, Roger Nicolet, qu'un « consensus ne veut pas dire unanimité ».

Pour Pierre Lefebvre, président de la Chambre de commerce et d'industrie Magog-Orford, la finalité, ce n'était pas la privatisation. « Il faut trouver un projet qui va rallier les gens. Nous remarquons aujourd'hui que le gouvernement considère la valeur économique de la montagne, a-t-il lancé lors d'un point de presse. Nous allons travailler pour trouver un nouveau projet qui fasse consensus. Le mot concertation a bien meilleur goût. »

Pierre Reid, député d'Orford, se réjouit que l'annonce d'hier garantisse la saison de ski de l'hiver prochain.

Québec fait volte-face

Orford n'est plus à vendre

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest bat en retraite dans le dossier controversé de la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford. Le processus d'appel d'offres qui devait se conclure le 15 mai est annulé, et la MRC de Memphrémagog aura deux ans pour trouver un projet récréotouristique capable de faire consensus dans la région.

D'ici là ce sera la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) qui administrera, sans les développer, le domaine skiable et le golf, a annoncé hier la ministre du Développement durable, Line Beauchamp. Québec va racheter le bail signé sous le PQ avec Mont-Orford inc., propriété d'André L'Espérance.

À *La Presse*, M^{me} Beauchamp a souligné que l'intention de l'ADQ de déposer une motion en faveur d'un moratoire sur l'appel d'offres à l'Assemblée nationale la semaine prochaine avait été un message clair aux éventuels investisseurs. « Quand on parle de moratoire, on peut être certain qu'à l'échelle internationale, personne ne mettra de l'argent pour développer une

proposition. Je me suis rendue à l'évidence », a soutenu M^{me} Beauchamp.

« Cette décision confirme l'intention du gouvernement à conserver une teneur publique aux terres sur lesquelles se trouvent un domaine skiable et un terrain de golf. Toute solution future devra tenir compte de l'obligation du maintien du caractère public de ces terres », a ajouté la ministre.

Si dans deux ans aucun projet récréotouristique viable n'est proposé, on mettra fin aux activités de ski et de golf au Mont-Orford.

« Avec Orford, le gouvernement n'avait plus de crédibilité dans le dossier du développement durable », a fait pour sa part remarquer Thomas Mulcair, joint par *La Presse*. M. Mulcair a été mis de côté par Jean Charest pour son opposition à la privatisation du parc quand il était à l'Environnement. « D'un côté, je suis très soulagé; depuis le début je disais qu'il ne fallait pas vendre un parc national. De l'autre, j'ai un peu de regret; je peux pas oublier comment ce débat a été difficile pour

ma famille et pour moi. Tout cela pour finalement reculer! »

Pour Claude Dallaire, de SOS Orford, il ne faut pas crier victoire trop vite. La loi 23 demeure, Orford passe de parc national à parc régional et rien n'empêchera la construction d'« unités d'hébergement » au pied de la montagne dans le cadre d'un projet soumis par la MRC. « Ces 460 hectares ne sont plus dans le parc national, la MRC va

au bail. M. L'Espérance avait déjà indiqué qu'il souhaitait mettre fin au bail – il réclamait 20 millions au gouvernement.

Cette résiliation du bail n'aura pas d'impact sur le ski ou les emplois; la SEPAQ aura le mandat de gérer d'ici juin 2009 les activités de ski et de golf. Elle ne pourra pas développer les installations, mais simplement les entretenir. Si dans deux ans aucun projet viable n'est apparu, on mettra fin aux activités de ski et de golf.

Le président de la MRC, Roger Nicolet, le maire de Magog, Marc Poulin, et celui du canton d'Orford, Pierre Rodier, se sont tous trois dits satisfaits de l'annonce. À l'ADQ, le député de Lotbinière, Claude Roy, criait victoire. « On a deux ans de sursis et SOS Orford doit être contente. Ce débat a été hautement émotif, c'est presque impossible qu'on revienne avec le projet de condominiums au pied des pentes. »

Du côté du PQ, Stéphane Bergeron, critique de l'Environnement, était moins enthousiaste. Il a refusé de dire si son parti, opposé au projet de vente d'une partie du parc du Mont-Orford aurait voté avec l'ADQ en faveur d'un moratoire.

Résiliation de bail

Québec a fait savoir à Mont-Orford inc., que l'on comptait mettre fin au bail conclu pour le centre de ski et le golf. M^{me} Beauchamp propose au groupe d'André L'Espérance la nomination d'un arbitre pour juger de la valeur des actifs et de l'application ou non de la pénalité prévue



ÉCOUTEZ POUR VOIR.

Aujourd'hui à 8 h 45

L'autre fils Trudeau, Alexandre, sur les traces de son père en Chine.

HOMIER-ROY
5H

Réalisation: Louise-Renée Bessette

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

Duceppe le sauveur ?



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

L'immense majorité d'entre nous ne se souvient probablement pas de ce qu'elle faisait précisément il y a 10 ans, mais Gilles Duceppe, lui, en a certainement un vif souvenir.

Mai 1997, Gilles Duceppe, fraîchement élu à la tête du Bloc québécois, tentait péniblement de survivre à sa première campagne électorale, écrasé par l'ombre de Lucien Bouchard et... par un fameux bonnet. Son autobus de campagne se perdait dans des rangs de campagne, ses alliés syndicaux le larguaient et ses adversaires disaient ouvertement que ses jours à la direction du Bloc étaient comptés.

À l'époque, personne n'aurait avancé sérieusement que M. Duceppe deviendrait un jour la bouée de sauvetage du Parti québécois et du mouvement souverainiste.

Une décennie plus tard, le bonhomme a bien changé, il s'est bonifié, comme un bon vin. Le jeune grand-papa dégage même une certaine sérénité. Le chef politique a appris, il est plus sûr de lui et il n'a plus l'air d'une proie traquée.

Mais est-ce pour autant le sauveur dont bien des péquistes rêvent ces jours-ci ?

Peut-être pas. De tous les candidats dont les noms circulent pour remplacer André Boisclair, M. Duceppe est sans doute un choix logique parce qu'il est expérimenté et très connu. Bref, c'est une solution de rechange « clés en main ». Mais sans rien vouloir lui enlever, il n'a pas le calibre, le charisme et l'instinct des plus grands chefs péquistes.

La cote de M. Duceppe était plus haute il y a deux ans, quand il a décidé de ne pas sauter dans la course à la succession de Bernard Landry. Depuis, le chef du Bloc a connu quelques ratés à Ottawa, notamment dans le dossier de la reconnaissance de la nation québécoise et dans celui de l'Afghanistan. Depuis l'élection de janvier 2006, Gilles Duceppe paraissait las, au point où certains de ses députés avançaient en privé qu'il préparait sa sortie de la vie publique. En fait, on ne l'a pas vu aussi allumé que depuis que son nom s'est remis à circuler pour remplacer André Boisclair.

Mais « sauveur », c'est beaucoup dire. D'ailleurs, le concept même du sauveur devrait faire hésiter les péquistes parce que les dernières expériences de messie politique, de Jean Charest, de Paul Martin ou de Stockwell Day, notamment, n'ont pas été très concluantes.

En plus, le Parti québécois et le Bloc québécois, même s'ils appartiennent à la même famille politique, sont deux bêtes fort différentes. Gilles Duceppe est au Bloc, à Ottawa, depuis 17 ans. Il connaît, bien sûr, le PQ et ses instances, mais il n'est pas imprégné de sa culture particulière et y a toujours été considéré comme un outsider. Comme Lucien Bouchard, mais celui-ci, répétons-le, avait une prestance et une force de caractère autrement plus impressionnantes que celles de M. Duceppe.

Le PQ est un parti turbulent et émotif alors que le Bloc est plutôt pépère. Lucien Bouchard avait imposé une discipline de fer à son caucus quand il était chef du Bloc, une discipline qui tient toujours, ce qui facilite la vie de M. Duceppe. La bride est plus « slack » au PQ.

Autre différence : le Bloc a toujours été et sera toujours un parti d'opposition. Gilles Duceppe n'a jamais été au pouvoir, il n'a jamais été ministre. Et, ce qui n'est pas un détail, il ne connaît pas la machine gouvernementale à Québec.

En plus, M. Duceppe est gravement asthmatique et sa santé lui joue des tours, parfois, quand ça se met à trop chauffer. Or on sait que les péquistes ont une fâcheuse tendance à faire pomper de l'air à leur chef.

Minute, minute, dites-vous, André Boisclair est encore là,

pourquoi un long papier sur son plus probable successeur ? Parce qu'il vit, plus que jamais, sur du temps emprunté. Dans tous les scénarios, il ne sera plus là en septembre. Sa sortie du week-end était surprenante, mais ce qui l'est encore davantage, c'est qu'il est monté au front seul, comme un général abandonné par son armée. Personne, encore une fois, ne s'est porté à sa défense.

M. Boisclair a visé Gilles Duceppe, mais il s'est tiré dans le pied. En s'accrochant, il ne fera qu'étirer un supplice dont l'inévitable conclusion est connue de tous. Et il ne fera qu'affaiblir encore un peu chaque jour son parti. Reste pour lui à trouver une porte de sortie honorable.

Le mieux serait probablement d'annoncer rapidement qu'il quittera ses fonctions à la fin de la session qui débute aujourd'hui, ce qui calmerait le jeu, donnerait le temps au PQ de se ressaisir et permettrait aux aspirants de s'organiser. Au passage, il embêterait aussi Gilles Duceppe, qui préférerait sans aucun doute un couronnement.

Les péquistes, on les comprend, voudraient faire l'économie (au propre comme au figuré) d'une nouvelle course à la direction, mais leur parti aurait pourtant bien besoin d'un bon brassage d'idées. Quand on entend des vieux militants dire qu'André Boisclair n'est pas le chef qui conduira le Québec à la souveraineté, on mesure le

gouffre qui les sépare de la réalité. Avant de rêver de souveraineté, les péquistes devraient se préoccuper de priorités plus urgentes, comme celle de survivre, par exemple. Le bateau est en train de couler et il s'en trouve encore sur le pont pour attendre que Moïse sépare les eaux vers la Terre promise.

Cette situation fait mal au PQ et au mouvement souverainiste, c'est l'évidence, mais dans le nouveau contexte de gouvernement minoritaire, cela fausse aussi le jeu démocratique parce que le PQ, quoique troisième parti à l'Assemblée nationale, détient la balance du pouvoir.

Sonné, désuni, désorganisé et mené par un chef en sursis, le caucus du PQ ne peut honorer ce mandat devant le gouvernement Charest, qui le sait fort bien.

À 24 heures de l'ouverture de la session, les libéraux ont pris les devants hier, en annulant la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford. Une excellente décision, qui, en plus de dégager le gouvernement de ce bourbier, a l'avantage de couper l'herbe sous le pied de l'ADQ.

Reste à voir si Jean Charest reculera aussi sur sa promesse de baisser les impôts. Chose certaine, ce n'est pas le PQ qui aura les moyens de lui imposer un virage.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

L'étai se resserre

TOURMENTE

suite de la page A1

La présidente Monique Richard a cependant reconnu hier que la charge d'André Boisclair contre le chef bloquiste Gilles Duceppe a changé la donne. « Quand on a débattu de la question, on était dans une conjoncture, et maintenant, celle-ci a évolué », a-t-elle affirmé à *La Presse*.

Monique Richard a confié à quelques collègues qu'elle comptait convoquer rapidement une nouvelle réunion de la direction du parti, et ce, contre la volonté d'André Boisclair.

En soirée hier, on prédisait qu'André Boisclair serait enclin à saisir cette dernière perche, à accepter un vote de confiance plus rapide. Il compte gagner du temps afin de tenter à nouveau de rallier ses troupes. Son adversaire évident, Gilles Duceppe, pourrait être aspiré par la préparation d'élections fédérales après l'été prochain, analyse-t-on.

Le mécontentement est désormais à son comble chez les députés à la suite de la sortie belliqueuse de M. Boisclair à l'endroit de l'autre chef souverainiste.

Après Serge Deslières et Sylvain Pagé, Stéphane Bergeron, ancien bloquiste, réclame lui aussi que le congrès du PQ se tienne beaucoup plus tôt qu'en septembre 2008.

« Il faut sortir de la controverse autour du leadership le plus rapidement possible », a-t-il expliqué.

« Il faut que le parti retombe sur ses pattes le plus rapidement possible, a affirmé Monique Richard. Il faut prendre les bons moyens pour le faire. C'est dans ce sens qu'on va travailler. » Est-ce que ce travail peut se faire avec André Boisclair à la tête du PQ ? « On va voir. Ça fait partie des évaluations à faire. » Est-ce que M. Boisclair pourrait remettre sa démission ? « On n'en est pas rendu là », a-t-elle répondu.

« S'il avait des choses à dire » à Gilles Duceppe, André Boisclair

aurait dû « faire autrement », selon M^{me} Richard.

M. Boisclair s'est retranché hier avec une poignée de fidèles pour souper les appuis qui lui restent. André Boisclair sait désormais qu'une majorité de députés souhaite son départ. L'appui des militants à sa proposition de congrès en septembre 2008 seulement fond aussi à vue d'œil dans les régions, alors que la Conférence nationale des présidents devra se prononcer le 26 mai sur la date du congrès.

En plus de son chef de cabinet Line Sylvie Perron, André Boisclair était entouré de deux conseillers tout juste rentrés de l'étranger : Éric Bédard, l'un de ses principaux lieutenants et Louis Philippe Bourgeois, organisateur de la dernière campagne.

Le député de Gouin, Nicolas Girard et Nicolas Brisson, responsable de l'organisation désormais, multipliaient les appels en région pour sonder la solidarité des présidents.

Pour sa part, Gilles Duceppe, ne s'est pas entretenu avec André Boisclair depuis que le chef du PQ l'a accusé vendredi de comploter contre lui. Et le chef bloquiste n'est nullement pressé

de rétablir les ponts de communications avec celui qui, pas plus tard qu'au mois de mars, était son principal allié au sein du mouvement souverainiste.

M. Duceppe a toutefois demandé à ses députés bloquistes d'intensifier le dialogue avec les autres députés péquistes afin de limiter les pots cassés.

Devant une meute de journalistes, hier, à Ottawa, il a tenté par tous les moyens de mettre fin à la bisbille publique qui a éclaté entre les deux leaders souverainistes. « On ne s'est pas parlé depuis (vendredi). On avait un rendez-vous. Il a été annulé. Donc, je vais attendre. On verra. On verra », a-t-il dit.

Interrogé pour savoir qui doit faire les premiers pas pour réconcilier la famille souverainiste, le chef bloquiste a déclaré : « J'ai dit ce que j'avais à dire en fin de semaine. Je ne ferai pas d'autres commentaires sur cela. » Dimanche, M. Duceppe a lancé un appel à l'unité des souverainistes.

Les députés bloquistes se sont dits très surpris des propos de M. Boisclair, l'accusant notamment d'avoir « perdu le contrôle ». Pierre Paquette, qui est maintenant leader parlemen-

taire du Bloc québécois et qui pourrait remplacer M. Duceppe si ce dernier fait le saut en politique provinciale, a affirmé que cette bisbille nuira aux deux partis et laissera des traces dans le mouvement souverainiste. Il a également soutenu que la sortie de M. Boisclair était totalement « injustifiée ».

Seule la députée de Longueuil-Pierre-Boucher, Caroline Saint-Hilaire, a offert une note discordante, allant même jusqu'à accorder la thèse de complot mise en avant par André Boisclair.

« Il n'y a pas de fumée sans feu », a laissé tomber M^{me} Saint-Hilaire, qui est en colère contre Gilles Duceppe depuis que ce dernier a réorganisé le comité électoral du parti sans la consulter.

La candidate défaite à la course au leadership du Parti québécois, Pauline Marois trouve « triste » ce qui se passe actuellement au sein de la formation souverainiste. « J'espère que le parti va se ressaisir », a-t-elle affirmé à RDI. À la question « ça ne vous tente pas de revenir ? » elle a répondu par une question : « Pensez-vous que c'est un bon moment pour revenir... »

Avec Malorie Beauchemin



mercedes-benz.ca/classes

FAITES L'ESSAI
D'UNE LÉGENDE.

VOICI LA S550 À TRACTION
INTÉGRALE 4MATIC^{MC}



Difficile de faire l'essai de la meilleure berline de luxe au monde sans vouloir ensuite en posséder une. Faites l'essai de la Classe S et retrouvez-vous au volant d'une légende sans égale. Cet essai routier vous donnera un aperçu du puissant moteur S550 de 382 chevaux à traction intégrale 4MATIC^{MC}. Et si ça ne vous suffit pas, nous vous invitons à prendre le volant de la toute puissante S65 AMG au moteur V12 biturbo de 603 chevaux. Goûtez à la détente et au confort enveloppant du siège multicontours pour conduite dynamique avec fonction massage¹. Vivez l'expérience du premier système audio entièrement numérique, de l'unité COMAND aux boutons de contrôle ergonomiques, de l'Assistance pour la visibilité de nuit² et du système de régulation de vitesse adaptatif DISTRONIC Plus³. Passez en faire l'essai chez votre concessionnaire Mercedes-Benz sans plus tarder.



Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(450) 672-2720

POLITIQUE

RENTÉE PARLEMENTAIRE

Les négociations entre les partis achoppent toujours

TOMMY CHOUINARD
ET MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — C'est jour de rentrée aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Le ménage à trois s'annonce difficile puisque le PLQ, l'ADQ et le PQ ne se sont toujours pas entendus sur l'organisation des travaux parlementaires.

Les discussions entre les trois partis achoppent sur le temps de parole en Chambre et la composition des commissions parlementaires, notamment.

Aujourd'hui, les députés éliront le président de l'Assemblée nationale et les trois vice-présidents. Les leaders parlementaires des trois partis ont fait savoir à la

direction de l'Assemblée nationale que personne ne perturberait cet événement.

En 2003, Mario Dumont était parvenu à retarder d'une journée l'élection du président de l'Assemblée nationale afin de protester contre le sort réservé à son parti en Chambre.

Cette fois, Michel Bissonnet

devrait être réélu à la présidence sans problème. Les libéraux Jacques Chagnon et Fatima Houda-Pepin deviendront vice-présidents, tout comme l'adéquiste Marc Picard. Le doyen de l'Assemblée nationale, le péquiste François Gendron, présidera l'élection.

Mercredi, le lieutenant-gouverneur Lise Thibault fera une allocution devant les 125 parlementaires. Le premier ministre Jean Charest prononcera ensuite son discours inaugural; son plan de match pour la prochaine année. Ses priorités seront « limitées », indique-t-on dans son entourage. Comme promis en campagne électorale, Jean Charest s'engagera à déposer un projet de loi visant à resserrer le contrôle des armes à feu semi-automatiques (à l'exception des armes de chasse).

La première période de questions, la tribune privilégiée de l'opposition, se tiendra jeudi. À titre de chef de l'opposition officielle, Mario Dumont aura le

« Dans un gouvernement minoritaire, il ne faut jamais perdre de vue qu'on vit dangereusement », explique le professeur Louis Massicotte.

privilege d'engager les hostilités. Mais le PQ et l'ADQ ne s'entendent toujours pas sur le partage du temps de parole au cours de la période de questions. Le président devra trancher si aucune entente n'est intervenue d'ici jeudi. Le PQ menace de bloquer les travaux parlementaires s'il n'obtient pas plus de budget et de temps de parole en Chambre.

La nouvelle session parlementaire représente un test important pour l'ADQ. Sur les 41 adéquistes, seulement cinq ont déjà siégé à l'Assemblée nationale.

De son côté, le chef du PQ, André Boisclair, fera son entrée au moment même où son leadership est contesté. Sa sortie cinglante contre le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, risque de porter ombrage aux premières attaques du PQ contre le gouvernement.

Minoritaire, mode d'emploi

La suite de cette session parlementaire ne s'annonce guère plus facile, estiment plusieurs observateurs de la scène politique québécoise. « Dans un gouvernement minoritaire, il ne faut jamais perdre de vue qu'on vit dangereusement, explique le professeur de science politique à l'Université de Montréal Louis Massicotte. Ce n'est pas le temps de jouer les matamores. »

Plus question d'imposer le bâillon pour faire passer les projets en loi en fin de session parlementaire, le Parti libéral devra constamment jouer de tractations et de négociations, estime le politologue.

En 2004, ce dernier avait écrit, à l'usage du futur chef du gouvernement fédéral, les « dix commandements d'un premier ministre en situation minoritaire ». Parmi ceux-ci : discipliner les députés, parce que chaque vote compte; ne pas porter l'odieux du déclenchement des élections; diviser ses adversaires; accepter d'avaler des couleuvres (des décisions qui plaisent davantage à l'opposition).

Aussi, les parlementaires devront s'habituer à ce que le gouvernement perde des votes et doive revoir ou abandonner certains projets de loi, sans pour autant que ça cause le déclenchement d'élections.

Certains moments-clés seront à surveiller, étant susceptibles de faire tomber le gouvernement : les motions de censure de l'opposition, le vote sur le budget et quelques rares projets de loi cruciaux qui deviendront des votes de confiance. Autrement, c'est le premier ministre qui déclenchera les élections au moment opportun.

« Il faut que tous les partis laissent tomber leurs attitudes rigides », estime l'historien Gaston Deschênes, spécialiste de l'Assemblée nationale.

Selon lui, le gouvernement Charest devra revenir sur plusieurs positions. Le revirement d'hier concernant le Mont-Orford en est un exemple. « Si j'ai un pari à prendre, c'est que les baisses d'impôts, le gouvernement ne les appliquera pas », prédit-il.

Pour le constitutionnaliste Henri Brun, l'odieux de cette session parlementaire repose sur le Parti québécois, troisième parti à l'Assemblée, qui détient donc la balance du pouvoir. Alors que l'opposition officielle adéquiste devrait, sauf exception, s'opposer, le Parti québécois devra gérer au cas par cas.

« Il y a un prix politique à payer des deux bords, explique-t-il. Un troisième parti qui appuie continuellement le gouvernement, il va avoir l'air de coucher dans le même lit. Vis-à-vis de l'électorat, je ne pense pas que ce serait bien vu de repartir en élections. Vis-à-vis de lui-même, je pense que le Parti québécois n'est pas prêt, c'est le moins qu'on puisse dire! »

PAUL HOUDE

ET SON ÉQUIPE

Jean Lapierre
Claude Poirier
Marie Grégoire

Réjean Tremblay
René Vézina
Thérèse Parisien

MONTRÉAL MAINTENANT
en semaine dès 15h30

98,5 fm
Le FM parlé de Montréal



UNE STATION **corus** QUÉBEC

3481066A

3481068



Le printemps dans le Vieux-Québec

Suite De Luxe 159\$/nuit

LE PORT-ROYAL
hôtel & suites
VIEUX-QUÉBEC
144, rue Saint-Pierre

Incluant 2 petits déjeuners • Stationnement gratuit
Jusqu'au 31 mai 2007

1.866.417.2777 www.hotelportroyalsuites.com

3480784

3480784

5 MILLIONS

Un pas de géant vers la croissance!

FONDS
de solidarité FTQ

Semaine de la dignité des personnes assistées sociales

Des groupes sociaux manifestent devant les bureaux du ministre Hamad

PAUL ROY

QUÉBEC — Sylvie Gagné se décrit comme une handicapée intellectuelle légère. « Il y a aussi des "médioms" et des "larges", explique-t-elle. C'est comme la pizza. »

M^{me} Gagné est allée manifester hier. Devant le bureau du ministre Sam Hamad, à Québec, elle portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Les étiquettes vont sur les pots, pas sur les personnes. »

Comme d'autres membres du Mouvement Personne d'abord, dont elle est vice-présidente, elle n'a pas aimé entendre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale décrire les prestataires de l'aide sociale comme des « BS », il y a deux semaines. « C'était très désobligeant de sa part, dit-

elle. Pour un ministre, ce n'était pas intelligent. »

Le ministre avait déclaré que « les BS qui n'ont pas de contraintes à l'emploi ne sont pas intéressés à aller travailler actuellement ».

Mais la manifestation d'hier, organisée par différents groupes sociaux de la région de Québec, ne visait pas les propos du ministre. Elle voulait plutôt souligner la 34^e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales et revendiquer trois mesures jugées urgentes : la fin du « détournement des pensions alimentaires », l'indexation complète et annuelle des prestations et la fin des catégories.

Les manifestants déplorent que le montant de la pension alimentaire excédant 100 \$ par mois soit déduit de l'aide sociale;

ils réclament que les assistés sociaux n'ayant pas de contraintes sévères à l'emploi aient droit eux aussi à la pleine indexation de leurs prestations – présentement ils ont droit à 50 % de l'indexation; et ils demandent l'abolition des catégories, c'est-à-dire que les prestataires aptes à l'emploi reçoivent le même montant (828 \$) que les prestataires ayant une contrainte sévère à l'emploi.

Le ministre Hamad est sorti quelques minutes rencontrer les manifestants avant de se rendre annoncer la signature, avec un organisme de Québec, d'une entente dans le cadre des programmes Interagir et Devenir de son ministère. Le premier s'adresse aux prestataires de l'aide financière de dernier recours pour qui l'accès au mar-

ché du travail ne peut être envisagé qu'à long terme; le second vise les prestataires qui ne sont pas prêts à entreprendre dans l'immédiat une démarche d'emploi, mais qui pourraient l'être à moyen terme.

Interrogé par les journalistes, M. Hamad a refusé de revenir sur ses propos d'il y a deux semaines, sauf pour répéter qu'il n'avait voulu insulter personne.

Après la manifestation, Sylvie Gagné est rentrée chez elle, fière d'avoir pu s'exprimer : « On devrait se faire écouter plus souvent, commentait-elle. C'est toujours les autres qui parlent pour nous autres. »

Sylvie Giroux, elle aussi handicapée intellectuelle, avait ceci à ajouter : « Pour moi, c'est pas facile. »

EN BREF

Bob Rae veut récupérer son dépôt

Alors que les candidats malheureux à la direction du Parti libéral du Canada cherchent à régler une dette cumulative de quelque 3 millions \$, Bob Rae s'adresse aux tribunaux pour tenter de récupérer le dépôt de 50 000 \$ qui était exigé de chaque candidat. Certains candidats ont désespérément besoin de cet argent. Au moins deux d'entre eux manquent tellement de fonds qu'ils demandent au parti d'éponger la dette des 11 candidats. Les coffres du PLC étaient bien remplis après le congrès à la direction de décembre dernier et le parti avait alors promis de donner un coup de pouce aux candidats défaits en leur remboursant ce dépôt. Élections Canada prévient toutefois qu'il s'agirait d'un transfert illégal de fonds, puisque l'agence fédérale estime que cette somme représente un « droit d'entrée » et non un dépôt remboursable. Et si la loi permet aux candidats de payer pour des services reçus du parti, elle ne permet pas au parti de transférer des fonds aux candidats. PC

Ne confiez pas votre peau à n'importe qui...

Retrouvez un teint plus éclatant

avec l'epidermabrasion[™]



EPIDERMA[™]
parce que je pense à moi

www.epiderma.ca 1 877 EPIDERMA

Pour l'épilation par laser, l'epidermabrasion[™] ou pour la crème des soins BIO...



BLAINVILLE:
31, boul. de la Seigneurie Est, bur. 205

GATINEAU:
365, boul. Créber, bur. 101

GREENFIELD PARK:
4896, boul. Taschereau, bur. 280
(voisin du restaurant Bâton Rouge)

KIRKLAND:
Place Grilli
3535, boul. Saint-Charles, bur. 404

LAVAL/CHOMEDEY:
1435, boul. Saint-Martin Ouest
bur. 607 (angle McNamara)

LAVAL/STE-DOROTHÉE:
3, boul. Samson

MONTRÉAL:
999, de Maisonneuve Ouest
(angle Metcalfe) Peel

MONTRÉAL:
255, Crémazie Est, bur. 80
(angle Henri-Julien) Crémazie

SAINT-HYACINTHE:
3070, boul. Laframboise, bur. 1300

SAINT-LÉONARD:
6359, boul. Jean-Talon Est, bur. 203
(angle Langelier)

SHERBROOKE:
2655, King Ouest, bur. 124
(près de l'Hôtel Delta)

TERREBONNE:
950, montée des Pionniers, bur. 390
(voisin de l'Hôpital Pierre LeGardeur)

TROIS-RIVIÈRES:
5195, boul. des Forges, bur. 104

dites **oui**  DÈS AUJOURD'HUI



0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS*

★★★★★ Sécurité 5 étoiles²

EQUINOX LS

Moteur V6 à ISC 3,4L de 185 HP • Boîte automatique électronique 5 vitesses
• Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Têlédéverrouillage
• Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Banquette arrière coulissante Multi-Flex à dossier divisé 60/40 rabattable • Système de contrôle StabiliTrak
• Climatisation avec système de filtration • Antipatinage • Roues de 16 pouce en aluminium • Lecteur CD avec prise audio auxiliaire et 6 haut-parleurs

MENSUALITÉ		
289\$³	Comptant: 3647\$ Location: 48 mois	368\$³ Comptant: 0\$ Location: 48 mois
		Préparation et frais de transport de 1150 \$ INCLUS

VILLE⁴: 12,2 L/100 km
ROUTE⁵: 8,3 L/100 km

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTORHABILITEUR GARANTIE LIMITEE⁶ + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE⁷ + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIERE⁸

offreschevrolet.ca

ALLONS-Y CHEVROLET

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2007 suivant: Equinox (1L26G77A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. L'offre de financement à 0% pour un terme allant jusqu'à 60 mois est réservée à l'équipement de base de GM. Les taxes de vente, de transport et de préparation sont en sus. Les frais de transport et de préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15¢/km plus 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0,5¢ de défaut de sécurité. 4. Coût de consommation telle que publiée dans Fuel Guide par le fabricant. Les ressources naturelles Canada pour Equinox avec boîte automatique 5 vitesses. 5. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitant à l'achat ou de location. À l'exception des programmes de la carte GM. Ressources naturelles Canada pour Equinox avec boîte automatique 5 vitesses. 5. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitant à l'achat ou de location. À l'exception des programmes de la carte GM. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7463 ou visitez gmcanada.com.

Le Fonds est fier d'investir 5 millions de dollars dans Victhom de Saint-Augustin-de-Desmaures. Parce qu'au Fonds, c'est à ça qu'on se prête.



Victhom Bionique humaine

Victhom Bionique humaine se spécialise dans la mise au point de prothèses et d'orthèses bioniques pour les personnes qui souffrent de dysfonctions physiques. Ce coup de pouce du Fonds donne une impulsion à l'entreprise, qui terminera ainsi les essais cliniques de certains produits, en vue de leur commercialisation en Amérique et en Europe.

Le Fonds de solidarité FTQ, un tremplin pour la croissance des entreprises du Québec



FONDS
de solidarité FTQ

www.fondsftq.com

Pas de notes chiffrées dans les nouveaux bulletins

CSDM

suite de la page A1

Concoctés par la CSDM, le ministère de l'Éducation, le Comité central des parents et une source inconnue, tous ces modèles sont fidèles aux grands éléments de la réforme, dont l'évaluation des compétences transversales.

« Nous sommes devant une consultation fermée, orientée, axée sur quelques choix de réponses, quasi occulte », a dénoncé l'Alliance des professeurs de Montréal dans une lettre envoyée à la CSDM vendredi. « Et il n'y a aucune garantie que la CSDM va réellement tenir compte de la consultation », a souligné hier Pascale Besner, responsable de la réforme à l'Alliance. Le syndicat d'enseignants réclame le retour des notes chiffrées, de la moyenne de groupe et du redoublement annuel dans le bulletin, en plus de s'opposer à l'évaluation des compétences transversales.

Le comportement sera noté

À la CSDM, on assure être en train de « dégager les tendances » notées dans les 200

réponses reçues des conseils d'établissement. « Après, on va pouvoir bâtir un bulletin qui répond aux attentes des gens, au niveau de la clarté et de la précision », a dit Robert Gendron, directeur général adjoint à la pédagogie de la CSDM. D'abord

L'absence de moyenne est palliée par une curieuse innovation. Un modèle propose, en effet, de mentionner combien d'élèves ont obtenu la même cote que l'élève évalué.

promise pour la fin juin, la version finale du nouveau bulletin institutionnel ne sera prête qu'en août, a-t-il précisé.

Si les pourcentages ont été écartés, « c'est parce que nous nous sommes inspirés de notre bulletin existant et de celui du ministre, qui n'en a pas », a fait valoir M. Gendron. On trouve toutefois des équivalences dans le modèle ministériel : A et A+ valent 85 % et plus, B et B+ valent de 75 à 84 %, C et C+ de 60 à 74 %, etc.

Quant à l'absence de moyenne,

elle est palliée par une curieuse innovation. Un modèle propose, en effet, de mentionner combien d'élèves ont obtenu la même cote que l'élève évalué. Si comme lui, 15 élèves ont eu un « B » en maths, cela veut dire qu'il est grosso modo dans la moyenne.

Mais que comprendre s'ils ne sont que cinq dans son cas? Est-il au-dessus ou en dessous du groupe? Impossible de le savoir.

Quelques autres nouveautés figurent dans les modèles proposés, dont l'évaluation du comportement du jeune, en classe, au service de garde et au cours d'activités parascolaires.

Langage moins hermétique

Le langage utilisé a été simplifié dans plusieurs cas. En français, la compétence « apprécier

des œuvres littéraires » disparaît, pour devenir plus sobrement « donner son opinion sur des textes » ou plus longuement « votre enfant exprime correctement ses émotions et ses opinions sur le texte ».

« On a reformulé les compétences, qui étaient trop hermétiques », a dit Claude Bouchard, commissaire-parent à la CSDM. Seul hic : les détails sont si nombreux qu'un bulletin de plus d'une dizaine de pages est à prévoir. Déjà, le bulletin actuel de la CSDM comporte cinq pages d'évaluation et cinq pages d'explications. « Le bulletin ne sera pas parfait, mais on se dirige vers quelque chose de beaucoup plus parlant pour les parents », a assuré M. Bouchard.

Reste à connaître l'avis de la nouvelle ministre de l'Éducation sur les bulletins. « La ministre rencontre actuellement tous les groupes en éducation, a dit Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de Michelle Courchesne. Après ça, on verra s'il y a des choses à faire (avec le bulletin). »

EN BREF

Grève étudiante à l'horizon

Une grève générale illimitée pour obtenir la gratuité scolaire sera déclenchée cet automne par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). C'est la rencontre avec la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, vendredi dernier, qui a « déclenché le compte à rebours de la grève », a dit hier Marc-André Faucher, porte-parole de l'ASSÉ. M^{me} Courchesne y a réitéré son intention de hausser les droits de scolarité de 50 \$ par trimestre. Déjà, une douzaine d'associations étudiantes ont un mandat de grève générale illimitée, selon M. Faucher. L'ASSÉ dit regrouper 42 000 membres de tous les cycles d'enseignement supérieur.

Départ à l'Alliance des professeurs

Pierre St-Germain quitte la présidence de l'Alliance des professeurs de Montréal, à la surprise de plusieurs de ses membres. Il a décidé la semaine dernière de poser sa candidature à la tête de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et a été aussitôt élu par acclamation. La FAE représente 27 000 profs de la grande région de Montréal, opposés à la réforme de l'éducation. Ils se sont séparés, l'an dernier, de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ).

Marie Allard

Trop de télé pour bébé

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Environ 40 % des bébés de 3 mois et quelque 90 % des enfants de 2 ans ou moins regardent régulièrement la télévision, révèle une étude américaine.

Selon l'étude, les bébés et les jeunes enfants passent jusqu'à une heure et demie par jour devant la télévision pour y regarder des émissions ou des DVD, une activité que les chercheurs estiment dangereuse pour leur développement cognitif.

Selon un des auteurs de l'étude, le D^r Dimitri Christakis, pédiatre à l'hôpital pour enfants de Seattle, le marketing entourant certaines émissions de télévision et vidéos destinées aux enfants, comme *Baby Einstein* ou *Brainy Baby*, laisse croire qu'elles favorisent le développement de l'enfant.

« Ce que nous savons, c'est que les affirmations faites par les fournisseurs de ces produits, explicitement et implicitement, voulant qu'ils puissent rendre vos enfants plus intelligents ou plus éveillés musicalement ou plus habiles avec les mathématiques, ne sont absolument pas corroborées », a-t-il indiqué, hier, depuis Seattle.

« Il n'existe aucune preuve scientifique pour appuyer ces affirmations », a précisé M. Christakis.

« En fait, les meilleures études publiées à ce jour démontrent plutôt avec certitude que regarder beaucoup de télévision avant l'âge de 2 ans est nuisible – nuisible quant aux habiletés d'attention des enfants plus tard dans leur vie et nuisible quant à leur développement cognitif, deux mesures vérifiées à leur arrivée à l'école. »

Même des émissions comme *Sesame Street*, qui aident à la reconnaissance des chiffres et des lettres chez les enfants de 3 à 5 ans, sont associées à des retards de langage chez les enfants de moins de 3 ans, précise le pédiatre.

« *Sesame Street* n'a pas été conçue pour des enfants aussi jeunes, mais c'est regardé par des enfants aussi jeunes parce que les parents pensent que si c'est bon pour un enfant de 3 ans, c'est bon pour un enfant de 2 ans. »

La Société canadienne de pédiatrie recommande que les enfants d'âge préscolaire ne regardent pas plus d'une heure de télévision par jour. Aux États-Unis, la société de pédiatrie proscrit toute télévision pour les enfants de moins de 2 ans.

LE BONHEUR NE S'ACHÈTE PAS. LA SÉCURITÉ, OUI.



CONTINUEZ LA BELLE VIE

AVEC LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

- + Encaissables en tout temps.
- + Taux d'intérêt de **3,50 %** la première année.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.
- + En vente jusqu'au **1^{er} juin 2007**.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec



Le 25 avril 2007, le conseil d'administration de Groupe TSX inc. a déclaré un dividende de 0,38\$ par action ordinaire en circulation, payable le 31 mai 2007 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 17 mai 2007.

Sharon C. Pel
Première vice-présidente,
Affaires juridiques et commerciales
Groupe TSX inc.

groupe tsx



3480730A



PARTEZ L'ÉTÉ DU BON PIED

USEZ DE BON SENS DURANT L'OFFENSIVE DE A À Z



Version 1.8SL illustrée

BERLINE VERSA 1.8S 2007

ENSEMBLE OPTION PLUS

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE :

- INTÉRIEUR SPACIEUX EN TÊTE DE SA CATÉGORIE*
- CLIMATISEUR • BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE
- TÉLÉCOMMANDE DE VERROUILLAGE ET DÉVERROUILLAGE DES PORTES • LÈVE-GLACE ET SERRURES ÉLECTRIQUES

COTE DE SÉCURITÉ
5 ÉTOILES
★★★★★

L'OFFRE 0\$ SIGNEZ ET PARTEZ

0\$

PREMIER VERSEMENT*
COMPTANT INITIAL
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À LA LOCATION

249\$ PAR MOIS/60 MOIS*
(excluant TPS/TVQ)
Incluant transport et pré-livraison de 1150 \$

MENSUALITÉS SANS TPS/TVQ**	MENSUALITÉS AVEC TPS/TVQ	COMPTANT INITIAL
249 \$	284 \$	0 \$
219 \$	250 \$	1654 \$
199 \$	227 \$	2757 \$

À L'ACHAT

PDSF DE 17 380 \$
FINANCEMENT À PARTIR DE

1%

JUSQU'À 60 MOIS*.

SENTRA 2.0 2007

ENSEMBLE OPTION PLUS

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE :

- TENUE DE ROUTE EN TÊTE DE SA CATÉGORIE*
- VERROUILLAGE DES PORTES ÉLECTRIQUE
- 140 CHEVAUX • SONORISATION AM-FM-CD
- TÉLÉCOMMANDE DE VERROUILLAGE ET DÉVERROUILLAGE DES PORTES
- TECHNOLOGIE XTRONIC™ CVT À CONSOMMATION RÉDUITE DE CARBURANT
- CLIMATISEUR



Version 2.0S illustrée

L'OFFRE 0\$ SIGNEZ ET PARTEZ

0\$

PREMIER VERSEMENT*
COMPTANT INITIAL
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À LA LOCATION

279\$ PAR MOIS/60 MOIS*
(excluant TPS/TVQ) Incluant transport et pré-livraison de 1200 \$

MENSUALITÉS SANS TPS/TVQ**	MENSUALITÉS AVEC TPS/TVQ	COMPTANT INITIAL
279 \$	318 \$	0 \$
249 \$	284 \$	1654 \$
229 \$	261 \$	2757 \$

À L'ACHAT

PDSF DE 19 203 \$
FINANCEMENT À PARTIR DE

1%

JUSQU'À 60 MOIS*.

ALTIMA 2007

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE :

- CHEVAUX ET CONSOMMATION D'ESSENCE EN TÊTE DE SA CATÉGORIE*
- LÈVE-GLACES, MIROIRS ET RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS ÉLECTRIQUES À GLACE DÉGIVRANTE
- TECHNOLOGIE XTRONIC™ CVT À CONSOMMATION RÉDUITE DE CARBURANT
- CLÉ INTELLIGENTE



Version 3.5SE illustrée

L'OFFRE 0\$ SIGNEZ ET PARTEZ

0\$

PREMIER VERSEMENT*
COMPTANT INITIAL
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À LA LOCATION

379\$ PAR MOIS/48 MOIS*
(excluant TPS/TVQ)
Incluant transport et pré-livraison de 1275 \$

MENSUALITÉS SANS TPS/TVQ**	MENSUALITÉS AVEC TPS/TVQ	COMPTANT INITIAL
379 \$	432 \$	0 \$
319 \$	364 \$	2692 \$
289 \$	329 \$	4038 \$

À L'ACHAT

PDSF DE 25 357 \$
FINANCEMENT À PARTIR DE

1%

JUSQU'À 60 MOIS*.

VERSA À HAYON 1.8S 2007

- INTÉRIEUR SPACIEUX EN TÊTE DE SA CATÉGORIE*
- BOÎTE DE VITESSES MANUELLE À 6 RAPPORTS
- SONORISATION AM-FM-CD
- LIVRABLE AVEC LA TECHNOLOGIE XTRONIC™ CVT À CONSOMMATION RÉDUITE DE CARBURANT

À L'ACHAT
PDSF À PARTIR DE
14 598 \$
FINANCEMENT À PARTIR DE
1%
JUSQU'À 60 MOIS*.



Version 1.8SL illustrée



GRANDE GAGNANTE DE L'ANNÉE DE L'AUTOMOBILE 2007. CATÉGORIE SOUS-COMPACTES.

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE*

PROGRAMME POUR
DIPLOMÉS**
NISSAN

nissan.ca

1 800 387-0122

*Offre de location disponible sur les modèles neufs 2007 de berline Versa 1.8S avec l'ens. Option Plus (B4LG77 BN00)/ berline Versa 1.8SL telle qu'illustrée (B4RG57 AA00)/ Altima 2.5S (T4RG17 AE00)/ Altima 3.5SE telle qu'illustrée (T4SG17 LD00)/ Sentra 2.0 avec l'ens. Option Plus (C4LG17 BN00). Mensualité de 249 \$ / 282 \$ / 379 \$ / 480 \$ / 279 \$ pour un terme de 60/60/48/60 mois avec acompte ou échange équivalent de 0 \$ excluant la TPS/TVQ. Frais de transport et de pré-livraison de 1150 \$ / 1150 \$ / 1275 \$ / 1275 \$ / 1200 \$ compris. Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur les modèles 2007 de l'Altima, Sentra et berline Versa. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Taxes, immatriculation, assurances en sus. Frais d'inscription du contrat de 49\$ incluant les frais d'inscription du RDRPRM et obligations sur pneus neufs inclus. **Le comptant initial est basé sur le prix de vente du véhicule comprenant les options, les accessoires, les taxes applicables (immatriculation, carburant, pneus, etc.) et est soumis à la TPS/TVQ. 1) Première mensualité, toutes taxes incluses, est acquittée pour vous par Nissan Canada à la location de certains modèles neufs et de démonstration de la berline Versa/Altima/Sentra. Le premier versement client est exigible 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. *PDSF de la Berline Versa 1.8S avec l'ens. Option Plus (B4LG77 BN00)/ Altima 2.5S (T4RG17 AE00)/ Sentra 2.0 avec l'ens. Option Plus (C4LG17 BN00)/ Versa à hayon 1.8S (B5LG57 AA00) de 17 398\$/ 25 357 \$ / 19 203 \$ / 14 598 \$. Taux de financement à l'achat de 1% pour un terme jusqu'à 60 mois. Frais de transport et de pré-livraison de 1150 \$ / 1275 \$ / 1200 \$ / 1150 \$ taxes, immatriculation, assurances, frais d'inscription du contrat de 49 \$ incluant les frais d'inscription RDRPRM et obligations sur pneus neufs en sus. 2) Versa 2007/Sentra 2007 contre les concurrents de base 2007. 3) Sur une base comparative avec la compétition, la Sentra de Nissan est en tête de la catégorie des sous-compactes. 4) Sur une base comparative, l'Altima de Nissan est en tête de catégorie des véhicules hybrides pour la meilleure consommation d'essence. Sur une base comparative, la Nissan Altima est en tête de la catégorie des intermédiaires pour le plus de chevaux comparativement au 4 cylindres. 5) Cote de sécurité 5 étoiles attribuée à la Versa pour les essais de chocs latéraux de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration) en 2006. La cote de sécurité 5 étoiles est la cote gouvernementale la plus élevée pour les essais de chocs latéraux. 1. *Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Les offres, disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclues et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. #Chez les concessionnaires participants. **Seuls les modèles neufs de la Versa, Sentra, Altima, X-Trail, Xterra et Frontier sont admissibles au Programme pour diplômés. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. et/ou à ses filiales nord-américaines.

ACTUALITÉS

Mort du caporal Benoit Chevalier en Égypte

Un choc terrible pour une petite communauté

ANDRÉ DUCHESNE

La mort du caporal Benoit Chevalier, des Forces armées canadiennes, survenue au cours d'un accident d'avion dimanche matin dans le Sinaï, est un drame de plus dans la vie de sa mère Lucie. En un peu plus de 10 ans, la dame a perdu son mari et ses deux fils.

« Cela a été terrible pour elle d'apprendre le décès de Benoit, a indiqué à *La Presse* Léandre Lapointe, curé de la paroisse de Macamic, petite communauté d'Abitibi-Ouest où a grandi le jeune soldat de 25 ans.

C'est le curé Lapointe qui a eu la lourde tâche d'annoncer la nouvelle à la mère du militaire. « Pour elle, c'était comme une injustice que Dieu faisait dans sa vie. »

Membre de la 3^e escadre de la base de la Force aérienne de Bagotville au Québec, Benoit Chevalier en était à sa première mission à l'étranger. Il faisait partie du petit contingent de 28 militaires canadiens associés à la Force multinationale d'observation (FMO) visant à faire respecter les accords de Camp David signés le 17 septembre 1978.

L'avion, un De Havilland Twinn Otter, dans lequel huit soldats français et lui se trouvaient, s'est écrasé entre les villes d'El Gorah et Sainte-Catherine, dans le Sinaï, au cours d'un

exercice. En difficulté, l'appareil a tenté un atterrissage d'urgence vers 7 h 45, heure locale (12 h 45, heure de Montréal). Mais il a heurté un camion et a pris feu. Les neuf occupants sont morts.

Rappelons qu'une partie des accords de Camp David scellaient la paix entre l'Égypte et Israël, et permettait à l'État égyptien de reprendre sa souveraineté sur la région du Sinaï. Cruelle ironie, le caporal Benoit Chevalier n'était pas même né au moment de leur signature.

Pour son supérieur immédiat, le major Stéphann Grégoire, le jeune homme démontrait toutes les aptitudes pour gravir les échelons. Le fait qu'il soit passé de soldat à caporal en un peu plus de trois ans, au lieu de la norme de quatre ans, en témoigne. « Tout le monde s'entendait pour dire que Benoit, autant par ses qualités personnelles que professionnelles, était en mesure d'atteindre le statut d'adjudant-chef qui est le grade le plus élevé des sous-officiers, dit-il. Il aurait pu aussi devenir un très bon officier. »

Le major Grégoire conserve le souvenir d'un « maudit bon gars » qui s'engageait dans les causes communautaires et auprès des jeunes. Enrôlé en 2002, le caporal Chevalier était à la base de Bagotville depuis juillet 2003 et avait suivi plusieurs formations pour devenir contrôleur aérien. À Bagotville, il faisait le contrôle

radar des aéronefs en approche finale. Il était parti pour le Sinaï le 5 avril dernier.

Une tâche difficile

Dans son numéro d'hier, le quotidien *The Gazette* indiquait que Lucie Chevalier avait perdu son premier mari et son fils aîné, Frédéric, au cours de deux accidents de voiture distincts, survenus il y a plus de 10 ans. Le curé Lapointe a confirmé l'information.

Tôt, dimanche matin, ce dernier a reçu un appel du padre Jeannot Gagné, de la base de Bagotville, lui demandant d'aller annoncer la terrible nouvelle à la famille Chevalier. « Normalement, ce sont les aumôniers des Forces qui s'occupent de cela. Là, c'était impossible en raison de la distance », dit le prêtre de 44 ans. C'était la première fois que ce dernier vivait une telle expérience qu'il a qualifiée de difficile.

« Après que je leur ai annoncé la nouvelle, j'ai dit à M^{me} Chevalier que nous allions appeler le prêtre (des Forces), pour voir s'il pouvait nous donner plus d'informations sur Benoit. C'est ce que nous avons fait et il l'a beaucoup calmée aussi », ajoute le prêtre.

Macamic est une communauté d'environ 2800 habitants située près de LaSarre, dans l'ouest de l'Abitibi. Les gens y vivent principalement des ressources naturelles, telles la forêt et les mines.



PHOTO PRESSE CANADIENNE

Le caporal Benoit Chevalier, âgé de 25 ans, a péri dimanche matin dans un accident d'avion en Égypte.

Un Canadien crée un blogue pour trouver sa sœur disparue en Syrie

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Un homme de Toronto est à la recherche de sa sœur disparue mystérieusement en Syrie depuis le 31 mars.

Matthew Vienneau a mis sur pied un blogue afin de récolter des indices des voyageurs et touristes qui auraient pu apercevoir sa sœur Nicole, âgée de 32 ans.

Dans une entrevue accordée dimanche, l'expert-conseil en informatique âgé de 34 ans a dit espérer ainsi contacter des gens qui auraient de la famille parmi les Bédouins de Syrie ou dans l'industrie touristique du pays.

Nicole Vienneau est une voyageuse expérimentée qui parcourt le monde depuis l'âge de 18 ans.

Son dernier signalement connu remonte au 31 mars. Elle séjourrait alors dans un hôtel économique à Hama, une ville au nord de Damas, la capitale.

Elle partait en excursion d'une journée pour visiter une série de lieux historiques à 60 km de là. Le trajet comportait apparemment un déplacement par auto-stop.

En février, Matthew Vienneau était allé rejoindre sa sœur pour un mois.

Ils étaient ensuite demeurés en contact, mais son frère avait par après perdu sa trace pendant quelques jours et il avait alors contacté l'ambassade canadienne à Damas.

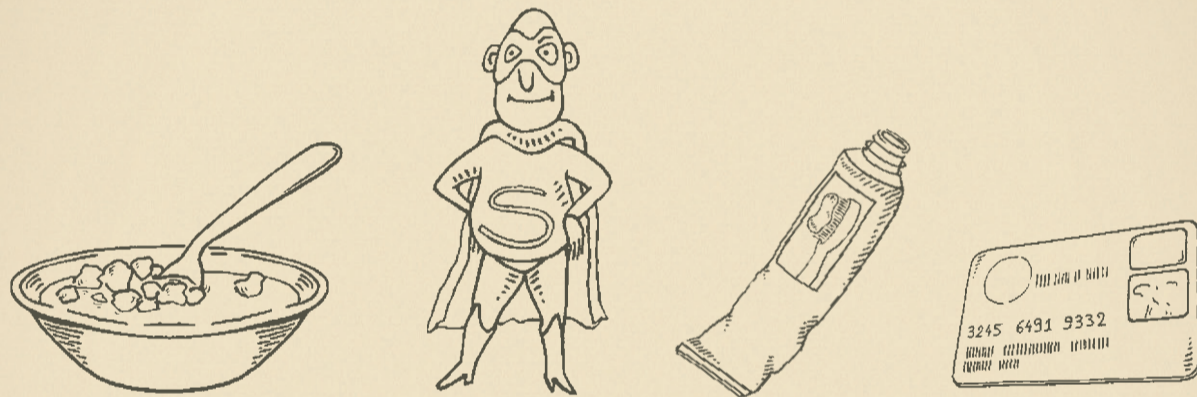
Blogue pour les voyageurs

Toujours sans nouvelles, il a décidé la semaine dernière de concevoir un blogue. Des voyageurs qui ont consulté le site internet ont commencé à vérifier les hôtels sur la route que Nicole voulait emprunter. Un des voyageurs a rapporté qu'elle s'était inscrite à l'hôtel Cairo, à Hama. Le réceptionniste a indiqué à Matthew Vienneau que sa sœur avait laissé ses bagages.

Le frère a obtenu un inventaire des vêtements laissés par sa sœur, a comparé des photos de voyage et a pu déduire ce qu'elle portait au moment de sa disparition.

Une touriste britannique qui a rapporté la destination de Nicole a effectué le même voyage deux semaines plus tard et a décrit chaque détail du parcours.

Matthew a mis le trajet en ligne avec des photos de sa sœur et des informations. Un voyageur canadien a écrit dimanche qu'il avait fait des copies de la photo et les avait affichées dans un café internet de Hama, ainsi que dans un terminus d'autobus.



TROUVEZ L'INTRUS...

QUAKER®, UNIPRIX, CIBC ET AMERICAN EXPRESS^{MD*} SONT PARMI LES DOUZAINES DE BANNIÈRES DE PARTENAIRES QUI VOUS PERMETTENT D'ACCUMULER DES MILLES AÉROPLAN. QUANT À CAPITAIN SPANDEX, IL NE RETOURNE PAS NOS APPELS.

MILLES
AU MAX

1^{er} MAI - 15 JUIN

Obtenez **200 milles-bonis Aéroplan^{MD}** lorsque vous faites affaire avec trois partenaires Aéroplan différents, **plus 100 milles-bonis** supplémentaires pour chaque partenaire subséquent.* Plus de partenaires, donc plus de milles pour vous récompenser plus vite!

Plus de 100 bannières de partenaires à votre disposition, y compris :

CIBC [‡]	American Express ^{MD*}	Air Canada	Esso [†]
Home Hardware	Quaker® Tropicana®	Avis	Propel®
XM Radio Satellite	Service de magazines Rogers	Hôtels Fairmont	Bell
Aeromove ^{MC}	Uniprix	Best Western	Atlas Van Lines

Et n'oubliez surtout pas de payer vos achats avec une carte financière Aéroplan de CIBC ou American Express^{MD*} pour ainsi accumuler encore plus de milles!

Pour la liste complète de nos partenaires, consultez aeroplan.com

Les milles-bonis que vous aurez accumulés pendant la promotion Milles au Max seront portés à votre compte en octobre 2007.

aeroplan

^{MD}Aeroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite. *Certaines exceptions ou conditions peuvent s'appliquer. Pour plus de détails, consultez le site aeroplan.com. †Offre d'une durée limitée qui s'applique aux cartes CIBC Aéro Or Visa, CIBC Aéro Classique Visa, CIBC Aéro Or Visa pour PME et aux clients Aéro Hypothèque. Visa Int./Banque CIBC et Air Canada: usagers lic. ^{MC}Aeromove est une marque de commerce non déposée d'Aéroplan, société en commandite. ^{††}utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence accordée par American Express. [‡]Tropicana Products, Inc. Utilisée sous licence. ^{†††}Marque de commerce de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée. Utilisée sous licence. Propel® et Propel Calcium™ - Stokely-Van Camp, Inc. Utilisées sous licence. ^{††††}Pepsi-QTG Canada, 2007.

Un jeune devrait recevoir une peine d'adulte

La victime a été tuée à coups de batte de baseball et de marteau

CHRISTIANE DESJARDINS

Plutôt que d'être jugé pour meurtre, un garçon de 18 ans a plaidé coupable, hier, au tribunal de la jeunesse, à une accusation réduite d'homicide involontaire.

Même s'il avait 17 ans au moment du crime, la Couronne et la défense recommandent une peine de 10 ans à être purgée dans un pénitencier pour adultes. Le juge Richard Mongeau fera savoir le 28 juin s'il donne son aval à cette recommandation.

Le crime est particulièrement violent et sordide, puisque la victime, Haresh Patel, qui venait d'avoir 19 ans, a été battue à coups de batte de baseball et de marteau. L'agression s'est produite devant plusieurs témoins, vers 19h30 le 19 mars 2006.

Le garçon de 17 ans tenait le marteau, tandis qu'un coaccusé prénommé Sacha, adulte celui-là, est soupçonné d'avoir tenu la batte de baseball. Le procès de ce dernier doit avoir lieu à l'automne prochain au palais de justice de Montréal.

Selon le résumé que la procureure de la Couronne Karen Ohayon a fait au juge Mongeau hier, voici comment les choses se sont passées : l'après-midi du 19 mars 2006, Sacha se trouve dans son appartement de LaSalle avec plusieurs amis, dont le jeune de 17 ans.

Ce dernier et un autre mineur planifient de se faire livrer de la marijuana afin de voler le livreur. Ils conviennent de passer la commande d'une cabine téléphonique située près du dépanneur Thierry (1693, rue Thierry), à LaSalle. Ils invitent un jeune au physique imposant à se joindre à eux, car ils comptent utiliser la force si nécessaire.

Avant de partir, le jeune de 17 ans prend un marteau et le glisse dans une de ses poches. Le trio part à pied en direction du dépanneur. Le plan change à cet endroit car le jeune de 17 ans voit Haresh Patel avec des amis dans le stationnement du dépanneur. Il appelle alors au logement de Sacha pour l'aviser que Patel est là.

Manifestement, ils en veulent à Patel, pour une raison qui n'a toutefois pas été définie hier. Il semble qu'il s'agissait d'un vieux conflit. Quoi qu'il en soit, Sacha arrive dans le stationnement du dépanneur armé d'une batte de baseball et se dirige droit vers Patel, qui cherche alors à s'enfuir. Malheureusement pour ce dernier, il trébuche et tombe par terre. Sacha lui donne alors de puissants coups de batte à la tête.

Plusieurs amis de Patel sont sur place et hurlent à Sacha d'arrêter. Sacha se tourne vers eux et les menace de sa batte. À ce moment, le jeune de 17 ans sort le marteau, s'approche de Patel qui gît toujours à plat ventre au sol et lui donne des coups de marteau dans le haut du corps. Un témoin parlera de trois coups de marteau. Dès après, Sacha recommence à donner des coups répétés de batte à la tête de Patel qui, pendant toute l'agression, n'a jamais été en mesure de se défendre.

Les deux agresseurs et leurs amis décampent par la suite. Avant de partir, le jeune de 17 ans avertit les amis de Patel de se taire. La police et l'ambulance arriveront rapidement sur les lieux, mais il n'y aura plus rien à faire pour Patel, qui sera déclaré mort quelques heures plus tard à l'hôpital. Selon le pathologiste, sa mort est attribuable aux graves traumatismes causés à son cerveau par des coups répétés d'un ou de plusieurs objets contondants.

De leur côté, en regagnant le logement de Sacha, les deux agresseurs sont très excités et se félicitent de leur exploit. « Finalement, on l'a eu », disent-ils. À l'appartement, ils nettoient la batte et le marteau. La police, de son côté, prend des dépositions. Un des amis de Patel a reconnu le jeune de 17 ans, car ils allaient à la même école. Les deux suspects seront cueillis rapidement par les policiers, qui saisiront aussi dans l'appartement la batte de baseball et le marteau.

Le jeune de 17 ans n'en était pas à ses premiers démêlés judiciaires, a fait valoir M^c Ohayon hier. Après avoir été condamné pour voies de fait, il a fait de multiples bris de probation, principalement en manquant l'école mais aussi pour ne pas avoir participé à un programme de gestion de la colère. Hier, son père et son grand-père se trouvaient dans la

salle d'audience. S'il était resté sous la loi des jeunes contrevenants, le jeune aurait écopé d'une peine de trois ans. Il aurait

purgé deux ans dans un centre de réadaptation et aurait passé la dernière année sous surveillance à l'extérieur.

Vu la nature du dossier et l'âge de l'accusé, M^c Ohayon a demandé à ce qu'il soit plutôt soumis à une peine pour adulte,

comme la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents permet de le faire. L'avocate de l'accusé ne s'y est pas opposée.

C'EST AUSSI

DES SOLUTIONS DE TÉLÉCOMS NOVATRICES POUR VOTRE ENTREPRISE

Votre entreprise fait face à une série de défis qui se multiplient. Pour être en mesure de relever ces défis, vous avez besoin d'un partenaire qui vous assure des solutions novatrices répondant à vos besoins propres. Forte de plus de 160 ans d'expérience à mettre en œuvre, à gérer et à sécuriser l'infrastructure de télécommunications de milliers d'entreprises partout au pays, Allstream sait ce qu'il faut faire pour vous permettre à coup sûr d'atteindre et de dépasser vos objectifs d'affaires.

Appuyée par un personnel chevronné et dévoué, une technologie puissante, une portée nationale et une connectivité mondiale, notre gamme de produits et de solutions de télécoms de premier ordre peut vous aider à améliorer le service à la clientèle, à accroître la productivité et à réduire les coûts. De plus, en misant sur des innovations de pointe, comme notre solution de lignes groupées IP exclusive, vous avez l'assurance que votre entreprise conservera une longueur d'avance sur la concurrence.

Des milliers d'entreprises bénéficient déjà de la différence Allstream. Appelez-nous dès aujourd'hui pour découvrir comment nos solutions peuvent aider votre entreprise à se démarquer.

allstream
C'EST BIEN PLUS QU'UN RÉSEAU^{MD}

Pour en savoir plus,
composez le 1 888 298-3452
ou visitez le site www.allstream.com

CONNECTIVITÉ IP | COMMUNICATIONS UNIFIÉES | SÉCURITÉ | CONSULTATION EN TI

ACTUALITÉS

Des mineures engagées pour danser nues

ANDRÉ CÉDILOT

Un cabaretier de l'avenue Papineau qui engage des mineures pour qu'elles dansent nues vient de se faire vertement rappeler à l'ordre par la Régie des alcools, des courses et des jeux. Il a perdu ses permis de boissons alcoolisées et d'appareils de loterie vidéo pour une durée de six mois. À la prochaine infraction, il pourrait devoir fermer ses portes.

le 2 mai 2003, le propriétaire du Dice Club, Giovanni V. Cotroni, s'est fait prendre à 15 reprises. Lors de visites surprises, les policiers ont constaté la présence d'adolescentes de 16 et 17 ans qui s'exhibaient devant les clients. Chaque fois, le tenancier a payé une amende, puis il a recommencé.

Selon la police, un des jeunes femmes a déclaré avoir dansé deux ou trois fois par semaine. Or, insiste la Régie dans ses rapports, non seulement les jeu-

nes femmes de moins de 18 ans n'ont pas le droit de travailler comme effeuilleuses, mais elles n'ont tout simplement pas le droit de se trouver dans un établissement qui possède un permis d'alcool.

Deuxième suspension

C'est la deuxième fois que Giovanni Cotroni se voit suspendre son permis. En 1998, la Régie le lui avait retiré durant trois mois. Il s'était alors engagé à respecter toutes

les règles de saine gestion et de bonnes mœurs. C'est ce qui explique que la Régie se soit montrée encore plus sévère, la semaine dernière.

L'audience allait commencer quand Cotroni a reconnu ses torts. Les sanctions de la Régie dépassent rarement trois mois de suspension.

« Six mois, c'est exceptionnel », a souligné un porte-parole, Réjean Thériault.

En vue de se conformer à la nature de ses permis, Cotroni,

qui demeure à Repentigny, a promis de changer la raison sociale de son établissement. D'ici trois mois, le Dice Club deviendra Le bar Dice. L'adresse restera la même, soit le 6530, avenue Papineau.

« Écrivez ce que vous voulez », a lancé avec fureur l'homme d'affaires quand *La Presse* l'a joint à son commerce, hier. Il ne voulait surtout pas dire s'il a des liens quelconques avec la célèbre famille mafieuse qui porte le même nom que lui.



Cuisine

CD

Des offres musclées. Parfait pour déménager.



Activation gratuite de vos services téléphonique résidentiel et Internet de Bell, et installation gratuite de votre service de télé numérique¹

Service téléphonique résidentiel
+
Service Internet Sympatico^{MC} Haute vitesse
+
Télé numérique ExpressVu^{MC}

à compter de
69³⁰\$
/mois

pendant les six premiers mois²,
une économie de 330\$³

Appelez-nous dès aujourd'hui et dites « Je déménage »
pour parler avec un expert en déménagement.



vanouver 2010



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

310-BELL



Dion rappelle Trudeau à l'ordre

TRUDEAU

suite de la page A1

Dans son discours, le candidat libéral a soutenu qu'il faut revoir l'organisation des systèmes d'éducation, même s'il s'agit d'un domaine de compétence des provinces, affirmant que cela permettrait de faire des économies. Comme au Québec, le système d'éducation du Nouveau-Brunswick est divisé en deux réseaux indépendants.

« La séparation du français et de l'anglais dans les écoles est une chose qu'il faut réévaluer sérieusement. Ça divise les gens, ça leur met des étiquettes », a affirmé le fils de l'ex-premier ministre Pierre Elliott Trudeau.

Le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Kelly Lamrock, a balayé d'un revers de main la suggestion de M. Trudeau, affirmant que le bilinguisme dans la province exige deux réseaux d'éducation distincts. M^{me} Lamrock, qui est libérale, s'est dite surprise des propos de M. Trudeau.

Pour Stéphane Dion, fusionner les systèmes d'éducation serait un recul pour les francophones hors Québec. « Il est très important de garder les institutions qui ont permis à nos communautés de garder leur langue et de vivre en français. Donc, nous allons les défendre toujours. C'est d'ailleurs dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés », a dit M. Dion.

Le chef libéral a mis les propos controversés de son candidat sur le compte de l'inexpérience. « Il est nouveau. Il va sans doute avoir à préciser sa pensée davantage. (...) Il arrive à tout le monde de faire des déclarations que l'on a à clarifier par la suite », a-t-il.

En fin d'après-midi, hier, M. Trudeau a d'ailleurs publié un communiqué de presse afin de présenter ses excuses aux francophones.

« La dualité linguistique et la gestion scolaire francophone au Nouveau-Brunswick sont enchevêtrées dans notre Constitution. C'est un héritage libéral dont je suis très fier. J'ai passé plusieurs années de ma vie comme enseignant en français à Vancouver. Je suis et j'ai toujours été un fervent défenseur du bilinguisme, et même le bilinguisme et plus », a dit M. Trudeau.

Le député libéral de Bourassa, Denis Coderre, qui n'était pas très chaud à l'idée de voir M. Trudeau porter les couleurs du PLC aux prochaines élections, a soutenu que la déclaration du jeune Trudeau était « malhabile parce que cela ne reflète pas du tout la pensée libérale ».

Un stratège libéral influent s'est toutefois montré plus cinglant à l'endroit de M. Trudeau, rappelant que le Parti libéral est celui qui a donné au Canada sa Charte des droits et libertés qui a permis à la minorité francophone de gérer ses commissions scolaires dans tout le pays.

« Le Parti libéral est le parti de la Charte – celle-là même qui a permis aux francophones de partout au Canada d'obtenir leurs écoles et leurs institutions. Comme ministre responsable des langues officielles, M. Dion a fait de l'éducation dans la langue de la minorité la principale mesure de son plan d'action pour les langues officielles présenté en 2003 », a affirmé le stratège sous le couvert de l'anonymat.

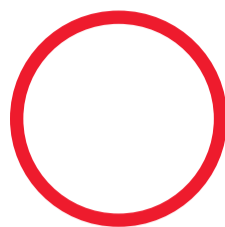
« Ce qu'a dit Justin Trudeau au cours de la fin de semaine ne concorde pas avec la position historique du Parti libéral et dénote un manque de connaissances flagrant de la réalité des francophones qui vivent en situation minoritaire au Canada », a ajouté le stratège.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a dénoncé « l'arrogance » de M. Trudeau qui ne semble pas conscient que l'éducation est du ressort des provinces.

« C'est aussi méconnaître ou mépriser le combat des francophones et des Acadiens qui pendant tellement longtemps ont lutté pour avoir leurs écoles parce que les écoles unifiées faisaient en sorte d'assimiler les gens. Il ne se rend même pas compte de cela », a dit M. Duceppe.

Dans son discours, M. Trudeau n'a pas raté l'occasion de lancer des flèches à l'endroit des souverainistes québécois, qu'il a comparés à des écoliers « brailleurs qui se plaignent pour obtenir plus d'attention ». Il a ensuite fait une prédiction. « Le Québec ne se séparera pas, jamais. Le séparatisme est un mythe qui a été créé », a-t-il dit.

M. Trudeau s'est rendu au Nouveau-Brunswick à l'invitation du New Brunswick Teacher's Association.



PLUS ÉCOLOGIQUES. PLUS ÉCONOMIQUES.

PRIMES D'ENCOURAGEMENT À L'ÉCONOMIE DE CARBURANT[‡]

REMISE DE 1000\$



YARIS HATCHBACK 2007

Ville : 6,9 L/100 km[†] | Route : 5,5 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES



YARIS BERLINE 2007

Ville : 6,9 L/100 km[†] | Route : 5,5 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES



COROLLA 2007 (transmission manuelle 5 vitesses)

Ville : 7,1 L/100 km[†] | Route : 5,3 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES



HIGHLANDER HYBRIDE 2007

Ville : 7,7 L/100 km[†] | Route : 8,3 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS SUPER ULTRA FAIBLES

REMISE DE 1500\$



CAMRY HYBRIDE 2007

Ville : 5,7 L/100 km[†] | Route : 5,7 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS SUPER ULTRA FAIBLES

REMISE DE 2000\$



PRIUS 2007

Ville : 4,0 L/100 km[†] | Route : 4,2 L/100 km[†]
VÉHICULE À ÉMISSIONS SUPER ULTRA FAIBLES

+ OBTENEZ JUSQU'À 2 000 \$ DE REMBOURSEMENT DE TVQ*



EST LE DÉBUT D'UNE BELLE HISTOIRE

VENTE ÉTIQUETTES ROUGES

1^{re} MENSUALITÉ GRATUITE À LA LOCATION* OU REMISE ÉQUIVALENTE À L'ACHAT + 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ***

SUR TOUS LES MODÈLES 2007

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa. Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

TOYOTA SERVICES FINANCIERS **PEA** **diplômés** Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. * Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles 2007 neufs en stock, pour un terme de location de 48 mois (terme de location de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix). Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Yaris, Corolla et Matrix) moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois (terme de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix) sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 \$ dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles Toyota 2007 neufs en stock. Immatriculation et assurances en sus. Un montant comprenant l'acompte (s'il y a lieu), le droit sur les pneus, la taxe sur le climatiseur (si applicable) et les taxes sera exigé avant le début de la période de location. ** Remise à l'achat équivalant à une mensualité de location basée sur un terme de 48 mois (terme de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix), taxes incluses, applicable au financement à l'achat des modèles 2007 neufs en stock. † Approbation assujettie aux modalités fixées par Transports Canada. De plus amples renseignements sont disponibles à <http://www.tc.gc.ca/programmes/environnement/ecotransports/ecoauto.htm> • Approbation assujettie aux modalités fixées par Revenu Québec. De plus amples renseignements sont disponibles à http://www.revenu.gouv.qc.ca/fr/ministere/centre_information/actualite/2007/2007-03-02.asp ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2007 pour une transmission manuelle pour les Yaris et Corolla, pour une transmission à variation constante pour la Camry hybride, pour une transmission automatique à variation constante pour la Prius et pour une transmission à commande électronique pour le Highlander hybride, pour le moteur du modèle indiqué. Photos à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Les offres se terminent le 31 mai 2007. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.



POLITIQUE

HAUSSE DES PRIX DE L'ESSENCE

Le Bloc réclame la tenue d'une enquête

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Bloc québécois a décidé de saisir le Parlement fédéral de la question des hausses « soudaines » du prix de l'essence et d'inciter le gouvernement à se donner les moyens d'empêcher les abus des grandes pétrolières.

Le Bloc québécois demande ainsi à la Chambre des communes aujourd'hui, lors de la journée d'opposition qui lui est réservée, d'approuver une motion qui prie le gouvernement Harper de modifier la Loi sur la concurrence afin que le commissaire à la concurrence ait les pouvoirs d'enquêter sur le prix de l'essence et, en particulier, sur le rôle des marges de raffinage dans la détermination de ce prix.

« Ce que l'on comprend mal, a déclaré le leader parlementaire du Bloc, Pierre Paquette, en conférence de presse hier, c'est pourquoi l'essence est passée de 80 cents à 1,15 \$ le litre alors que le baril de pétrole n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Manifestement, depuis quelques années, les pétrolières ont profité de la situation pour engranger des profits qui, normalement, n'auraient pas dû être réalisés. C'est cette situation que l'on veut corriger. »

Le nouveau leader en Chambre du Bloc a de plus souligné que les marges de profit chez les détaillants d'essence oscillent en ce moment autour de 3,5 cents le litre alors que les marges de profits au raffinage sont, elles, de 26 cents le litre. Entre 1998 et 2003, rappelle encore le député de Joliette, les marges moyennes au raffinage étaient de 7,2 cents le litre. Que s'est-il passé pour que se produisent des hausses aussi soudaines? C'est ce que veut savoir le Bloc québécois et c'est pourquoi il demande au gouver-

nement Harper de modifier la Loi sur la concurrence pour tirer tout cela au clair.

« Les pétrolières nagent dans l'argent quand la marge de profit qu'elles font au raffinage est de quatre à sept cents le litre, a commenté hier le porte-parole adjoint du Bloc en matière d'industrie, le député de Shefford, Robert Vincent. Imaginez-vous à 27 cents le litre! Ils sont en train de se noyer dans l'argent. »

À l'heure actuelle, le commissaire à la concurrence ne peut décider seul d'ouvrir une enquête.

Ce qui ne va pas avec la loi actuelle sur la concurrence, estime Pierre Paquette, c'est qu'elle n'autorise pas le commissaire à la concurrence à décider lui-même de faire enquête sur les prix de l'essence. Il ne peut bouger tant qu'il n'y a pas de plaintes des consommateurs ou que le gouvernement ne lui demande pas de faire enquête. « Nous, nous voulons que le commissaire ait la possibilité de lancer lui-même les enquêtes », demande M. Paquette.

De plus, le Bureau de la concurrence ne peut à l'heure actuelle, lorsqu'il fait enquête, obliger les pétrolières à divulguer des documents. Il ne peut pas non plus protéger les témoins lorsqu'il procède à une étude. « Si l'on veut des enquêtes qui vont au fond des choses sur les prix de l'essence, affirme Pierre Paquette, il faut que l'on attribue ces nouveaux pouvoirs au commissaire. »

Par ailleurs, la possibilité de collusion entre les pétrolières pour fixer les prix des marges de raffinage inquiète aussi le Bloc.

« On sait qu'il y a un partage du raffinage entre les pétrolières basé sur les régions. À Halifax, par exemple, c'est Esso qui raffine pour tous les détaillants, y compris ses concurrents. Au Nouveau-Brunswick, c'est Irving. À Québec, c'est Ultramar. À Montréal, c'est Petro-Canada et Shell. Alors il semble que de ce côté-là il y a des questions à se poser et, je dirais, des modifications à faire pour avoir des réponses. »

Le Bloc croit que la diminution de la concurrence à l'étape du raffinage permet aux pétrolières d'engranger des « surprofits » injustifiables qui s'élèvent à plus de 20 cents le litre.

« Un profit allant jusqu'à 20 cents le litre d'essence, ça représente 10 \$ pour un plein d'essence. Il est question ici de 10 \$ qui vont directement dans les poches de pétrolières qui jouissent déjà d'un régime fiscal préférentiel. Cet état de fait a quelque chose de révoltant pour le consommateur qui se sent pris au piège, forcé qu'il est de se déplacer en voiture tous les jours », précise Robert Vincent.

Le Bloc propose ainsi au gouvernement, comme l'avait déjà fait le comité permanent de l'industrie des Communes, de faire en sorte que le fardeau de la preuve soit renversé pour les pétrolières, qu'elles soient tenues de démontrer elles-mêmes qu'elles ne se sont pas entendues entre elles pour fixer les profits au raffinage.

Le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral ont fait savoir hier qu'ils appuieront la motion du Bloc. Elle sera donc vraisemblablement adoptée par la Chambre.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Le Bloc croit que la diminution de la concurrence à l'étape du raffinage permet aux pétrolières d'engranger des « surprofits » injustifiables qui s'élèvent à plus de 20 cents le litre.

lexus.ca

R Explorez de nouvelles frontières au volant du nouveau Lexus RX 350 à moteur V6 de 3,5 L et 270 ch. Doté d'un système de traction intégrale permanent qui vous procure une confiance inégalée où que vous alliez, il vous offre en outre tout le confort que vous attendez d'un véhicule Lexus. Partez en quête du moment. Visitez lexus.ca ou composez le 1 800 26LEXUS.

X

NI LA ROCAILLE, NI LA PLUIE, NI LES CHEMINS DÉFONCÉS
NE VOUS BARRERONT LA ROUTE AUX MOMENTS PARFAITS.



BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE 51 550 \$*

*PDSF du RX 350 2008 (HK31UP-R-). Transport, préparation, immatriculation, redevances et toutes taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

TOUR DU GLOBE

TURQUIE Élu par tous

Les députés turcs ont adopté hier soir en première lecture un amendement constitutionnel prévoyant l'élection au suffrage universel du président de la République, jusque-là élu par le Parlement, a rapporté l'agence de presse Anatolie. La réforme a été approuvée par 356 élus du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation issue de la mouvance islamiste au pouvoir, et du petit parti de centre droit Anap, a indiqué Anatolie, faisant état de 69 votes contre et neuf votes blancs, nuls ou ne se prononçant pas. Cet amendement fait partie d'un ensemble de réformes constitutionnelles présentées par l'AKP pour résoudre l'incapacité du Parlement à élire un nouveau président de la République. AFP

CAMEROUN Journaliste tué

Un journaliste de l'agence de presse américaine Associated Press, le Britannique Anthony Mitchell, établi à Nairobi, figure parmi les victimes de l'accident de l'avion de Kenya Airways qui s'est écrasé dans la nuit de vendredi à samedi au Cameroun. Anthony Mitchell, 39 ans, père de deux enfants, était un passionné d'Afrique et un journaliste obstiné. Il était à Nairobi depuis 2006, après avoir été expulsé d'Éthiopie où il avait fourni, selon un communiqué de Reporters sans frontières (RSF) publié à l'époque, « un travail précieux et de qualité dans un pays où l'information est souvent partisane ». Anthony Mitchell rentrait au Kenya après avoir réalisé une enquête en Centrafrique sur le trafic de viande d'espèces en danger. AFP

ÉTATS-UNIS Une gaffe évitée



PHOTO AFP

La reine Élisabeth II d'Angleterre en visite à la Maison-Blanche.

George W. Bush a déployé hier tout l'apparat de l'Amérique républicaine pour accueillir la reine Élisabeth II d'Angleterre, mais a failli faire une gaffe en ajoutant... 200 ans à l'âge de la souveraine. Lors d'une cérémonie en grande pompe sur les pelouses de la Maison-Blanche, M. Bush a évoqué les rapports privilégiés entre la reine et les États-Unis. « Après tout, vous avez dîné avec 10 présidents américains. Vous avez aidé notre pays à célébrer son bicentenaire en 17... », a dit M. Bush avant de se rendre compte qu'il se dirigeait vers l'une de ses fameuses bêtises. « En 1976 », s'est-il repris alors que des rires éclataient dans la foule de 7000 invités triés sur le volet. La reine s'est rendue aux États-Unis pour participer aux célébrations du 400^e anniversaire de la première colonie anglaise permanente en Amérique du Nord. AFP

BANQUE MONDIALE Wolfowitz coupable

Selon les conclusions d'une commission spéciale, le président de la Banque mondiale Paul Wolfowitz a violé le règlement de l'institution internationale en accordant une augmentation salariale et une promotion à sa compagne, a annoncé hier une personne proche du dossier. Wolfowitz a pris connaissance des conclusions de la commission spéciale qui était chargée d'enquêter sur sa responsabilité dans l'octroi en 2005 d'une promotion et d'une augmentation salariale à l'employée de la Banque mondiale Shaha Riza. Le rapport de la commission n'a pas été rendu public, mais cette source proche du dossier, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a confirmé que des violations du règlement ont été citées, sans fournir de détails. La polémique sur le salaire de M^{me} Riza a provoqué de nombreux appels à la démission de Paul Wolfowitz qui se bat pour rester à la tête de la Banque mondiale. Ces développements interviennent tandis qu'un proche conseiller de Wolfowitz, Kevin Kellems, vient d'annoncer qu'il quittait l'institution. Après avoir travaillé à la Maison-Blanche, Kellems avait été un collaborateur de Wolfowitz au département à la Défense avant de devenir son conseiller à la Banque mondiale. AP

LE CHIFFRE DU JOUR

3
C'est le nombre de motions de censure déposées hier contre le gouvernement du premier ministre israélien Ehoud Olmert dans la foulée d'un rapport le critiquant pour sa gestion de la guerre au Liban l'été dernier.

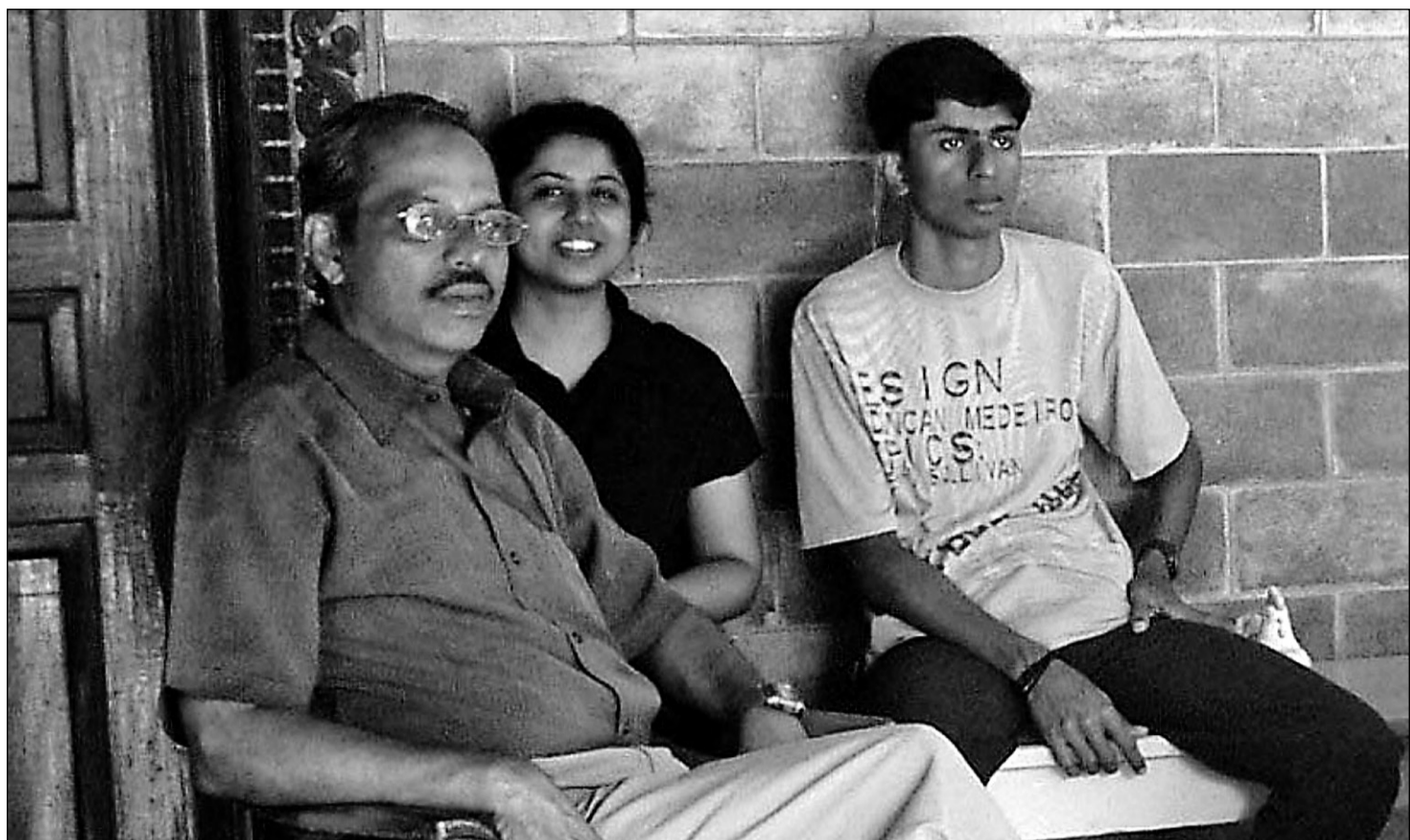


PHOTO VANESSA DOUGNAC, COLLABORATION SPÉCIALE

Kannan Kuharajan (à droite), assis avec sa soeur Meera et son père Kuhan. L'étudiant de 18 ans a été kidnappé à Jaffna.

Sri Lanka : les enlèvements se multiplient à Jaffna

Lors de son récent reportage à Jaffna, la péninsule tamoule du Sri Lanka qui vit coupée du monde, sous la terreur militaire, notre collaboratrice avait été accueillie par les Kuharajan – la famille respectable d'un directeur de la Croix-Rouge locale. Il y a quelques jours, Kannan, le grand ado de la famille, a été kidnappé par cinq hommes en civil. Depuis, pas de nouvelles...

VANESSA DOUGNAC
COLLABORATION SPÉCIALE

DEHLI — À Jaffna, les disparitions se multiplient, aux dépens d'une population terrorisée. Vendredi vers 19 h 30, durant le couvre-feu qui confine les habitants chez eux, cinq hommes en civil ont fait irruption au domicile de Kuhan Kuharajan. Sous ses yeux impuissants, ils ont enlevé son fils Kannan, 18 ans.

C'est la famille des Kuharajan qui m'a accueillie récemment à Jaffna, lors d'un reportage pour *La Presse*. Le Sri Lanka est en train de replonger dans la guerre civile opposant les forces de l'ordre sri-lankaise aux rebelles du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul).

Kuhan Kuharajan est le directeur local de la Croix-Rouge sri-lankaise. Grâce au financement de la Croix-Rouge suisse, il a mis en place l'unique système d'ambulances de

nuit, qui fonctionne en dépit du couvre-feu.

Dans la journée, une clinique mobile s'occupe d'apporter des soins aux victimes du conflit, réfugiées dans des camps.

« Quand ces hommes sont entrés chez moi, trois d'entre eux étaient armés, raconte M. Kuharajan, joint par téléphone de Delhi. Ils avaient mon nom ainsi que celui de Kannan. Je leur ai demandé qui ils étaient. Ils m'ont répondu : "Ce ne sont pas tes affaires!", puis ils m'ont demandé de sortir de la maison, avec Kannan. »

Une fois à l'extérieur, les inconnus ont confisqué le téléphone de Kuhan Kuharajan, et l'ont avisé qu'ils allaient interroger Kannan. « Ils sont partis avec mon fils. Depuis, plus rien. »

Selon de nombreuses sources, ces hommes pourraient appartenir à un groupe paramilitaire à la solde de l'armée sri-lankaise. Seuls l'armée et ses groupes alliés peuvent ainsi se déplacer durant le couvre-feu, alors que Jaffna est quadrillée par les postes de contrôle militaires.

Il venait d'avoir 18 ans

Kannan est un bel adolescent sympathique, étudiant au Saint John's College, à Jaffna. Il venait de fêter ses 18 ans. Lorsque nous vivions chez lui, nous avions partagé sa vie quotidienne. Le soir, au rythme des bombardements d'obus qui retentissent dans la péninsule, il aimait écouter de la musique dans sa chambre.

Avant le couvre-feu, un camarade venait parfois réviser les cours avec lui. Un adolescent comme tant d'autres... Une nuit, trois rebelles du LTTE avaient ouvert le feu sur des soldats, dans notre rue, avant

de s'échapper. Une dizaine de militaires avaient alors fait irruption dans la maison, la fouillant de fond en comble.

Kannan avait attendu calmement la fin de l'opération avec distance : la guérilla tamoule des Tigres du LTTE, il n'en avait cure. Il ne rêvait que de quitter Jaffna pour poursuivre ses études.

Mais le climat de violence et d'impunité l'aura rattrapé, ainsi que trois autres étudiants. Car le jour de la disparition de Kannan, la même scène s'est déroulée dans trois autres familles de Jaffna.

Des hommes armés sont arrivés dans des camionnettes blanches, la « signature » des groupes paramilitaires, et ont enlevé Suntharalingam Yasotharan, 17 ans, Nagarajah Venukathan, 18 ans, et R. Ramanendran, 18 ans, tous étudiants au Hindu College.

« Nous sommes très inquiets », avoue M. Kuharajan, qui arpente chaque jour la commission locale des droits de l'homme et les autres organismes de recours. Mais dans cette péninsule où, en moyenne, une disparition a lieu chaque jour, personne ne peut dire où se trouvent Kannan et les autres étudiants.

Par solidarité envers les jeunes disparus, toutes les écoles de Jaffna ont décidé de fermer leurs portes en signe de protestation.

La semaine dernière, c'était un jeune journaliste tamoul de 24 ans, Selvarajah Rajivarman, qui a été assassiné en pleine rue, portant à six le nombre des journalistes et travailleurs de médias tués depuis un an à Jaffna. Telle est la situation alarmante au Sri Lanka, pays que des organisations décrivent comme l'un des plus dangereux au monde pour les journalistes, après l'Irak.

Les attentats vident les écoles en Irak

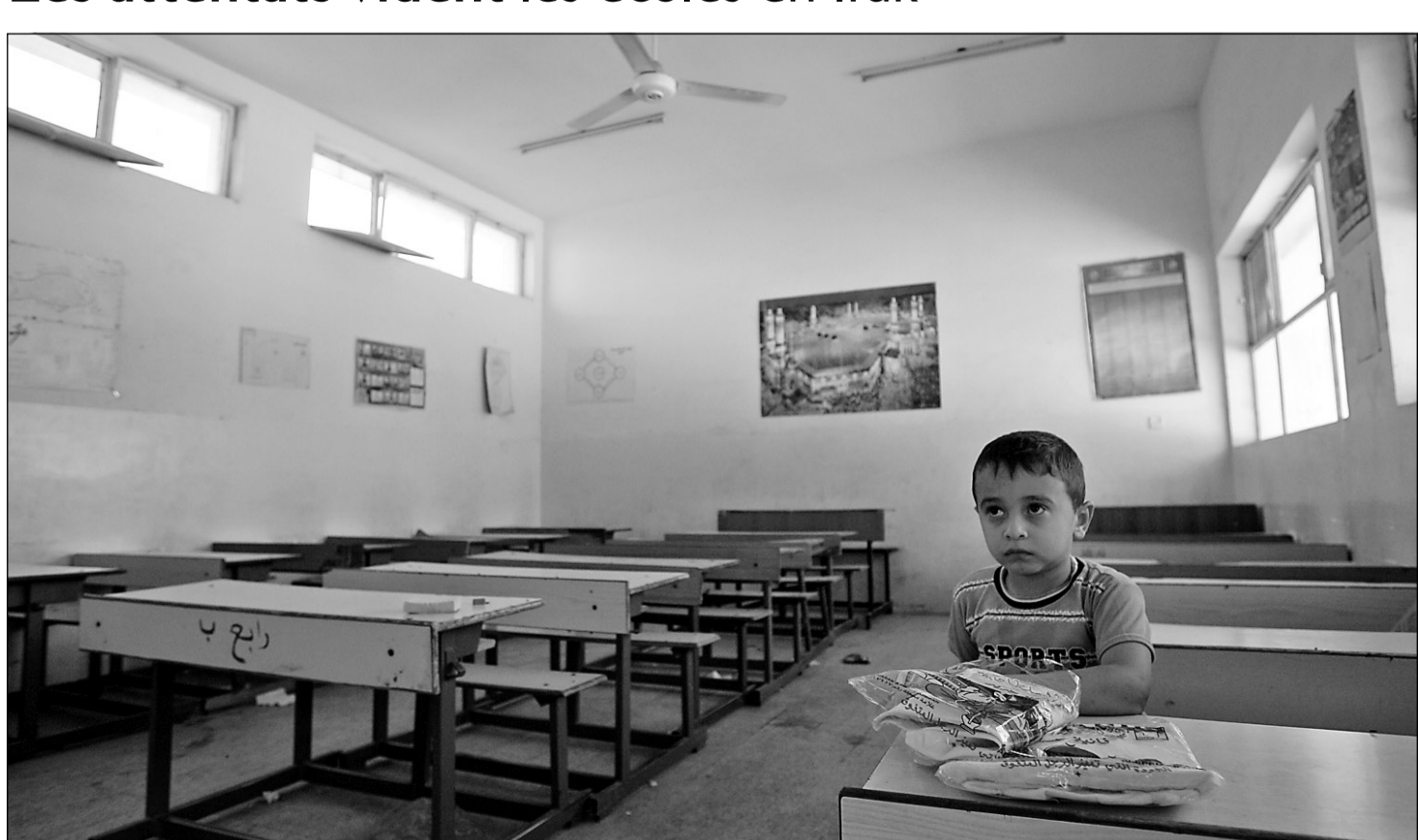


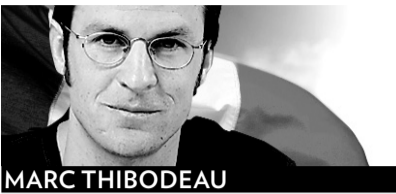
PHOTO KHALID MOHAMMED, AP

Le jeune Moaamal Mohammed a eu droit à un cours privé hier à Bagdad. Tous les autres élèves de la classe de cet Irakien de 7 ans, dans l'ouest de la ville, brillent par leur absence. Les attentats contre les établissements scolaires sont de plus en plus nombreux en Irak et plusieurs enfants font l'école buissonnière... par prudence. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a récemment fait état d'une hausse considérable des attaques contre les enseignants et le système éducatif dans le monde entier depuis 2003. L'Irak est le pays le plus gravement touché. Une centaine d'étudiants ont été tués rien qu'en janvier 2007. Résultat : plus de 3000 universitaires ont fui le pays et « 30 % seulement des 3,5 millions d'élèves irakiens assistent aux cours ». Quatre ans après la chute de Saddam Hussein, les experts s'inquiètent d'un possible « effondrement des systèmes scolaire et universitaire ».

– D'après AFP et AP

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Nicolas Sarkozy se retire à Malte pour se préparer à la présidence



MARC THIBODEAU

PARIS

Comme il l'avait indiqué avant le scrutin, le vainqueur de l'élection présidentielle française, Nicolas Sarkozy, a quitté hier la région parisienne pour effectuer une retraite de quelques jours dans un lieu tenu secret, question de préparer l'écriture d'une « nouvelle page de l'histoire » du pays.

Les médias nationaux avaient avancé que le politicien de 52 ans avait choisi de se rendre en Corse dans la résidence d'un ami ou encore dans un monastère, une hypothèse démentie par les caciques de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Finalement, c'est à Malte que M. Sarkozy se préparera à faire le saut à la présidence. Il y est arrivé hier avec sa femme Cécilia et son fils de 10 ans, Louis. La famille a embarqué à bord d'un yacht.

M. Sarkozy, qui a obtenu 53,1 % des voix dimanche contre 46,9 % pour la candidate socialiste Ségolène Royal, avait souligné qu'il souhaitait en cas de victoire disposer de quelques jours « pour habiter la fonction, prendre la mesure des charges qui pèsent désormais sur ses épaules » et se reposer de la campagne avant son entrée en fonction officielle le 16 mai.

Il sera ensuite rejoint par sa garde rapprochée afin de travailler à la formation du prochain gouvernement et à la préparation des élections législatives, qui se tiendront en deux tours les 10 et 17 juin. Le sénateur de la Sarthe, François Fillion, fidèle collaborateur de M. Sarkozy, est pressenti pour devenir premier ministre.

Il sera aussi question lors de ces rencontres des réformes souhaitées par le nouveau président. Plusieurs mesures, incluant l'imposition d'un niveau minimum de service dans les transports en cas de grève et la réforme des régimes de retraite spéciaux, pourraient se traduire rapidement par un bras de fer avec les syndicats.

La capacité du nouveau dirigeant français de faire appliquer son programme sera d'abord conditionnée par la composition de l'Assemblée nationale. L'UMP espère s'assurer une majorité confortable, profitant de l'élan créé par la victoire déterminante de dimanche.

Le scrutin s'annonce musclé, notamment en raison des intentions du candidat centriste François Bayrou de présenter des candidats de son nouveau parti, le Mouvement démocrate – qui remplacera l'Union pour la démocratie française (UDF) – dans l'ensemble des circonscriptions du pays.

M. Bayrou, qui avait récolté 18 % des voix lors du premier tour du scrutin présidentiel, est confronté depuis plusieurs jours à l'exode des députés sortants de l'Union pour la démocratie française (UDF), massivement ralliés à Nicolas Sarkozy.

Lors du scrutin de 2002, l'UMP avait accepté de retirer ses candidats dans un certain nombre de circonscriptions en faveur de l'UDF, qui a longuement soutenu par la suite le gouvernement de droite. L'entourage de M. Sarkozy a cependant fait savoir cette fois que tous les députés qui refusaient de se rallier formellement à son projet présidentiel seraient confrontés à un candidat de son parti.

Une situation qui, en divisant le vote, pourrait favoriser le Parti socialiste, bien en peine de présenter un front unifié au lendemain de la défaite.

Tensions socialistes

Ségolène Royal, qui avait multiplié les ouvertures envers l'UDF entre les deux tours, fait l'objet d'attaques de Dominique Strauss-Khan. Le candidat défait à l'investiture socialiste a souligné dimanche que la « rénovation socio-démocrate » amorcée sous sa direction n'était pas complétée et qu'il était « disponible pour cela », une allusion largement interprétée comme une attaque contre la politicienne.

L'autre perdant de la course à l'investiture au sein du parti, Laurent Fabius, a indiqué qu'il fallait « relever » le drapeau socialiste. L'ex-premier ministre a appelé de ses vœux une

gauche « qui n'hésite pas sur sa stratégie », une forme de mise en garde contre tout nouveau rapprochement avec M. Bayrou.

En marge de ces développements, les principaux journaux français ont souligné par de longs éditoriaux hier le résultat du scrutin de dimanche, en conformité avec leur ligne éditoriale.

Le quotidien *Libération*, qui avait suscité l'ire de Nicolas Sarkozy en publiant de multiples articles très critiques à son égard, s'attristait de la victoire du candidat de droite, assimilé à la Dame de fer britannique, Margaret Thatcher.

« Les valeurs de compétition l'emportent. Mais les valeurs de solidarité et de justice demeurent », écrit Laurent Joffrin, qui presse la gauche de se « moderniser » pour reprendre le pouvoir.

Le Figaro, largement favorable au chef de l'UMP, a salué pour sa part son « éclatante victoire » dans un numéro spécial distribué quelques heures après l'annonce des résultats.

En éditorial, le quotidien se réjouit du « soufflet » donné à la gauche et salue « la belle période de réformes » qui devrait suivre la victoire du candidat de droite, assimilée à celle du « mouvement ».

« Des années durant, le pays a eu peur du changement, et ses dirigeants se sont convaincus qu'il valait mieux être prudent qu'entrepreneur. L'élection de Nicolas Sarkozy s'est faite sur le désir de tourner la page, la volonté de renouvellement. Elle crée une nouvelle donne », souligne le journaliste Nicolas Beytout.



PHOTO ERIC GAILLARD, REUTERS

Nouvellement élu président de la France, Nicolas Sarkozy a quitté hier l'hôtel Fouquet's à Paris pour se rendre à Malte avec sa femme Cécilia et leur fils Louis.

EN BREF

Violentes manifestations

Environ 730 voitures ont été brûlées et 592 personnes ont été interpellées dans la nuit de dimanche à hier lors d'échauffourées qui ont suivi, à Paris et dans d'autres villes, l'élection de Nicolas Sarkozy. Ces chiffres sont proches de la moyenne des véhicules brûlés par nuit (jusqu'à 1000) pendant les émeutes qui avaient embrasé les banlieues déshéritées du pays en octobre et novembre 2005. La police a aussi fait état de 78 policiers et gendarmes blessés au cours des incidents. De nouvelles manifestations hostiles à Sarkozy ont été organisées hier soir dans plusieurs villes, dont Paris. – AFP

Relation privilégiée avec Bush ?

L'administration de George W. Bush compte sur Nicolas Sarkozy pour rétablir avec la France une relation privilégiée mise à mal par la ferme opposition de Jacques Chirac à la guerre en Irak. « Nous savons qu'il y aura des sujets de désaccord mais, il y a certainement de réelles chances de travailler ensemble sur un vaste éventail de questions », a dit hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow. Le président américain a été l'un des premiers à féliciter M. Sarkozy pour sa victoire. Les deux hommes doivent se rencontrer à l'occasion du sommet des pays industrialisés en Allemagne début juin. – AFP

Crise des otages

La première crise que devra gérer Nicolas Sarkozy sera sans doute celle des otages en Afghanistan. Les talibans ont demandé le départ des troupes françaises ou la libération de prisonniers talibans pour libérer le Français Éric Damfreville, enlevé le 3 avril dans le sud-ouest du pays avec trois accompagnateurs afghans et une collègue française, qui a été relâchée le 28 avril. Dimanche, ils ont repoussé leur ultimatum jusqu'à « la formation d'un nouveau gouvernement » en France. Ils ont compris qu'ils avaient intérêt à faire de cette affaire « un test du nouveau président », a estimé François Géré, de l'Institut français d'analyse stratégique. – AFP

Résultats des tirages du:									
2007-05-07									
Logo	Jour	Mois	Année	Signe	Logo	178	8105		
Astus	30	FÉVRIER	67	VIERGE	Logo	178	8105		
Logo	01	03	04	08	13	14	17	25	32
Logo	38	39	41	46	47	52	56	58	62
Logo	2717925*	PARIEZ SUR LE BASEBALL ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 5.							
*décomposable dans les deux sens									

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

BMW X3



Le plaisir de conduire.™

bmwmontreal.ca

Montréal
BMW Canbec
 4090, rue Jean-Talon Ouest
 514.731.7871
 www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
 16710, aut. Transcanadienne
 Kirkland
 514.695.6662
 514.343.3413
 www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
 2450, boul. Chomedey
 450.682.1212
 514.990.2269
 www.bmwval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
 8400, boul. Taschereau Ouest
 Brossard 450.445.4555
 Montréal 514.875.4415
 www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
 1633, boul. Armand-Frappier
 450.922.1633
 514.875.4400
 www.bmwsteiejulie.com



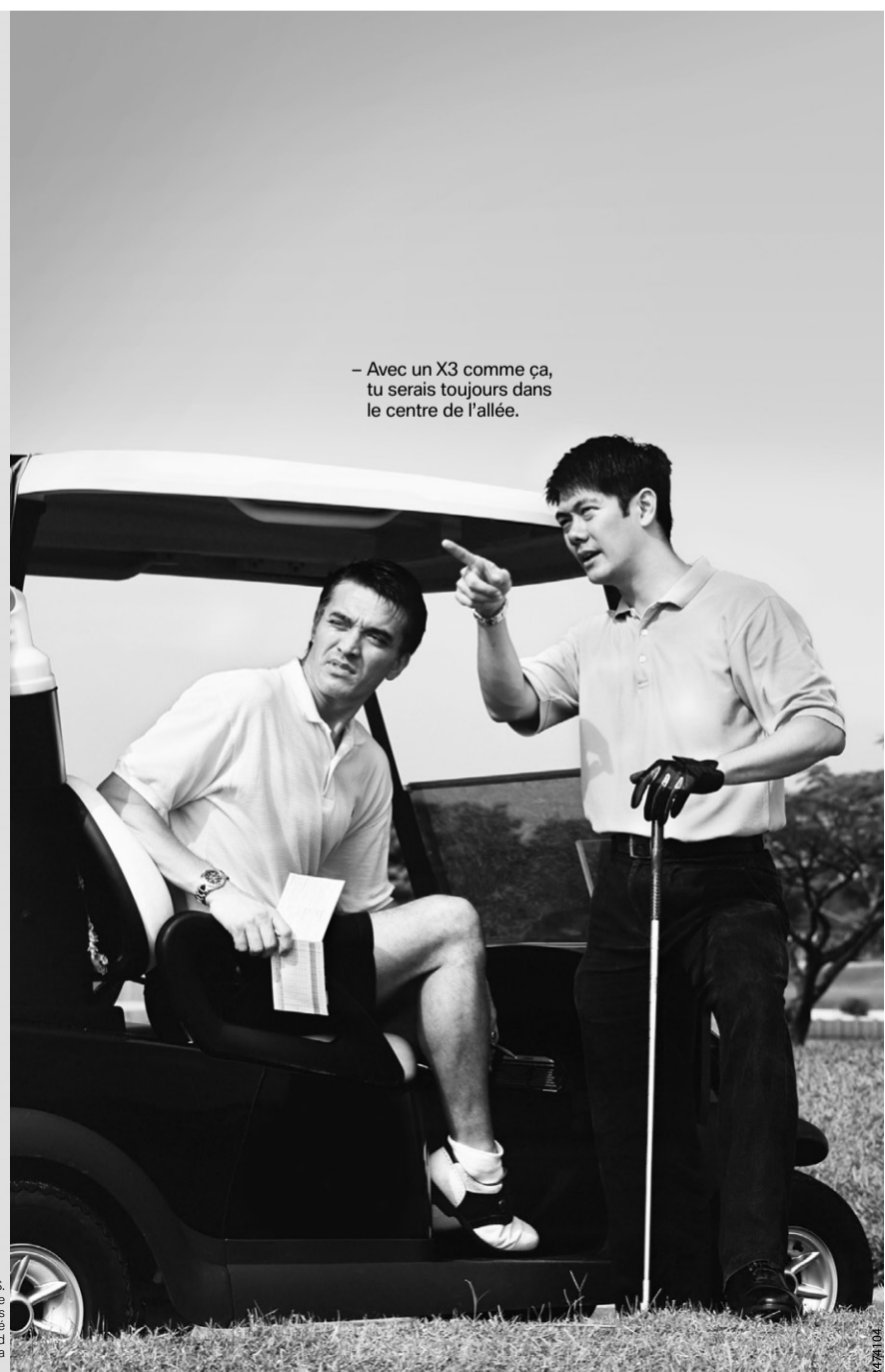
BMW X3 3.0 2007 à partir de

499 \$

/mois pendant 39 mois

INCLUANT
 LE PROGRAMME
 D'ENTRETIEN

Mensualité	Comptant
499 \$	3 900 \$
535 \$	2 500 \$
605 \$	0 \$



– Avec un X3 comme ça, tu serais toujours dans le centre de l'allée.

Une défaite et une victoire pour les Clichois

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

CLICHY-SOUS-BOIS — « Et alors, tu as voté Sarkozy? »

« Bien sûr! »
C'était la blague de la journée dimanche à Clichy-sous-Bois. Les électeurs de la cité en bordure de Paris, foyer des émeutes de 2005, n'avaient qu'une idée tête : couronner « Ségo ». Ou plutôt, faire obstacle à Nicolas Sarkozy.

La seule mention de l'ancien ministre de l'Intérieur faisait grincer des dents les résidents. « On ne prononce pas le nom de Sarkozy à Clichy! » dit à *La Presse* une Française d'origine sénégalaise, avant de s'éloigner avec un sac de vêtements sur la tête.

Pour les Clichois, le nouveau président de France est le symbole de tous leurs malheurs depuis l'automne 2005. Deux adolescents, Ziad et Bouna, avaient été électrocutés par un transformateur électrique en voulant échapper à la police. Des émeutes avaient éclaté dans plusieurs cités au nord de Paris.

Nicolas Sarkozy avait répondu avec une promesse : nettoyer au Karscher – un nettoyeur ultra-puissant – les banlieues de leur « racaille ». Des termes que les jeunes de Clichy-sous-Bois, où près de la moitié des habitants ont moins de 25 ans, ne lui ont jamais pardonnés.



Foyer des émeutes de 2005, Clichy-sous-Bois, en banlieue de Paris, est resté calme malgré l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence. Toutefois, la victoire du chef de l'UMP a donné lieu à quelques échauffourées dans des grandes villes de France comme à Lyon (notre photo).

PHOTO JEAN-PHILIPPE KSIAZEK, AFP

Au quartier des Bosquets, le plus pauvre de la commune, les immeubles défraîchis découvrent leurs carcasses. Des graffitis « Fuck la police » défigurent les façades des commerces. Des adolescents s'exercent à rouler sur la roue arrière de leurs mobylettes bruyantes.

Pour Sofiane Barret, ouvrier de

30 ans aux allures de caïd, la petite ville qui compte 30 % de chômeurs va exploser à nouveau. « Sarkozy est un mini-Le Pen, dit-il. Sa victoire, c'est de la dynamite. »

Devant un bureau de vote, Saïda Bellouth venait de voter pour la première fois. « Sarkozy est un raciste. Je n'aime ni sa politique d'emploi,

ni sa conception des immigrants », dit l'étudiante de 22 ans.

Le maire de la commune, Claude Dilain, a fait son apparition quelques minutes plus tard. « J'ai bien averti les jeunes qu'en se révoltant, ils passeraient de victimes à coupables aux yeux des Français », explique-t-il.

L'organisme civique AC Le Feu a tout fait pour calmer le jeu, le jour du vote. Créée au lendemain des émeutes, l'association a rédigé un « contrat social et citoyen » réclamant entre autres moins de répression policière et un meilleur accès au logement. Ségolène Royal est la seule candidate des grands partis à l'avoir signé.

Une gifle

Dimanche, 200 jeunes discutaient dans la cour du quartier général de l'organisme. Aucun drapeau français en vue, seulement une banderole avec le slogan « Voter, c'est exister! ». Des dizaines de personnes suivaient les résultats sur un téléviseur.

En voyant le visage de Sarkozy, un plaisantin lance : « On va tous mourir! », provoquant des rires. Un autre fait semblant de cracher sur l'écran. À quelques secondes de la fin du suspense, les gens se bousculent pour voir le gagnant. À la vue de leur nouveau président, ils ont l'air dégoûté. Certains partent en vitesse.

Deux hommes fument une cigarette en silence, le regard baissé. « Après s'être donné la peine de voter, c'est comme une gifle, dit Adama Sane, 22 ans. Sarkozy me fait peur, c'est un frustré. Il porte des talonnettes, pour moi ça dit tout. »

Même si sa favorite n'a pas été élue, Mehdi Bigaderne, d'AC Le Feu, savourait une autre victoire : la nouvelle fièvre démocratique des Clichois.

« Les jeunes ont répondu à l'appel, se félicite-t-il. Il y aura des législatives – pour élire les représentants de l'Assemblée nationale – dans un mois. Le combat n'est pas fini. »

MBA EXECUTIF DE CORNELL~QUEEN'S ET MBA EXECUTIF DE QUEEN'S PROGRAMMES OFFERTS ICI À MONTRÉAL.

SÉANCE D'INFORMATION

LE MERCREDI 9 MAI

de 12 h 15 à 13 h 15 (dîner fourni)

ou de 17 h 30 à 18 h 30

Fairmont Le Reine Élizabeth

900, boulevard René-Lévesque Ouest

UNE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE. UN DIPLÔME « IVY LEAGUE ». UNE OCCASION UNIQUE.



INTERNATIONAL • IVY LEAGUE • UNIQUE



Obtenez un MBA à la fois de Queen's et de Cornell tout en travaillant, ici même à Montréal.

Le MBA exécutif de Cornell~Queen's, un programme unique au monde, permet aux gestionnaires occupant un emploi au Canada ou aux États-Unis de prendre part à une expérience partagée de MBA exécutif d'une université membre de la « Ivy League ».

Une expérience internationale d'apprentissage de la gestion

Deux des meilleures écoles de gestion du monde ont conclu un partenariat afin d'élaborer un programme d'enseignement novateur, par l'entremise de cours entièrement intégrés donnés au Canada et aux États-Unis, sous la direction du corps enseignant réputé de Queen's et de Cornell.

Deux diplômes renommés d'envergure d'internationale

Cornell est l'une des universités fondatrices de la « Ivy League ». Queen's est la meilleure école de gestion du Canada. Vous pouvez obtenir un MBA de ces deux établissements d'enseignement en 17 mois, tout en travaillant.

Perspectives de carrière illimitées

Ce programme exceptionnel, offert dans des grandes villes du Canada et des États-Unis, vous permettra d'acquérir une perspective et un réseau internationaux, ainsi que des compétences qui vous ouvriront des portes sur le monde.

LE MEILLEUR MBA EXÉCUTIF AU CANADA, MAINTENANT PERSONNALISÉ POUR VOUS.



INTÉGRÉ • PERSONNALISÉ • TRANSFORMATIONNEL



Obtenez un MBA de Queen's en 15 mois, tout en travaillant, ici même à Montréal.

La Queen's School of Business offre le seul programme de MBA exécutif au Canada personnalisé en fonction de vos atouts et conçu pour vous permettre d'atteindre vos propres objectifs.

Apprentissage transformationnel fondé sur le travail d'équipe

Notre modèle d'apprentissage fondé sur le travail d'équipe constitue la structure permettant d'acquérir les compétences indispensables en leadership et en travail d'équipe nécessaires à la réussite en affaires de nos jours.

Pensée interfonctionnelle intégrée

Grâce à une combinaison de cours en classe, d'études de cas, de simulations et de projets en contexte réel, vous adopterez une approche intégrée et interfonctionnelle à la résolution de problèmes.

Personal Learning Pathway^{MC}

Seule la Queen's School of Business met à votre disposition le Personal Learning Pathway^{MC} (Parcours d'apprentissage personnel), un ensemble personnalisé d'encadrement personnel et d'occasions de perfectionnement qui s'appuie sur vos forces.

Choix de spécialisation

Adaptez le programme à vos objectifs de carrière en optant pour l'une des trois spécialisations : finances, commerce international et marketing.

Pour en savoir plus sur ces deux programmes de MBA exceptionnels, contactez-nous dès maintenant ou assistez à une séance d'information.

Sans frais : 1-888-393-2622

Courriel : execmba@business.queensu.ca ou cqemba@business.queensu.ca

Site Web : www.execmba.com ou www.cqemba.com

Ces programmes et la séance d'information sont uniquement offerts en anglais.

L'EXCELLENCE DE L'ENSEIGNEMENT. UNE EXPÉRIENCE EXCEPTIONNELLE.



FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Tout ça pour ça!



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Il s'en est dépensé de l'énergie depuis l'annonce, en mars 2006, de la vente d'une portion du parc national du Mont-Orford. En l'espace d'un an, on aura vu passer un projet de loi, une commission parlementaire, un appel d'offres, le rapport du comité Nicolet, une négociation en extremis avec les employés syndiqués du centre de ski qui menaçaient de faire la grève... Tout ça pour en arriver à l'annonce d'hier : la vente est annulée.

Non seulement le gouvernement Charest renonce à sa mauvaise idée mais en outre, il accorde deux ans aux intervenants de la région afin qu'ils arrivent à un consensus sur l'avenir du centre de ski et du club de golf.

Quelle perte de temps et surtout, quelle absurdité quand on songe qu'au départ, le ministre de l'Environnement de l'époque, Claude Béchar, justifiait la décision de son gouvernement par le fait qu'il ne voulait pas dépenser un sou de plus dans cette aventure.

Or non seulement son successeur, Line Beauchamp, va devoir résilier le contrat du locataire, André L'Espérance, (ce qui devrait coûter autour de 10 millions) mais en outre, le gouvernement devra payer durant deux ans pour l'aménagement et l'entretien du parc, tel que prévu dans la loi 23. En d'autres mots, les contribuables vont casquer pour les erreurs de jugement d'un gouvernement et de son ministre de l'Environnement responsable du dossier, Claude Béchar.

Le côté positif de cette annonce, car il y en a un, c'est qu'on ne

vendra finalement pas une portion du parc à des intérêts privés. Mieux encore, le parc sera agrandi puisqu'en guise de compensation, le gouvernement avait acquis des terrains au cours de la dernière année. À l'heure qu'il est, la coalition S.O.S. Orford et ses supporteurs doivent déjà avoir sablé le champagne. Les sorties publiques dans les médias, les manifestations et le spectacle-bénéfice Sauvons Orford n'auront pas été vains. L'annonce de Line Beauchamp n'aurait pas eu lieu si le gouvernement Charest avait été majoritaire, sans l'opposition adéquate dans les mollets.

Il s'agit enfin d'une excellente nouvelle pour les intervenants régionaux : les voilà enfin débarrassés d'un facteur irritant majeur, le locataire André L'Espérance, qui n'inspirait guère plus confiance. On repart donc à zéro dans un climat plus sain où les rumeurs de complot n'ont plus leur raison d'être. Les principaux acteurs économiques et touristiques de la région disposent de deux ans pour arriver à une solution. Pour des gens habitués à réagir avec un fusil sur la tempe, ce sont des conditions beaucoup plus favorables à la réflexion. Est-ce que cela signifie qu'on accouchera d'un projet de centre de ski alpin? Il est trop tôt pour le dire. Qui sait, cette saga aura peut-être permis à la région de faire le deuil d'un centre de ski alpin sur le mont Orford? Dans son plan de développement, l'organisme Tourisme Cantons-de-l'Est propose de transformer Orford, Owl's Head et Sutton en stations de montagne quatre saisons dans lesquelles on offrirait plusieurs activités, pas seulement du ski alpin. C'est une proposition, et il y en aura sûrement d'autres au cours des prochains mois.

Chose certaine, la saga Orford aura été un beau gâchis politique qui en aura épuisé plus d'un et, surtout, qui aurait pu être évitée.

Un Sarko québécois?



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Les politiciens étrangers nous paraissent souvent plus attrayants que les nôtres; la distance rend les défauts moins visibles. Tout en gardant cela à l'esprit, il y a quelque chose dans la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française qui devrait rendre les Québécois envieux.

Voici un homme qui s'est forgé des valeurs et des convictions

condition essentielle d'une intégration réussie et parce que cela sera un signe de leur volonté de respecter notre culture ».

Sur l'école, il dit : « Je suis pour que les élèves se lèvent quand les professeurs entrent dans les classes. Je souhaite que l'école devienne un lieu sans violence, sans portable, sans casquette, sans cigarette. »

Sur l'Europe, il s'oppose catégoriquement à l'entrée de la Turquie. Sur l'environnement, il promet une « fiscalité écologique » mais il refuse de mettre au rancart l'énergie nucléaire : « Ceux qui vous disent qu'ils vont renoncer au nucléaire vous font, au mieux, de fausses promesses, au pire mettent gravement en danger notre indépendance. »

On rêve qu'au Québec se lèvent un ou deux Sarkozy. Des gens dont les idées ne s'inspirent pas des plus récents sondages, mais d'expérience et de réflexion. Des leaders qui veulent le pouvoir pour mettre en oeuvre leurs idées au lieu de chercher les idées qui les mèneront au pouvoir.

Ici, les fédéralistes n'osent pas se dire tels. Les souverainistes font tout pour semer la confusion quant à leur objectif et à ses conséquences. Les adéquistes ne veulent pas préciser où ils logent.

Que pense, au fond de lui-même, Jean Charest? Quelles sont les valeurs qui l'animent? L'homme fait de la politique depuis plus de deux décennies et il est encore bien difficile à cerner. En quoi croit Mario Dumont? Comment peut-il à la fois s'inquiéter de la dette du Québec tout en combattant des hausses des primes de l'assurance automobile sans lesquelles le régime sombrera dans le rouge? Au nom de quelles idées André Boisclair s'accroche-t-il à la direction du Parti québécois?

Nicolas Sarkozy dit croire au « pouvoir de la vérité ». Le résultat du scrutin de dimanche lui a donné raison et, surtout, lui confère un mandat de « rupture » sans équivoque. Qui, au Québec, aura le courage d'en tirer les leçons?



sergechappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Rupture improbable

PASCAL BONIFACE



L'auteur est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), à Paris

L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République suscite en France comme à l'étranger espoirs et craintes sur l'avenir de la politique étrangère française. Ces attentes contradictoires concernent une éventuelle rupture avec la diplomatie traditionnelle de la V^e République. Elle reposerait sur une vision de la construction européenne désormais proche de celle des Britanniques, un virage stratégique pro-américain, la fin d'une politique active dans et avec le monde arabe au profit de la réaffirmation prioritaire de l'alliance avec Israël. Certains présentent ces options comme une approche modernisée des affaires internationales, d'autres estiment qu'il ne s'agit en fait que d'un retour aux fondements suivis sous la IV^e République.

Il constituerait de toutes façons un changement clair et net de notre politique étrangère. Nicolas Sarkozy la mettra-t-il en oeuvre? Les véritables ruptures sont extrêmement rares dans les politiques extérieures des États, souvent comparées à de lourds tankers dont on ne peut modifier le cours brusquement. L'histoire, la géographie, les traditions et surtout les intérêts sont des marqueurs puissants que l'on ne peut balayer d'un revers de main.

Au-delà des postures de campagne, la part de continuité est généralement plus forte que celles des changements. Se rappelle-t-on que Jacques Chirac, présenté aujourd'hui comme le champion de l'opposition aux États-Unis et de la promotion du multilatéralisme, avait commencé son premier mandat avec la reprise des essais nucléaires français et la tentative de réintégrer la France dans l'OTAN? Que Mitterrand, qui a déclaré à l'Élysée « la dissuasion c'est moi », s'était opposé à la création de la force de l'Europe par De Gaulle?

Au cours des derniers mois, on a vu deux attitudes successives de Nicolas Sarkozy. Avant d'être désigné candidat et afin de marquer sa différence avec Jacques Chirac, il insistait sur la mise en place d'une nouvelle politique étrangère. Il acceptait avec

satisfaction le surnom de « Sarko l'américain », déclarait aux ambassadeurs arabes stupéfaits, que sa priorité était la relation avec Israël. À partir du moment où il a été investi, il a repris une tonalité plus gaullienne. Il a réaffirmé la justesse à ses yeux des grandes prises de position de la France sur la scène internationale, notamment l'opposition à la guerre d'Irak.

Stature moins partisane

Devenu président, il prend obligatoirement une nouvelle stature, moins partisane. Une de ses premières urgences sera de reprendre le cours de la construction européenne stoppé par le non français au référendum en mai 2005. Il choisira la voie prudente de la ratification parlementaire, mais dans sa déclaration, suivant l'annonce de sa victoire, il a affirmé prendre en compte la voix des peuples qui veulent être protégés. C'est un signe en direction de ceux qui ont voté non.

Il a salué l'amitié historique avec les Américains, mais a tenu à rappeler que cela s'accompagnait du droit à penser différemment. Il a notamment insisté sur le « devoir » qu'ont les États-Unis de ne pas faire obstacle à la lutte contre le réchauffement climatique dont la France fera « son premier combat ».

Si Nicolas Sarkozy voulait se rapprocher des États-Unis, les marges de manœuvre sont étroites surtout avec l'administration Bush. Et très souvent, les volontés initiales des présidents français de se rapprocher des

Les véritables ruptures sont extrêmement rares dans les politiques extérieures des États, souvent comparées à de lourds tankers dont on ne peut modifier le cours brusquement.

États-Unis (De Gaulle inclus, qui avait proposé en 1959 de créer un triumvirat américano-britannico-français au sein de l'OTAN) se sont heurtées à des fins de non-recevoir de Washington. Bref, le plus probable est que la France continue de jouer le rôle d'allié des États-Unis sans s'aligner sur eux et fasse entendre sa différence lorsqu'elle le juge nécessaire.

Enfin en disant que c'est en Méditerranée que tout va se



PHOTO DAMIEN MEYERA, AFP

Les unes des journaux français au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy.

jouer, Nicolas Sarkozy admet que les relations entre monde occidental et monde musulman sont une question-clé. Il est certain que son inclination personnelle est plus pro-israélienne. Il ne s'est jamais rendu dans les territoires occupés, alors qu'il a fait de nombreux déplacements dans l'État hébreu. D'ailleurs, 84 % des Français établis en Israël, qui d'habitude penchent plutôt à gauche, ont voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle, fait sans précédent.

Mais le rêve de paix pour la Méditerranée évoqué par Nicolas Sarkozy ne pourra se faire sans un règlement du conflit israélo-palestinien. Et la France ne pourra maintenir son influence dans la région et de bonnes relations avec les pays arabes si elle déserte le dossier israélo-palestinien. Aux Africains, il cherche à faire passer son message impopulaire sur l'immigration restreinte par des promesses d'aide au développement.

Les cinq premiers présidents de la V^e République aux tempéraments différents ont forgé un héritage diplomatique commun. Si aucun successeur du Général de Gaulle n'a rompu avec lui, c'est tout simplement parce qu'ils estimaient tous qu'il en allait de l'intérêt national du pays dont le président est comptable. Le plus probable est que le 6^e ne fasse pas exception à la règle.

La bataille des éléphants



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

La victoire est certes déterminante : c'est la première fois depuis 1974 qu'un candidat à la présidentielle triomphe à sa première tentative, et, qui plus est, avec le score le plus élevé depuis de Gaulle, exception faite de Mitterrand en 1988. Le taux de participation, à 85 %, étant en outre exceptionnellement élevé, la légitimité démocratique est incontestable.

Mais il reste l'étape cruciale des élections législatives. Le nouveau président aura les mains libres seulement si la droite emporte la majorité des sièges.

Les sondages annoncent, pour l'instant, un avantage de quelques points au parti de Sarkozy. Le futur parti « centriste » que François Bayrou entend fonder n'est encore qu'un projet, nul ne sait s'il deviendra une force réelle. (Ce que l'on sait toutefois, c'est que malgré ses prétentions à jouer les « king makers », Bayrou a finalement pesé pour bien peu dans la balance : même s'il les avait appelés implicitement à voter pour M^{me} Royal, ses électeurs se sont répartis également entre les deux candidats.)

Surtout, c'est dans la division que le Parti socialiste se dirige vers les législatives.



Ségolène Royal s'en est fort bien tirée. Grâce au taux élevé de participation, elle a récolté plus de votes en chiffres absolus que Mitterrand lors de sa réélection de 1988. Dimanche soir, elle avait l'air radieux d'un vainqueur, manifestement convaincu que c'est sous sa houlette que s'opérera la « refondation » du vieux Parti socialiste, dont de plus en plus de militants estiment qu'il doit se débarrasser de ses oripeaux marxistes et opter pour la social-démocratie, à l'instar des autres partis socialistes européens.

Mais les personnalités dominantes du PS ne l'entendent pas de cette oreille, elles qui n'avaient de toute façon jamais cru que la candidate était à la hauteur de ses ambitions. Les règlements de comptes ont commencé. Ceux qui auraient voulu être candidat aux présidentielles – les Strauss-Kahn et les Fabius, et même François Hollande, le premier secrétaire du PS qui s'est stoïquement effacé lorsque la mère de ses quatre enfants a décidé de lui couper l'herbe sous le pied – n'entendent aucunement s'éclipser devant la candidate défaite.

Ségolène Royal s'en est fort bien tirée. Dimanche soir, elle avait l'air radieux d'un vainqueur, manifestement convaincu que c'est sous sa houlette que s'opérera la « refondation » du vieux Parti socialiste.

Dimanche, à la télévision, c'est l'ancien ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn, qui a ouvert les hostilités. Portant « un jugement sévère sur le fonctionnement du PS depuis cinq ans » (comme par hasard, c'est depuis cinq ans que M. Hollande en est le premier secrétaire!), M. Strauss-Kahn s'en prend ensuite à celle qui l'a battu aux « primaires » du PS : alors que l'entourage de M^{me} Royal se félicite de sa performance, il s'agit au contraire, dit l'ancien ministre, d'une « grave défaite ». Lui, en tout cas, est « disponible » pour mener à bien la « refondation social-démocrate » qui s'impose.

Remarque tout aussi pointue de la part de l'ancien premier ministre Laurent Fabius, défait lui aussi aux « primaires » : la campagne pour les législatives, dit-il, devra être menée « collégialement ». « La victoire, poursuit-il, ne peut être que collective. La gauche, c'est le 'nous', ce n'est pas le 'je'... ». Allusion directe à la campagne en solitaire menée par Ségolène Royal, qui a toujours parlé au « je », jamais au « nous »... Fabius, rappelons-le, loge ailleurs. Loin d'être un partisan de la « social-démocratisation » du parti (comme il le fut alors qu'il était au pouvoir), il s'est métamorphosé en socialiste pur et dur depuis qu'il a rejoint, avec l'extrême gauche, le camp du « non » lors du référendum sur la constitution européenne.

François Hollande, plus que jamais crucifié entre l'arbre et l'écorce, affichait une moue sceptique en regardant à l'écran du studio une Ségolène au bord de l'euphorie, affichant son intention de devenir le leader naturel du « grand mouvement » qu'elle avait incarné pendant la campagne. Il a insisté sur le fait que « comme premier secrétaire (autrement dit président) du parti », c'est lui qui dirigera la campagne aux législatives, « avec tous les talents, toutes les personnalités du Parti socialiste qui ont leur place et leur rôle ». À quoi la garde rapprochée de M^{me} Royal répliquait que la candidate jouera « un rôle central » et dénonçait au passage les « pièges » tendus pendant la campagne par les bonzes du parti qui n'attendaient que sa chute...

La bataille des éléphants, dont M^{me} Royal fait maintenant partie, a commencé. Les pachydermes sont lents à bouger, mais quand ils foncent...

Une bonne affaire ?

Avec l'OPA d'Alcoa sur Alcan, le siège ultime du pouvoir sera à New York, non à Montréal

MICHEL MAGNAN



L'auteur est titulaire de la chaire Lawrence Bloomberg de l'École de gestion John-Molson, à l'Université Concordia.

Après Inco, Falconbridge, Dofasco et Algoma, c'est maintenant au tour d'Alcan d'être la cible d'un acquéreur étranger, Alcoa. Pourquoi cette vague récente d'acquisitions d'entreprises de ressources naturelles canadiennes? Quelles en sont les conséquences pour le Québec et le Canada?

En raison des prix élevés obtenus sur les matières premières, les entreprises de ressources naturelles affichent des résultats records. Toutefois, pourquoi Alcan est-elle la cible? Premièrement, Alcan a une structure d'actionnariat dispersée sans actionnaire de contrôle : son plus important actionnaire est une société de portefeuille américaine avec 5 % des actions. Deuxièmement, Alcan a procédé à une acquisition importante en 2004 (Pechiney) et s'était dotée d'un nouveau PDG en 2006. Troisièmement, le secteur des ressources naturelles fait l'objet d'une consolidation à l'échelle mondiale. Alcoa a récemment perdu son titre de leader mondial au profit de Russian Aluminium, elle-même issue d'une fusion.

Numéro 3, Alcan devenait une cible de choix pour ces deux joueurs désireux de consolider leur position concurrentielle et aux finances plus solides. Quatrièmement, il faut observer que le projet avorté de fusion Alcan-Pechiney-Alusuisse, annoncé en 1999, prévoyait déjà que le PDG serait localisé à New York et que les deux derniers PDG d'Alcan sont américains, la majorité des membres du conseil étant étrangers.

Les conséquences d'une telle transaction sont multiples. D'une part, les actionnaires canadiens d'Alcan devront réinvestir leurs gains à l'étranger, les opportunités de placement dans les sociétés canadiennes de ressources naturelles devenant plus restreintes. La Bourse de Toronto perd également une inscription importante, continuant ainsi sa marginalisation à l'échelle mondiale. D'autre part, il faut voir que le titre d'Alcoa a également grimpé, enrichissant ses actionnaires de 3 milliards.

C'est donc dire que les synergies annoncées de 1 milliard US sont prises au sérieux. On peut entrevoir : 1) l'élimination des doublons en administration, marketing et gestion financière, 2) la fermeture des installations aux coûts de production élevés, la production étant transférée aux installations plus productives, 3) la cession d'actifs secondaires. A court terme, les installations de production âgées risquent donc la fermeture. Quoique Alcoa annonce le maintien d'un siège social à Montréal pour les activités d'alumine et de métaux primaires, sa marge de manœuvre reste

inconnue. Plusieurs sociétés étrangères ont des directions canadiennes de façade, les décisions stratégiques étant prises ailleurs. Une telle situation pourrait limiter sérieusement les opportunités de carrière pour nos diplômés.

La transaction modifiera les rapports de force avec les gouvernements et les syndicats. L'entreprise issue de la fusion renforcit sa position dans toute négociation avec le gouvernement : le siège ultime du pouvoir est à New York, non à Montréal, ses possibilités d'affaires sont mondiales et le poids relatif des activités canadiennes dans l'empire Alcoa sera relativement modeste (moins de 10 % des employés). D'autre part, l'accès à un réseau international d'alumineries intégrées donnera l'avantage à Alcoa dans toute négociation collective, la production pouvant facilement être rééquilibrée en cas de conflit.

À mon avis, la transaction confirme que plusieurs de nos entreprises canadiennes sont régies par un modèle de gouvernance financière, ce qui plaît aux investisseurs institutionnels ayant essentiellement une clientèle de rentiers. Hier, les actionnaires d'Alcan ont bénéficié d'une plus-value de plus de 8 milliards US (20 millions pour le seul PDG). Toutefois, la dimension stratégique de la gouvernance semble évacuée car perçue comme trop risquée. Or, le développement de leaders mondiaux demande une vision à long terme. Malgré ses atouts, le Canada a perdu sa chance de devenir le centre du monde dans le domaine des ressources naturelles.

LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

André Boisclair: des jours sombres

M. Boisclair,

Nous soussigné-e-s, tous et toutes approchant la soixantaine, avons repris notre carte de membre lorsque nous avons appris que vous étiez dans la course à la chefferie du PQ après le départ de M. Landry. À nos yeux, vous représentiez un vent de changement, la jeunesse et le dynamisme qui semblaient faire défaut au sein du parti depuis un bon moment. Vous vous êtes bien tiré d'affaire pendant la campagne électorale. Malheureusement, les Québécois francophones n'ont pas été sensibles à ce que vous représentiez. Le maigre résultat obtenu vous est-il imputable? À cette question, nul ne saurait donner de réponse définitive. En revanche, il est en votre pouvoir de fournir une réponse définitive sur votre leadership et mettre ainsi un terme au malaise qui affecte présentement le PQ. Il vous suffit simplement d'offrir dignement votre démission. Il serait vraiment dommage que vous deveniez le premier chef de ce noble parti à laisser discorde, amertume et division sur les traces de votre passage dans l'histoire du Québec. Vous méritez beaucoup mieux que ça.

Diane Turcotte, Jacques Aubé, Pauline Vachon, Huguette Massicotte, Richard Blanchard et Yvette Saucier

De la télé réalité

La saison régulière de Gérard D. Laflaque étant terminée et la prochaine de *Loft Story* s'annonçant déjà avec éclat, le PQ et le BQ ou leurs chefs semblant envier celui-ci ou s'ennuyer de celui-là, auraient-ils résolu de se lancer à fond de train dans l'un de leurs meilleurs mélodrames de télé réalité de tous les temps? C'est en tout cas ce dont ils donnent la triste impression.

Denis Beaulé
Montréal

Enfin utile, le coffre à outils

Maintenant que l'on voit André Boisclair planter frénétiquement les clous de son cercueil politique, la boîte à outils prend tout son sens.

Daniel Savard
Beloil



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Deux jours avant les élections du 26 mars, Gilles Duceppe et André Boisclair participaient à un rassemblement péquiste à Laval.

Une manœuvre douteuse

Est-ce possible que les déclarations de M. Boisclair à l'endroit de M. Duceppe ne soient pas simplement un manque de jugement mais plutôt un geste totalement volontaire visant à discréditer celui qui se présente désormais comme son principal adversaire? M. Boisclair ne considérera peut-être pas sa manœuvre comme suicidaire étant sans doute lui-même bien conscient qu'il est déjà logé à un point de non-retour dans le couloir politique de la mort. Dans cette perspective, pourquoi ne pas asséner quelques coups à M. Duceppe afin de le déprécier en le faisant paraître comme un personnage hypocrite et magouilleux?

Luc Bourgoin
Blainville

Au suivant!

Les paris sont ouverts. Combien de mois, ou plutôt, combien de jours André Boisclair pourra-t-il résister à la bourrasque qui secoue le Parti québécois en égard à son leadership? Les dés sont déjà jetés, et il le sait très bien. Comme c'est coutume au PQ, « au suivant »!

Armand J. Doré
Anjou

Le dernier faux pas

Duceppe coupable ou pas? On s'en fiche! Mais une erreur magistrale d'André Boisclair. La dernière sans doute. En exposant ses rancœurs personnelles, non seulement il se suicide, (un moindre mal), mais il assomme le clan souverainiste qu'il s'était donné à défendre. La pente qu'il a prise ne se remontera pas. Les souverainistes ont maintenant des décisions importantes à prendre. Et vite! Charest s'en trouve soulagé. Et le pouvoir lui donne la chance de se refaire. Mario Dumont exulte! Il voit l'ADQ renforcé et promu comme le parti de l'avenir.

Georges LeSueur
Chicoutimi

Non au recyclage!

J'en ai marre de tous ces chefs qui brassent toujours la même soupe qui ne cesse de s'épaissir, dans le sens de devenir « épaisse ». Le salut du Parti québécois, si salut il doit y avoir, passera par du sang neuf. Les Drainville ou les Curzi. Sûrement pas par le recyclage sur la scène provinciale d'un petit coq de combat qui s'imagine que le soleil cessera de se lever, s'il devait ne plus chanter.

Serge M. Vaillancourt
Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



Prêt-à-porter féminin
4 JOURS SPECTACULAIRES!

20-40%
DE RABAIS
PRINTEMPS ÉTÉ '07

Sarah Pacini • Cambio • Nougat
Save the Queen • Tara Jarmon
Franco Mirabelli • Teri Jon • Cynthia Steffe

mercredi 9 mai • 10h - 19h
jeudi et vend 10-11 mai • 10h - 21h
samedi 12 mai • 10h - 17h
Fermé dimanche

4922 rue Sherbrooke ouest, Westmount
entre Claremont et Prince Albert (514) 484-1777

3-80-1576A

Harper félicite Sarkozy

Les deux dirigeants ne sont cependant pas d'accord sur tous les sujets

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre, Stephen Harper, a salué la victoire de la droite à l'élection présidentielle française par un coup de fil de félicitations au candidat désigné, Nicolas Sarkozy.

M. Harper a pris l'initiative de cet appel de courtoisie — habituel dans ce genre de circonstances — qui a duré environ une dizaine de minutes.

Même si les deux hommes sont, en termes généraux, de la même famille politique, il n'est cependant pas dit qu'ils soient sur la même longueur d'onde sur tous les sujets. La question environnementale est un exemple où M. Sarkozy semble beaucoup plus convaincu que le premier ministre canadien de respecter le protocole de Kyoto. Lors de son discours de la victoire, dimanche, Nicolas Sarkozy s'est en effet déclaré déterminé à faire de la lutte contre le réchauffement climatique son premier combat. Lorsque les deux hommes se rencontreront pour la première fois dans quelques semaines, en marge du sommet du G8 en Allemagne, il est fort possible que cette question soit abordée et que Stephen Harper essue

quelques reproches à propos du récent plan vert qu'il a annoncé.

Déjà, hier, lors de la période des questions, le critique du Bloc québécois en matière d'environnement, Bernard Bigras, a souligné au gouvernement que Nicolas Sarkozy avait lancé l'idée d'une taxe sur le carbone imposée sur les produits provenant des pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto. M. Bigras a précisé que le Canada risque ainsi d'être pénalisé par la France, notamment tous ses exportateurs, surtout ceux du Québec, qui représentent 40 % des exportations du Canada vers la France.

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a abondé dans son sens. « C'est tout à fait vrai, a-t-il dit, que la France va essayer de convaincre l'Europe de faire en sorte que les pays qui ne respectent pas le protocole aient des difficultés commerciales. La Californie a déjà laissé savoir qu'elle pourrait faire la même chose. »

En attendant, M. Harper a félicité le président français désigné pour sa victoire. Selon le porte-parole du premier ministre, Dimitri Soudas, le ton était amical et cordial. « Nicolas Sarkozy a fait part de son affection, et de celle de sa famille, pour le Canada. Il s'est également dit enthousiaste

à l'idée de travailler avec le premier ministre au cours des prochaines années. »

M. Harper a notamment été impressionné par la victoire « décisive et impressionnante » du candidat de l'UMP et, également, par le taux très élevé de participation des Français au scrutin (85 %).

Déjà les deux hommes ont discuté de leur prochaine rencontre en juin au sommet du G8 en Allemagne où, sans aucun doute, la question de la participation du Canada et de la France à la mission de l'OTAN en Afghanistan sera abordée. Les milieux officiels français estiment que face à la recrudescence des attaques de la guérilla talibane et face à l'essor de la production de drogue qui lui fournit d'importants revenus, la seule voie militaire est une impasse en Afghanistan pour les Occidentaux. Il sera intéressant de voir comment M. Harper réagira à ce diagnostic que partage M. Sarkozy et quelles en seront les conséquences pour l'avenir de la mission de l'OTAN.

Le premier ministre a enfin exprimé hier ses condoléances au président désigné et au peuple français qui ont perdu huit Casques bleus lors de l'écrasement d'un avion en Égypte en fin de semaine.

Essayez nos
prêts-à-partir
maintenant



0% DE FINANCEMENT
À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS*



TORRENT

VILLE: 12,2 L/100 km
ROUTE: 8,3 L/100 km

Moteur 3,4 L V6 à ISC de 185 HP • Boîte automatique 5 vitesses • Climatisation • Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Têlédéverrouillage • Lecteur CD • Phares antibrouillard • Système de contrôle StabiliTrak • Banquette arrière coulissante Multi-Flex à dossier divisé 60/40 • Freins ABS à disque aux 4 roues • Roues de 16 po en aluminium • Antipatinage ★★★★★ Sécurité 5 étoiles*

LOCATION 48 MOIS

299\$²

Comptant: 3 601 \$

377\$² Comptant: **0\$**

Préparation et frais de transport de 1 150\$ INCLUS



MONTANA SV6 ★★★★★ Sécurité 5 étoiles*

LOCATION 48 MOIS

279\$²

Comptant: 2 160 \$

329\$² Comptant: **0\$**

Préparation et frais de transport de 1 300\$ INCLUS

VILLE: 13,1 L/100 km
ROUTE: 8,5 L/100 km



VIBE

LOCATION 48 MOIS

229\$²

Comptant: 2 867 \$

294\$² Comptant: **0\$**

Préparation et frais de transport de 1 160\$ INCLUS

VILLE: 7,9 L/100 km
ROUTE: 5,9 L/100 km

PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITEE* + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE† + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIERE‡

PONTIAC
BUICK
GMC

OFFRESPONTIAC.CA

GM



ACTUEL
TENDANCES

Tous les jours dans **LA PRESSE**



Les meilleurs amis de Maman.

La reconnaissance.
Inspirée par Birks.

De la collection Birks Blue® à signature saphir.
Pendentif à solitaire à partir de 1 700 \$.
Bracelet orné de diamants, à partir de 4 900 \$.
Boucles d'oreilles, à partir de 2 700 \$.
Bague à diamants main droite, 3 600 \$.



Magasinez avec nous en ligne ou à votre magasin Birks préféré. Visitez le www.birks.com ou composez le 1.800.682.2622.

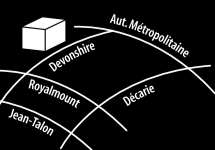
Salon de beauté

COLLECTION TURKEY HILL® EN EXCLUSIVITÉ CHEZ FRASER

Nous sommes fiers, chez Fraser, de vous offrir en exclusivité la collection *Martha Stewart Furniture* de Bernhardt. Plus spécifiquement, la *Collection Turkey Hill*, qui célèbre la multiplicité des styles, les matériaux seyants, les couleurs intenses et les tissus souples et doux.



Les meubles Fraser
8300, rue Devonshire, Montréal
514 342-0050
www.meublesfraser.com



Des meubles sans pareil !®

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants: Torrent (CL266R7A), Montana SV6 (211416R7A) et Vibe (2SL26R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Taxe de financement à l'achat de 0% pour un terme allant jusqu'à 60 mois offert sur le Torrent 2007 sur approbation de crédit de GMAC seulement. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 c/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0\$ de dépôt de sécurité. 3. Coût de consommation belle que publiée dans l'EngageGuide par Ressources naturelles Canada pour la Vibe avec boîte manuelle 5 vitesses, la Montana SV6 avec boîte automatique 4 vitesses et le Torrent avec boîte automatique 5 vitesses. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontal et latéral) pour la Montana SV6 2007. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontal et latéral) pour le Torrent 2007. La plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 6. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 7. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 8. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 9. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 10. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 11. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 12. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 13. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 14. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 15. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 16. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 17. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 18. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 19. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 20. Selon la plus haute note de sécurité obtenue par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.

3477272A

3-80-2076A

ÉLECTIONS À DATE FIXE

Le NPD exige une réforme complète

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le NPD veut une réforme complète du système électoral avant le prochain scrutin plutôt qu'une approche « à la pièce » que semble privilégier le gouvernement conservateur.

Les conservateurs doivent déposer deux nouveaux projets de loi, cette semaine; le premier sur les prêts de campagne, le second sur la participation électorale.

Selon les députés néodémocrates Paul Dewar et Pat Martin, les conservateurs sont préoccupés par des considérations partisans

et non par une révision complète du système électoral. Les deux députés ont exhorté hier le gouvernement à supprimer toutes les échappatoires ayant trait aux prêts électoraux, à imposer un plafond des dépenses de toute l'année et à cesser de faire de petites retouches afin de mettre en œuvre la véritable équité électorale.

« Nous exhortons le gouvernement à supprimer les échappatoires concernant les prêts électoraux depuis que cette question a été soulevée au sein du comité chargé de la Loi sur la responsabilité, a rappelé le porte-parole du NPD

en matière d'éthique, Pat Martin. La Loi électorale est censée imposer les mêmes règles du jeu à tout le monde, mais c'est beaucoup trop facile de contourner les limites en jonglant avec les dons. »

Échappatoires

Le NPD souhaite que le montant des prêts provenant des particuliers soit limité. Il réclame également que ces prêts se fassent uniquement par l'intermédiaire des institutions financières accréditées. « (Les) failles dans le système au niveau des prêts sont insultantes et injustes, a dit M.

Martin. Personne ne devrait être en mesure d'acheter une élection dans ce pays. Si les initiés bien nantis peuvent contourner le plafond des dons en exploitant les échappatoires au niveau des prêts, le système tout entier est suspect. »

Les néodémocrates estiment que le cycle électoral sera modifié de façon fondamentale puisque les scrutins fédéraux se dérouleront dorénavant à date fixe tous les quatre ans.

Le parti de Jack Layton souhaite l'adoption d'un plafond des dépenses politiques pendant toute

l'année. De cette façon, disent les néodémocrates, aucun parti ne dominera l'horizon audiovisuel de la politique « uniquement par la grâce de la grosseur de son compte de banque ».

Le porte-parole en matière de réforme électorale, Paul Dewar, a reconnu que le gouvernement avait commencé à procéder à « un peu de réforme ». Il a qualifié les tentatives conservatrices de « faibles et de demi-mesures », ajoutant que « les Canadiens s'attendaient à des résultats de grande envergure en ce qui a trait à l'équité et à la réforme électorales ».

Mesure fiscale controversée : le ministre Flaherty fait marche arrière

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a annoncé hier qu'une nouvelle

mesure fiscale controversée serait reformulée afin que les entreprises canadiennes puissent continuer à investir à l'étranger, tout en déduisant les intérêts

dans leur déclaration fiscale.

Pressé de faire marche arrière vis-à-vis de cette mesure annoncée lors du dépôt du budget de mars dernier — dont les entre-

prises canadiennes prétendaient qu'elle aurait pu leur coûter 1 milliard et les rendre moins concurrentielles—, le ministre Flaherty a donc confirmé que

le projet de loi que prépare actuellement le ministère des Finances verrait à ne cibler que les paradis fiscaux et les cumuls d'utilisation.

TRÈS BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE

299\$


/mois

Location 48 mois[†]
Mise de fonds de 2995\$
Dépôt de sécurité de 0\$
Frais de transport et de préparation inclus

Obtenez le 4x4 pour seulement 25\$ de plus par mois


OU 0% de taux de financement à l'achat jusqu'à 36 mois*

FORD ESCAPE XLT 4X2 2008



- Boîte de vitesses automatique
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Six sacs gonflables de série
- Climatisation

Trouvez votre espace.



INCLUANT :

- Système AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité antiroulement exclusif[†]
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Moteur à 4 cylindres en ligne de 2,3 L et de 153 ch

Jetez un coup d'œil à nos autres offres.

Sur route : 7,7 L/100 km**
En ville : 10,3 L/100 km**


FORD EDGE

379\$

/mois

Location 48 mois[†]
Mise de fonds de 4 675 \$
Dépôt de sécurité de 0 \$
Frais de transport et de préparation inclus

OU
0 % de taux de financement à l'achat jusqu'à 36 mois*




FORD FREESTYLE


399\$

/mois

Location 36 mois[†]
Mise de fonds de 3 195 \$
Dépôt de sécurité de 0 \$
Frais de transport et de préparation inclus

OU
0 % de taux de financement à l'achat jusqu'à 60 mois*





Bien pensé

3480941A

3480944

Photos à titre indicatif seulement. * Première mensualité et mise de fonds exigées à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres (Escape et Edge) ou 60 000 kilomètres (Freestyle) et d'autres conditions s'appliquent. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. ** Taux de financement de 0 % à l'achat jusqu'à 36 mois (Escape et Edge) ou 60 mois (Freestyle). Frais de transport de 1250 \$ en sus. ** Selon les données préliminaires de Ford Canada, avec moteur de 2,3 L à 4 cylindres et boîte automatique. † Catégorie : Petits VUS. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés à laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulés en tout temps sans préavis. Votre concessionnaire Ford peut louer ou vendre moins cher. Détails chez votre concessionnaire Ford.

ENVIRONNEMENT

CONGRÈS DE L'ACFAS

Un outil permettra une meilleure gestion du phosphore

BRIGITTE TRAHAN
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — Le phosphore est un élément essentiel à la bonne croissance des plantes sur les terres agricoles. Un excédent de phosphore engendre toutefois de véritables catastrophes pour l'environnement, comme l'eutrophisation (accumulation de déchets organiques dans l'eau) des lacs et l'apparition des algues bleues toxiques.

Les agronomes ont un travail considérable à faire pour conseiller les agriculteurs sur les quantités adéquates d'engrais de synthèse, de fumier ou de lisier de porc qu'ils doivent épandre pour nourrir adéquatement leurs cultu-

res sans que des surplus prennent le chemin des cours d'eau.

Un outil pourrait paraître d'ici 2008 pour permettre aux producteurs agricoles et aux agronomes d'y voir beaucoup plus clair en matière de gestion du phosphore.

Un excédent de phosphore engendre de véritables catastrophes pour l'environnement

Mohamed Chikhaoui fait partie du Centre Brace de l'Université McGill, organisme spécialisé dans la gestion de l'eau. Avec son équipe, il a décidé de poursuivre le développement d'un outil conçu en 1998 et appelé indice de phosphore.

« Cet outil était un bon point

de départ, mais il y manquait certains éléments », dit-il.

Pour comprendre le cycle du phosphore en milieu agricole, explique-t-il, il faut tenir compte d'une équation beaucoup plus complexe qu'on ne l'imaginait au

Centre Brace ont toutefois voulu apporter un éclairage supplémentaire en se demandant comment voyage tout ce phosphore. L'indice de phosphore doit en effet tenir compte de la structure du sol, donc de la manière dont ce dernier retiendra l'eau et les éléments. Dans un sol sableux, les éléments seront davantage dissous. Une structure fine, en échange, conservera des charges plus grandes d'éléments nutritifs.

Mais voici qu'un élément supplémentaire doit être considéré dans l'équation : les précipitations. Les agriculteurs devront, par l'outil que proposera le Centre Brace, apprendre à mieux connaître la façon dont leur terre

s'érode, comment la pluie y ruisselle et quels sont les impacts d'un drainage trop intense des parcelles. Ceci permettra aussi de déterminer quelle largeur de bandes riveraines fera vraiment la différence dans le lessivage du phosphore vers les drains, puis vers les cours d'eau.

« Nous croyons éventuellement pouvoir créer un petit logiciel sous forme de calculatrice grâce à laquelle le producteur et l'agronome pourront faire un bilan beaucoup plus juste du phosphore. Il est important que ce soit assez simple pour être accessible aux producteurs afin de les sensibiliser à cette question qui les concerne directement », explique le chercheur.

Traitement du lisier

Quant aux surplus de lisier de porcs, il ne sera peut-être plus nécessaire de partir à la recherche de nouvelles terres pour les épandre. Une chercheuse de l'Université Laval, Geneviève Aubry travaille actuellement sur la création d'un biofiltre qui permettra à la fois de gérer le phosphore et l'azote du lisier de porc directement à la ferme. Ce biofiltre sera composé de couches superposées de matériaux simples et peu coûteux.

Des recherches pour dépolluer l'impression

BRIGITTE TRAHAN
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — L'imprimerie est sans aucun doute une des inventions les plus extraordinaires de l'humanité, mais aussi une des plus... salissantes.

C'est que pour faire bonne impression (sans jeu de mots), les presses et les rouleaux d'un procédé offset doivent être essuyés très régulièrement, si régulièrement, en fait, qu'une imprimerie moyenne utilisera 10 000 chiffons par jour parce qu'on ne peut utiliser un chiffon plus d'une fois pour essuyer. Évidemment, avec un tel volume, il n'est pas question de les jeter. Pour les réutiliser, toutefois, il faut les laver.

Et c'est là que les problèmes

commencent parce que non seulement l'encre est-elle très polluante, mais pour frotter les pièces, il faut imbibé les chiffons d'un solvant du genre kérosène. Le solvant et l'encre forment une émulsion lors du procédé de lavage, qui ne peut en aucun cas être déversée dans l'environnement, ni traitée par des procédés employés généralement pour les eaux usées.

Serge Alex, du Centre d'étude des procédés chimiques du Québec, s'intéresse de près à cette question en collaboration avec Reciclages Ecotrans, une entreprise chilienne spécialisée dans le traitement des résidus dangereux liquides ou solides générés par l'industrie de l'impression. Parmi les clients de cette entreprise, on compte Quebecor.

Lors de sa présentation au Congrès de l'ACFAS, à l'Université du Québec à Trois-Rivières, M. Alex a expliqué qu'il existe actuellement deux procédés pour laver les chiffons et récupérer le solvant qui y est imbibé. Ces procédés sont à la fois coûteux et difficiles à réaliser.

Le procédé Stor, d'une part, permet de distiller le solvant et de récupérer la boue d'encre qui est ensuite brûlée dans les cimenteries. Mais pour rentabiliser cette opération, explique M. Alex, il faut bien plus que 10 000 chiffons par jour.

Il y a aussi le lavage au Voc Stripper, qui consiste en un balayage par vapeur d'eau pendant une heure suivi d'un lavage à l'eau très chaude puis d'un second lavage avec détergent et soude. L'eau et

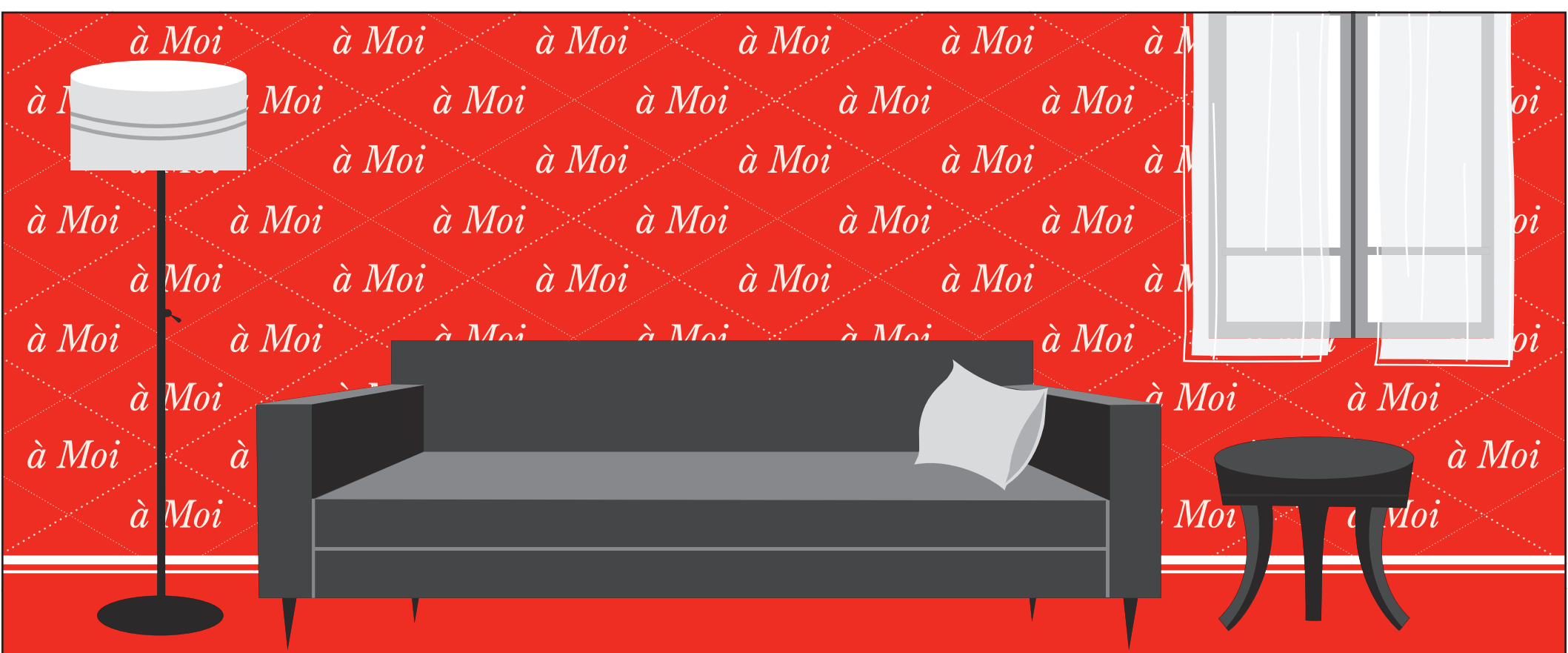
l'encre qui ressortent de ces étapes sont envoyées à l'enfouissement.

Y aurait-il moyen de séparer les pigments par un procédé moins polluant? C'est la question sur laquelle travaille Serge Alex, qui pense pouvoir trouver la réponse en utilisant la chromatographie de partage centrifuge, une technique encore mal connue mais qui permet de séparer et de concentrer tous les éléments et offre la possibilité d'en récupérer une partie importante. Cette technique est toujours à l'étude, car les chercheurs sont à la recherche du solvant le plus adéquat. Pour l'instant, Serge Alex et son équipe travaillent sur du benzyle alcool en espérant que ce produit leur permettra de réaliser le nettoyage des chiffons d'imprimerie de manière écologique.

200 décès par année liés au sport

Le sport, c'est la santé. N'empêche qu'on dénombre près de 200 décès par année au Québec liés à la pratique du sport, et quelque 5000 hospitalisations. Les blessures dans le sport engendrent des coûts directs et indirects de 450 millions \$ par année, selon une étude réalisée en 2004 par l'Institut national de santé publique, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Vingt-et-une activités sportives et récréatives ont été retenues pour l'étude. On y apprend, sans grande surprise, que les sports de contact sont les plus à risque avec, en tête de liste, le football, suivi du hockey, du surf des neiges et des sports de combat.

Presse Canadienne



Vous payez pour être locataire? Payez pour être propriétaire.

Le programme hypothécaire *Scotia 100 %[†]* peut vous aider à acheter la maison que vous désirez, sans mise de fonds. Vous aurez la satisfaction d'avoir fait un bon investissement tout en conservant votre style de vie.

Pour plus d'informations, passez à une succursale Scotia, faites le 1-800-211-9415 ou allez à trouverlargent.banquescotia.com

Si votre loyer mensuel est de :	Vous pouvez vous permettre un prêt hypothécaire de** :
1 000 \$	156 297 \$
1 300 \$	203 186 \$
1 500 \$	234 446 \$
2 000 \$	312 594 \$

Vous êtes plus riche que vous ne le pensez.^{MC}



* Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

[†] Sous réserve du respect des critères de la Banque Scotia et de l'assureur hypothécaire en matière de crédit et de prêt pour les propriétés résidentielles.

Le financement intégral sera octroyé le jour du décaissement du prêt hypothécaire. Le client est responsable de tout dépôt initial requis antérieurement à cette date.

** Ces exemples sont basés sur un taux d'intérêt annuel modèle de 6,0 % (taux annuel en pourcentage de 5,93 %), calculé semestriellement, non d'avance, et supposent que le taux d'intérêt demeure constant pour la durée complète de la période d'amortissement de 25 ans du prêt hypothécaire.

Les conservateurs exemptent les sables bitumineux de la lutte contre la pollution



PHOTO JEFF MCINTOSH, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

Le niveau de smog à Fort McMurray dépassera les normes canadiennes d'ici cinq ans, prédit ToxicsWatch.

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le nouveau plan de lutte contre la pollution atmosphérique du gouvernement conservateur exemptera le secteur des sables bitumineux de l'Alberta d'avoir à réduire ses émissions de deux polluants à l'origine du smog. C'est le seul secteur de l'industrie lourde à profiter d'une telle largesse.

Les groupes écologiques redoutent maintenant une augmentation de la pollution.

Un document préparé par le ministère fédéral de l'Environnement et remis la semaine dernière à des organisations non gouvernementales prévoit une augmentation de 60 % des composés organiques volatils (COV) émis par les sables bitumineux d'ici 2015 et de 5 % de l'oxyde de diazote pendant la même période.

« Des réductions sont imposées à tous les autres secteurs, a dit la directrice exécutive du Sierra Club, Emilie Moorhouse. La qualité de l'air des Albertains va se détériorer. »

Les composés organiques volatils et l'oxyde de diazote créent du smog lorsqu'ils se mêlent sous la lumière du soleil.

« Des réductions sont imposées à tous les autres secteurs, a dit la directrice exécutive du Sierra Club, Emilie Moorhouse. La qualité de l'air des Albertains va se détériorer. »

De plus, pour les trois prochaines années, les nouveaux projets d'exploitation des sables bitumineux ne seront pas soumis aux cibles de réduction des gaz à effet de serre, ce qui pourrait donner à l'industrie l'occasion de connaître une croissance rapide.

Pour sa part, Nashina Shariff, directrice associée de l'organisme albertain ToxicsWatch, prédit que le niveau de smog à Fort McMurray dépassera les normes canadiennes d'ici cinq ans.

À l'échelle nationale, le plan conservateur prévoit une réduction, d'ici 2015, de 45 % des émissions de COV et de 40 % des émissions d'oxyde de diazote par rapport à leurs niveaux respectifs de 2006.

Le gouvernement affirme avoir l'intention d'imposer des règles constantes dans tout le pays. Ottawa compte aussi organiser au cours des prochains mois des audiences publiques sur ses cibles de réduction des polluants atmosphériques, avant de mettre la touche finale aux règles d'ici 2010.

Les cibles de réduction des GES spécifiques à certains secteurs, distinctes des polluants responsables du smog, n'ont pas encore été dévoilées.

Eric Richer, porte-parole du ministre fédéral de l'Environnement, John Baird, affirme que les exemptions accordées au secteur des sables bitumineux ne sont pas nouvelles puisqu'elles ont été annoncées sur le site internet du Ministère la semaine dernière. Il précise que le plan conservateur réduira la pollution atmosphérique de moitié d'ici 2015.

« Dans les sables bitumineux, grâce à nos règles, la pollution atmosphérique est contrôlée plus sévèrement que jamais, a-t-il dit. Les principaux polluants atmosphériques seront inférieurs en 2015 à ce qui aurait été le cas sans notre plan. »

Le porte-parole libéral pour l'Environnement, David McGuinty, affirme qu'il essaie de déterminer si le gouvernement a mené des analyses socio-économiques sur l'impact des nouvelles règles de lutte contre la pollution atmosphérique, comme cela aurait dû être le cas, selon lui.

Il prétend aussi que de nombreuses questions posées à la Chambre des communes n'ont rien donné.

L'exploitation des sables bitumineux représente la source de GES dont la croissance est la plus rapide au Canada, et l'impact environnemental de ces émissions inquiète de plus en plus. L'ancien premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed, a déclaré que le développement des sables bitumineux devrait être ralenti.

MAINTENANT, LA LÉGENDE VOUS CONDUIT ENCORE PLUS LOIN.



JEEP GRAND CHEROKEE DIESEL 2007

La puissance d'un diesel, l'efficacité et le raffinement atteignent un niveau supérieur | Le tout nouveau moteur V6 de 3 L diesel nommé l'un des 10 meilleurs moteurs de l'année 2007 par le magazine *Ward's AutoWorld*⁽¹⁾ | Avec un rendement de 215 chevaux et une force de couple extraordinaire permettant une capacité de remorquage allant jusqu'à 3 266 kg (7 200 lb)⁽²⁾ | La meilleure autonomie de sa catégorie⁽³⁾ — 9,0 L/100 km (31 mpg) sur autoroute et 12,0 L/100 km (24 mpg) en ville⁽⁴⁾ | La rampe d'alimentation à haute pression permet une meilleure combustion du diesel | Le filtre à particules de pointe intégré permet des émissions plus propres pour un impact environnemental réduit | Tout cela avec la capacité légendaire et le confort luxueux qui ont dès le premier jour forgé le succès du Jeep Grand Cherokee | Visitez jeep.ca ou appelez au **1-800-361-3700**.

Jeep^{MD}

(1) *Wardsauto.com*, janvier 2007. (2) Avec l'équipement approprié. Certaines restrictions s'appliquent. (3) Basé sur le segment des petits utilitaires sport intermédiaires tel que défini par *Automotive News* en 2006. (4) Basé sur les cotes de consommation d'essence d'*Energuide*. Méthodes d'essai de Transport Canada. Votre consommation d'essence peut varier. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

L'ÉVÈNEMENT
PASSEZ
À LA
VITESSE




**1^{RE} MENSUALITÉ
À NOS FRAIS!**



**DU TONUS SOUS LE CAPOT.
DU PLAISIR SUR LA ROUTE.**

UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE
ET MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto 2007



INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ
LORS D'ESSAIS DE COLLISION**

CX-7 GS 2007
AVEC TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE

379\$

PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 4 995\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



CX-9 GS 2007
AVEC TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE

499\$

PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 5 995\$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le CX-9 représente le nouveau flambeau de Mazda,
le véhicule le plus imposant de sa gamme...
Louis Butcher, Journal de Montréal

Le CX-9 n'est pas un CX-7 allongé
pour accueillir une 3^e rangée de sièges,
et le CX-7 n'est pas un CX-9 avec 2 rangées de sièges.
Ce sont deux véhicules complètement différents.
Motor Trend, novembre 2006



TRIBUTE GX 2008

LOUEZ À PARTIR DE

269\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995\$

- OU - LOUEZ À PARTIR DE

339\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0\$ COMPTANT INITIAL

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.
Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1-800-263-4680.